Parti Socialiste
Comité directeur
1er février 1992

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Gérard Lindeperg 1
Gérard Fuchs 8
Elisabeth Guigou 15
Gilbert Roger 25
Jean Le Garrec 26
Laurent Fabius 29
Le président (Claude Estier) 43
Mohamed Mebtoul 43
Marie-Thérèse Mutin 45
Didier Motchane 46
Jean Poperen 55
Marie-Noëlle Lienemann 63
Gérard Le Gall 68
Gilles Martinet 72

Séance du samedi matin.

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

J'ouvre notre Comité directeur.
Vous avez dans vos chemises l'ordre du jour. Nous allons entendre ce matin immédiatement le rapport d'activité de la Direction nationale, par Gérard Lindeperg. Nous aurons ensuite une intervention de notre amie Elisabeth Guigou, ministre des Affaires européennes sur les conséquences des accords de Maastricht, et une intervention de Gérard Fuchs sur la campagne pour la ratification des accords de Maastricht. Aussitôt après nous ouvrons le débat général qui se poursuivra dans l'après-midi. Je vous indique que le Premier secrétaire Laurent Fabius interviendra dans le courant de la matinée.
Je donne tout de suite la parole à Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, on ne peut pas dire que ce Comité directeur soit placé sous les meilleurs auspices et reconnaissons que ces derniers jours on n'ouvre plus son journal et on ne tourne plus le bouton de son poste de radio sans une certaine appréhension.
Il nous appartient aujourd'hui d'analyser la situation avec lucidité et sans

Fondation Jean-Jaurès

complaisances, mais dans le même temps, je souhaite que l'on ne cède pas aux tentations masochistes, que l'on ne se livre pas à certains exercices que certains affectionnent et que l'on refuse de sombrer dans la sinistrose et le défaitisme.
Lorsque les difficultés sont là, ce n'est pas le moment de relancer telle ou telle polémique mais au contraire de se serrer les coudes et lorsque la tempête menace ce n'est pas le moment de quitter le navire mais au contraire de faire preuve de sang-froid et d'esprit de responsabilités.
Le Socialisme est avant tout une démarche collective, et nous sommes les héritiers d'une longue histoire. Ceux qui sont tentés aujourd'hui par les parcours solitaires doivent réfléchir au fait que dans un pays comme le nôtre, pétri par l'histoire, c'est toujours à partir du vieux que l'on fait du neuf.
Certes, notre projet Socialiste avait besoin d'un aggiornamento mais les valeurs qui font le Socialisme depuis un siècle et demi n'ont pas pris une ride. Certes, notre organisation a besoin d'être modernisée, et adaptée aux mutations de la société, mais le Parti, en tant qu'outil politique, est plus que jamais indispensable à la vie démocratique du pays comme à la réalisation et à la mise en œuvre de notre projet.
Plus que jamais, je crois, il nous appartient d'affirmer avec Pierre Mendès France "toute action n'est pas vaine, toute politique n'est pas sale".
Six semaines seulement nous séparent du Congrès de l'Arche, et pourtant nous avons le sentiment qu'il est beaucoup plus loin derrière nous, car de nombreux changements sont intervenus et nous avons vécu des temps forts aussi bien sur la scène internationale qu'en France et plus particulièrement à l'intérieur de notre Parti.
En quelques mois, le monde a connu de nombreux bouleversements. A l'évidence, le départ de Gorbatchev marque la fin d'une époque et ouvre à l'est une nouvelle ère incarnée par la communauté des Etats indépendants qui n'est pas sans susciter quelques inquiétudes. Même si les Républiques semblent accepter le principe du bouton de feu nucléaire unique, confié en l'occurrence à Boris Eltsine, le sort des 27 000 têtes nucléaires est loin d'être réglé, et faut-il rappeler pour ne prendre qu'un exemple que le Kazakhstan dispose d'une force de frappe nucléaire supérieure à celle de la France ?
La situation de la Yougoslavie demeure préoccupante. Après la reconnaissance par la Communauté européenne de la Slovénie et de la Croatie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine réclament un statut identique. Sur cette question, le Parti s'est exprimé à plusieurs reprises, notamment par la voix du Secrétaire national aux relations internationales.
Il a également suivi avec attention l'évolution de la situation en Afrique Noire, préoccupante dans plusieurs pays, je pense plus particulièrement au Togo, au Zaïre et au Congo.
Le Parti était également représenté au Conseil de l'Internationale Socialiste les 26 et 27 novembre dernier à Santiago du Chili et nous avons été très attentifs naturellement à la situation dans le bassin méditerranéen, et notamment en Algérie. Nous soutenons les forces démocratiques et laïques en particulier le Front des Forces Socialistes, car seul un renforcement durable de la démocratie

pourra endiguer la montée du fondamentalisme.
Il nous appartient donc d'apporter notre appui à tous ceux qui défendent l'idée selon laquelle l'Islam et la modernité sont parfaitement compatibles. Nous l'avons dit souvent, la démocratie ne saurait être considérée comme un luxe des pays riches. Elle est au contraire une condition du développement des pays pauvres.
L'affaire Habache a suscité chez les Socialistes un vif étonnement, et une légitime inquiétude. Dans un communiqué publié hier matin, nous avons rappelé que le Parti Socialiste a toujours combattu aux côtés du Président de la République le terrorisme sous toutes ses formes. C'est pourquoi nous avons appris avec stupéfaction l'arrivée sur le sol français de Georges Habache, cet adversaire acharné de toute solution négocié au Moyen-Orient.
Cette affaire résulte d'un grave manquement aux règles de fonctionnement de l'Etat commis par des fonctionnaires de très haut niveau. Il était donc juste que ces responsables soient immédiatement sanctionnés.
Reste à connaître le détail des faits, les causes de ce grave dysfonctionnement et au-delà, toutes les implications internationales pour lesquelles la France s'est trouvée mise en difficulté.
Mais à l'évidence, en dépit de l'importance de tous ces événements, l'attention de nos militants a également été retenue ces dernières semaines par les changements intervenus à la Direction du Parti et un bref retour en arrière ne me paraît pas inutile.
Depuis plusieurs mois, nous avions conscience, les uns et les autres, qu'il était urgent de reconquérir l'opinion et de renouer le fil de la confiance avec les Français, mais nous savions que nous ne pouvions le faire qu'à condition de lever deux préalables : remettre au clair nos idées et remettre en ordre de marche le Parti.
Un Parti comme le nôtre ne peut agir sans projet mobilisateur fondé sur des valeurs clairement affirmées, adapté aux attentes de la société et à nos marges de manœuvres économiques. Ce projet, nous l'avons élaboré à notre Congrès de l'Arche, qui fut une grande réussite et ce projet vient d'être publié, il vous a été distribué à l'entrée.
Mais à quoi sert un projet si nous ne sommes pas capables de le porter à l'extérieur, si nous restons absorbés par nos tensions internes, au lieu de nous tourner vers les Français. C'est pourquoi il était indispensable, après les turbulences de Rennes, de créer les conditions du rassemblement des Socialistes.
Pierre Mauroy a su créer ces conditions par les décisions qu'il a prises avec un sens de l'intérêt collectif qui a été salué au-delà même de nos rangs. Assurer sa succession est un art difficile dans lequel peu d'hommes politiques ont jusqu'ici excellé. Pierre Mauroy l'a réussi avec élégance et nous a fait vivre un grand moment d'émotion à notre Comité directeur du 9 janvier que chacun d'entre nous, j'en suis convaincu, a vécu avec intensité.
Je veux également saluer André Billardon qui a secondé Pierre Mauroy avec loyauté et efficacité et il a toujours su mettre la goutte d'huile là où il fallait pour relancer une machine qu'un rien suffisait à gripper et je voulais l'en remercier.

Fondation Jean-Jaurès

L'accession de Laurent Fabius à la tête du Parti l'a conduit à faire le choix de quitter la présidence de l'Assemblée Nationale et nous nous sommes tous réjouis de l'élection de Henri Emmanuelli. Face à une droite divisée, incapable comme toujours de faire prévaloir l'intérêt collectif sur les intérêts particuliers, Henri a su au contraire rassembler toutes les voix Socialistes et au-delà, celles de la Gauche au deuxième tour, en dépit d'une candidature de diversion dont les contours politiques étaient pour le moins ambigus. Après la comédie de la réconciliation Chirac-Giscard, du dimanche précédent, la Droite a fait la démonstration qu'elle était traversée de fortes contradictions qui la rendent incapable de se rassembler et, par conséquent, inapte à présenter une alternative cohérente au pays. Pour ce qui nous concerne, nous pouvons donc nous réjouir de la cohésion de notre groupe à l'Assemblée Nationale.

La réussite de notre Congrès de l'Arche, la recomposition de la Direction du Parti, le succès de notre candidat à la présidence de l'Assemblée Nationale, la clarification intervenue en matière de candidature présidentielle face à une droite éclatée, les perspectives mobilisatrices tracées par Laurent Fabius devant le Comité directeur, puis les Premiers secrétaires fédéraux, et les présidents des unions départementales des élus Socialistes et républicains, son plan de travail à trois semaines et à trois mois, autant de points positifs pour re-dynamiser le Parti.

Chacun a eu le sentiment que nous mettions un point final au Congrès de Rennes, que le train était remis sur les rails et que nous repartions sur des bases nouvelles. Je crois, en effet, que nous avons créé les conditions pour passer d'une synthèse de cohabitation à une synthèse de re-dynamisation.

Il ne s'agit pas de faire, nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises mais je voudrais le répéter ici, un axe qui divise, mais de constituer un pôle qui rassemble, sans vainqueurs ni vaincus.

Il s'agit de rassembler tous les Socialistes autour d'une situation d'inscrire son action dans la durée et d'une candidature que nous annoncerons le moment venu.

Reconnaissons que ce bel élan a été en partie brisé par la perquisition intervenue au siège du Parti dans des conditions surprenantes.

Certes, les Partis ne sont pas au-dessus des lois et ne sauraient bénéficier de privilèges d'extraterritorialité ; mais soyons conscients que le siège d'une organisation politique n'est pas un endroit comme un autre. Les partis concourent à l'expression du suffrage et ont une mission constitutionnelle.

L'investissement sur-médiatisé d'un siège de parti, risque d'être répercuté sur des dizaines de milliers de ses membres et d'accroître la dégradation de la vie publique. Des noms sont jetés en pâture, le secret de l'instruction n'est pas respecté et la même affaire, connue dans tous ses détails, rebondit sans cesse comme si on n'en finissait pas de découvrir des données nouvelles et de lever de nouveaux lièvres.

Notre position doit être claire.

- Très grande fermeté dans la condamnation de tout ce qui relève de l'enrichissement personnel, de la corruption et des pratiques qui ne

respectent pas scrupuleusement la nouvelle législation en vigueur.

- Solidarité avec tous nos camarades concernés par le financement du Parti et des campagnes avant la loi du 15 janvier 1990, lorsque régnaient la loi de la jungle, la débrouille et l'hypocrisie générale.

Cette solidarité va plus particulièrement ces derniers jours à nos camarades de la Sarthe, durement éprouvés, notamment sur le plan personnel et familial, de même que nous devons exprimer nos remerciements à toute l'équipe de la trésorerie animée par Laurent Azoulay pour avoir su faire face, avec dignité et esprit de responsabilité.

La Direction de notre Parti a pris les décisions qui convenaient pour apporter des explications claires à nos militants.

- Un PS Info pour les responsables.
- Un argumentaire envoyé à tous les militants.
- Une intervention claire et percutante de notre Premier secrétaire à 7 sur 7. Nous avons expliqué pourquoi le Parti Socialiste, à travers le système centralisé qu'il avait mis en place, est la victime de sa volonté d'assurer la transparence et un contrôle collectif, pendant que d'autres se livraient à des opérations personnelles.

Nous avons expliqué la différence entre l'avant 15 janvier 1990 et l'après, en détaillant le contenu de cette loi votée à l'initiative des Socialistes.

Nous avons rappelé les conclusions de la Commission d'enquête, présidée par un député RPR, qui montrent que la part des cotisations d'élus et militants est très forte à gauche ; pour un député PS de 7200 à 12 000 F, et très faible à droite, 500 F par député RPR.

Les cotisations des militants de droite sont quasi-inexistantes, leurs dépenses électorales sont très supérieures aux nôtres, alors d'où vient le financement ?

Il nous appartient donc aujourd'hui de parler haut et fort et de confondre ces soi-disant "chevaliers blancs" dont l'hypocrisie n'a d'égale que la mauvaise foi et le mensonge.

Notre combat contre le Front National a changé de rythme avec la conférence de presse du Premier secrétaire du 21 janvier et la manifestation du 25 janvier.

A l'occasion de cette conférence de presse, Laurent Fabius a annoncé un colloque sur la montée de l'extrême droite en Europe, un rassemblement de la jeunesse avant l'été et désigné Henri Weber pour suivre ces projets. Dans le même temps, Michèle Humbert-Lindeperg, déléguée nationale à la formation, a été chargée d'animer une Commission nationale qui aura pour mission d'impulser la lutte quotidienne du Parti contre le Front National.

En effet, la protestation démocrate et humaniste ne suffit pas et même si nous devons réaffirmer en permanence nos valeurs, on ne peut se limiter au seul terrain des droits de l'Homme. Il ne faut pas nous laisser entraîner en permanence sur les terrains choisis par Le Pen : la sécurité et l'immigration.

Nous devons nous situer prioritairement sur le terrain économique et social et parler logement social, santé, éducation, retraités, handicapés, en montrant que l'application du programme du Front National conduirait à une régression sociale sans précédent qui frapperait l'immense majorité des électeurs des

Fondation Jean Jaurès

quartiers populaires qui se sont laissés entraîner par la démagogie de Le Pen.
Les brochures qui ont été réalisées par le secteur formation sont très demandées par les fédérations et nous avons dû procéder à des rééditions. C'est le signe que le Parti peut se mobiliser sur de telles actions. Plutôt que les campagnes coûteuses d'affichage sur grands panneaux qui confinent nos militants dans un rôle de spectateurs, nous avons choisi le tract, moyen de communication adapté à notre volonté de reconquête du terrain. Il nous appartient d'engager une action patiente, en profondeur, qui durera sans doute plusieurs années, et qui passe par le porte à porte, les petites réunions d'appartements, bref le chemin des cages d'escalier. Mais à l'évidence, cette action persévérante, ne débouchera que si nous sommes capables de juguler le chômage, de réussir l'intégration et de pousser à son terme notre politique de la ville. Dans cette perspective, nous apportons tout notre soutien à l'action du gouvernement et nous l'avons fait de manière dynamique avec la campagne pour l'emploi conduite par les secrétariats entreprise et communication.
Notre participation à la manifestation du 25 janvier s'est inscrite dans l'action engagée par notre Parti au cours de ces derniers mois et relancée par le Premier secrétaire ces derniers jours. Une manifestation ne résout pas les problèmes de fond, mais des temps forts de rassemblement peuvent être utiles pour favoriser les prises de conscience.
Nous étions près d'une dizaine de milliers de militants Socialistes venus souvent de fédérations lointaines. La participation, sans être aussi massive que prévue, était donc importante et je voudrais remercier tous ceux, notamment les 200 camarades du service d'ordre, qui ont assuré le succès de ce rassemblement.
Des divergences se sont exprimées au cours de ce rassemblement et notre Parti et le gouvernement ont été l'objet de critiques souvent injustifiées.
Manifestement, certains groupes se trompent de combat, pratiquent un dangereux amalgame et entretiennent de dangereuses confusions.
Parce que nous voulons réussir l'intégration de ceux qui vivent légalement sur notre sol, nous avons le devoir de ne pas nous laisser être étouffés par la pression de l'immigration économique clandestine.
Nous devons assumer ce débat sans concession car nous ne gagnerions rien à nous réfugier dans un discours ambigu.
Au-delà de ces divergences, nous avons en commun, avec les manifestants de samedi dernier, les mêmes valeurs de refus du racisme et de l'exclusion. Nous devons éviter que l'incompréhension actuelle se transforme en divorce et renouer les contacts lorsqu'ils ont été rompus. Un travail d'explication est nécessaire. Je pense par exemple à la loi Sapin qui va dans le sens des revendications et qui aurait été mieux comprise si elle avait été mieux connue. Mais en même temps, nous devons mieux faire connaître les arguments du groupe Socialiste du Sénat sur une question sensible qui méritait sans doute moins de précipitation.
Bref, pour lutter contre le Front National, nous ne devons pas le diaboliser, ni aller sur son terrain, ni emprunter son style grossier et simpliste. Nous devons, au contraire, faire connaître les conséquences de ses propositions et répondre

aux problèmes de société qui constituent le terreau sur lequel il prospère.
Dans le cadre de la préparation des élections régionales, nous avons débattu de deux problèmes : celui du bouclage définitif des listes de nos candidats et celui des discussions avec nos partenaires de la majorité présidentielle.
Concernant les listes de candidats du Parti, les réunions du Bureau exécutif des mercredi 22 et 29 janvier derniers ont permis de régler la quasi totalité des dernières difficultés qui concernaient une vingtaine de départements. Il y aura sans doute nécessité d'assurer un suivi de ces décisions de manière à s'assurer qu'elles sont appliquées localement de façon satisfaisante ; pour l'essentiel, cela devrait se passer correctement si chacun en a la volonté politique.
Nous avons donc aujourd'hui 93 listes de candidats du Parti dont la composition définitive a été arrêtée sur un total de 99. Il ne reste plus à ratifier les listes que dans 3 départements métropolitains : le Loir et Cher, le Bas-Rhin, la Savoie, et dans 3 départements d'Outremer : Martinique, Guadeloupe, Guyane.
Concernant nos discussions avec nos partenaires de la majorité présidentielle, c'est-à-dire pour l'essentiel de France Unie - y compris donc nos amis du Mouvement des Radicaux de Gauche, elles avaient été initiées par une rencontre au sommet entre Pierre Mauroy et Jean-Pierre Soisson, le 11 juillet dernier.
Plusieurs réunions de travail ont eu lieu depuis cette date en vue de parvenir à un accord, c'est-à-dire de préciser région par région, département par département, là où une liste commune serait élaborée et là où, d'un commun accord, les autres composantes de la majorité présidentielle constitueraient une liste autonome à côté de celle présentée par le Parti Socialiste. Ces discussions doivent aboutir la semaine prochaine et être conclues à nouveau par une rencontre au sommet. Il reste qu'au-delà des difficultés habituelles à de telles négociations, tout n'est pas réglé concernant les garanties politiques que nous sommes en droit d'attendre de nos partenaires. Ainsi, pour prendre un exemple significatif, les Socialistes ne peuvent pas admettre que lorsqu'un accord de liste commune est passé avec France Unie dans tel ou tel département, d'autres personnes puissent présenter contre cette liste commune, négociée avec des candidats qui peuvent se prévaloir de l'étiquette France Unie. De même, nous ne pouvons pas admettre le procédé qui consiste à accorder l'investiture France Unie à ceux qui tout récemment encore membres du Parti Socialiste, le quittent aujourd'hui pour la seule raison qu'ils n'ont pas obtenu la place éligible qu'ils escomptaient.
Nous ferons le maximum pour arriver rapidement à un accord national mais nous souhaitons qu'il se réalise dans la clarté.
Je pense enfin que les camarades qui vont intervenir dans cette réunion du Comité directeur, porteront une appréciation sur la situation particulière de la région Provence Alpes Côte d'Azur sur laquelle je me contenterai, de dire qu'au-delà de l'immédiat pour lequel notre marge de manœuvre n'est peut-être pas très grande. Nous devons avoir le souci de l'avenir du Parti dans cette région. Je ne crois pas, et c'est un euphémisme, que la façon dont le Parti est traité actuellement, soit de nature à favoriser notre progression dans cette région.
Je vous demande d'excuser la longueur de ce rapport, justifiée par une actualité exceptionnellement dense.

Je n'ai donc pu évoquer comme je l'aurais souhaité l'activité de l'ensemble des secrétariats de secteurs du Parti et je vous renvoie au document très détaillé qui figure dans vos dossiers.
Pour conclure, je voudrais observer que depuis Epinay, notre Parti vit à un rythme décennal.
1971-1981 : le cycle de la reconstruction et de la conquête du pouvoir.
1981-1991 : le cycle de l'exercice du pouvoir et des conséquences que nous en avons tirées au Congrès de l'Arche.
Avec ce Congrès et les changements intervenus à la direction du Parti, nous entrons dans une nouvelle période qui est celle de la modernisation du Parti lui-même et de son adaptation à un monde qui a profondément changé.
Mais la modernisation n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour réussir la transformation de la société, et cette transformation, nous ne la réussirons qu'en étant plus à l'écoute des Français et en associant plus étroitement les citoyens à notre projet et à notre action.
A nous de faire vivre un Socialisme du quotidien, à nous de faire naître de nouvelles formes de militantisme, à nous, dans l'immédiat, de nous mobiliser pour les prochaines échéances électorales, et que chacun soit bien convaincu que les seules batailles que l'on soit assurés de perdre, ce sont celles que l'on ne mène pas
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard Lindeperg.
Nous allons aborder les communications sur l'Europe, sur les accords de Maastricht et en attendant l'arrivée de Elisabeth Guigou, je vais donner la parole à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Chers camarades, Elisabeth Guigou vous présentera le contenu de ces accords, elle a participé à leur négociation, elle a secondé le Président de la République avec, tout le monde l'a reconnu, beaucoup de talent et elle exposera mieux que moi à la fois le contenu de cet accord et les conditions dans lesquelles il a été obtenu.
Nous avons dit très rapidement, en tant que Parti, que l'accord de Maastricht était un accord historique et je le pense profondément, et je pense de la même manière que sa ratification sera un événement politique considérable pour notre pays.
Cette ratification, vous le savez, supposera une révision constitutionnelle dont nous ignorons aujourd'hui l'ampleur, mais le Conseil constitutionnel est saisi de façon à définir quels sont les domaines où notre texte fondamental devra être modifié.
Vous savez que pour une réforme constitutionnelle, deux procédures sont possibles, une procédure parlementaire où, après une première lecture des deux assemblées, celles ci se réunissent en Congrès et doivent voter à la majorité des trois cinquièmes. C'est une rencontre solennelle, c'est une rencontre qui bien

Fondation Jean-Jaurès

évidemment mobilisera l'opinion.
Mais vous savez qu'une autre hypothèse n'est pas exclue, c'est celle d'un référendum, c'est l'hypothèse où chaque Français, chaque Française sera amené à se prononcer directement, d'une manière ou d'une autre, sur le contenu de ces accords, et il est évident que face à une telle perspective, cela implique pour notre Parti une mobilisation militante et une présence politique tout à fait considérable.
Ce à quoi je voudrais m'atteler devant vous ce matin, c'est à la définition des principaux arguments que, me semble-t-il, nous devrons utiliser dans cette campagne.
Sans être irrévérencieux, après avoir dit que Maastricht était historique, je voudrais vous rappeler un vieux slogan publicitaire qui indiquait, il y a quelques années, que l'essentiel n'est pas de produire, mais de vendre, et je crois que c'est aussi à cette situation que nous devons maintenant faire face.
Nous ne devons pas comparer, comme la Droite essaiera de le faire, une partie d'entre elle au moins, les avantages de Maastricht, les avantages de l'Europe et les inconvénients de Maastricht, les inconvénients de l'Europe.
Ma première remarque est la suivante : nous devrons poser aux Français la question suivante : voilà ce qui permet l'Europe, que se passerait-il s'il n'y avait pas d'Europe, car là reste, je crois, le fond du problème que je voudrais illustrer en présentant les trois défis auxquels me semble-t-il nous sommes aujourd'hui confrontés.
Le premier défi est un défi de dominance croissante des technologies qui conduit à une internationalisation des problèmes et qui conduit notre pays à se trouver de plus en plus en difficulté, qu'il s'agisse de questions économiques, ou qu'il s'agisse de questions technologiques pour des réactions solitaires.
Nous avons essayé, vous vous en souvenez, en 1982 de conduire une politique de relance économique isolée, l'expérience nous a montré qu'il n'était pas possible de tenir durablement sur une telle position.
Nous savons bien qu'isolés, répondre aux technologies de l'aviation, de l'espace de l'électronique, répondre aux technologies de demain, est impossible pour des raisons tant de volume d'investissement que de maîtrise de la recherche.
Un deuxième défi, et nous l'avons vécu parfois de façon douloureuse à l'occasion de la guerre du Golfe, c'est l'émergence d'une superpuissance unique, les Etats-Unis.
Nous avons longtemps tenu un discours politique sur la division du monde en deux sur Yalta, sur la nécessité d'exister entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et je crois qu'aujourd'hui le défi auquel nous sommes confrontés est plus lourd encore, parce que, face à une superpuissance unique, je crois qu'établir un équilibre, maintenir une existence est encore plus difficile.
Troisième défi, c'est la résurgence des nationalismes, notamment en Europe orientale.
Nous comprendrons qu'après quarante ou soixante dix ans de Communisme totalitaire, de négation de l'histoire nationale, les habitants de ces pays souhaitent en revenir à leur identité, souhaitent se retrouver, et nous comprenons

qu'une certaine exaltation nationale soit la conséquence normale de ces décennies difficiles.
Mais en même temps nous voyons bien, à travers la Yougoslavie aujourd'hui, et, je le crains, j'espère que non, nous devons y réfléchir à travers l'ex-Union soviétique demain, nous voyons bien que ces nationalismes, s'ils deviennent excessifs, peuvent conduire à des conflits et à des séquelles particulièrement sanglantes.
Je crois qu'il y a là une première ligne d'arguments, d'actions pour nos campagnes européennes à vernir. Nous devons dire s'il n'y a pas d'Europe face à la dominance technologique, face à l'émergence d'une superpuissance unique, face à la résurgence des nationalismes s'il n'y a pas d'Europe, il n'y a pas de réponse.
S'il y a une Communauté européenne, plus forte au contraire, nous pouvons rester dans la compétition internationale économique et technologique. Nous pouvons construire un contrepoids à l'Amérique, nous pouvons fournir un exemple aux pays d'Europe de l'est, voire certains pays du sud, pour montrer qu'on peut, à la fois, préserver des identités nationales et consentir aux mises en commun de souveraineté qu'exige la modernité des temps.
Je crois que nous devons être capables de présenter le traité de Maastricht comme répondant à la nécessité de nouvelles formes de maîtrise démocratique et collective de notre avenir.
Sur Maastricht lui-même, je crois qu'indépendamment du contenu, il est important de présenter la lecture qu'en tant que Parti Socialiste nous devons en donner et j'insisterai sur trois points.
Premier point : avec le traité de Maastricht, nous entrons dans une Europe politique et nous sortons d'une Europe seulement économique et nous savons à quel point, depuis des années, cette dimension purement économique, gêne les Socialistes que nous sommes, qui considérons que quelque part, même si nous n'avons jamais été des adeptes des modèles étatiques, que quelque part quand même le politique doit commander à l'économique, au sens où le social doit s'imposer au marché.
Il y a, dans Maastricht, une politique étrangère, une politique de sécurité, une politique de défense. Elisabeth Guigou vous le décrira. Je crois qu'elle manifeste de façon claire cette primauté du politique sur l'économique et que c'est pour nous un argument important.
Deuxième argument : dans Maastricht, il y a l'édification d'une Europe volontariste et plus seulement une Europe des marchés. Et je crois que ce deuxième point, pour nous, est essentiel.
Les journaux ont surtout retenu de la politique de Maastricht, l'émergence d'une monnaie unique en 1997 ou 1999. Il est vrai que c'est très important mais avant de parler de monnaie, le traité de Maastricht, parle de politique économique commune et je crois que pour nous c'est fondamental.
Une meilleure coopération des politiques européennes, des 12, c'est aussi une façon d'avoir plus de croissance, c'est aussi une façon d'avoir plus d'emplois, c'est aussi une façon d'avoir une volonté et pas seulement le jeu d'un marché ou

Fondation Jean Jaurès

d'une monnaie... je crois qu'en tant que Socialiste, cette dimension économique de Maastricht, et avant la dimension monétaire, est pour nous un argument important dans l'explication du traité.
Dans le domaine du volontarisme, il y a, vous le savez, de nouveaux accents, qui sont mis sur des politiques nouvelles : politique de l'environnement, décision à la majorité, politique de grands réseaux, structurant, permettant l'aménagement du territoire communautaire. Politique de cohésion pour diminuer les inégalités entre régions pauvres et riches. Enfin et surtout, politique sociale mais là encore, je crois qu'il vous en sera dit tout à l'heure, sur son contenu détaillé, davantage que je ne veux le faire.
Troisième lecture de Maastricht, politique, pas seulement économique, volontariste, pas seulement marché. Troisième niveau : une construction d'une Europe des citoyens, pas simplement une Europe des technocrates et je crois que ce point est important aussi pour répondre à un certain nombre d'arguments qui seront mis en avant contre nous.
Dans le traité de Maastricht, il est prévu un médiateur auquel chaque citoyen pourra faire appel, il est prévu que dans les pays où il n'y a pas de représentation française chacun d'entre nous pourra s'adresser à la représentation diplomatique d'un autre pays, membre de la Communauté.
Il est prévu, et ce point est essentiel, vous le savez bien, le droit de vote aux élections locales et européennes dans n'importe quel pays de la communauté pour les ressortissants d'autres pays.
J'insiste sur ce point, car, d'une part, c'est probablement l'un de ceux qui nous obligent à une modification constitutionnelle de la façon la plus évidente et, d'autre part, nous savons bien que par rapport à la Droite, même si elle est quelque peu divisée sur ce sujet, ce sera l'un des points d'affrontement importants.
Je ne pense pas que nous devions en faire un point d'affrontement central, je pense qu'il doit être clair qu'il s'agit du droit de vote des ressortissants communautaires et pour l'instant de ceux-là seulement, mais nous savons bien qu'une partie de la maîtrise du débat sur ce sujet nous échappera et que nous serons conduits à nous exprimer beaucoup sur ce terrain, et je voudrais dire deux choses.
Premièrement, nous devons expliquer très clairement qu'il s'agit des ressortissants communautaires et seulement de ceux là et ne pas nous laisser entraîner sur l'autre sujet du droit de vote des étrangers.
Je pense que cela biaiserait le débat sur Maastricht et je ne crois pas, par ailleurs, que cela renforcerait le résultat, que ce soit dans le cadre du Congrès parlementaire ou d'un éventuel référendum.
Nous devons dire aussi que Maastricht ne crée pas deux catégories d'étrangers. Pour nous, pour moi, les ressortissants communautaires ne sont plus des étrangers, il y a les Français, les communautaires et les étrangers et je crois que nous devons bien marquer que ce nouveau traité d'union politique européenne peut-être désigne de nouveaux contours, dresse de nouvelles frontières, mais qu'il n'ya pas deux catégories d'étrangers, il y a les européens, citoyens dotés de

Fondation Jean-Jaurès

droits communs, dotés de systèmes politiques et sociaux de plus en plus convergents et il y a un monde extérieur vis-à-vis duquel, bien sûr, nous devons exprimer notre volonté de solidarité et de paix.
Nous laisser engager dans ce discours sur deux types d'étrangers, serait, je crois, très dangereux.
Europe des citoyens, Europe des technocrates, cela se traduirait par un rôle accru du Parlement européen, mais je pense qu'Elisabeth racontera cela avec l'expérience de la négociation.
Je voudrais dire quelques mot aussi de ce qu'il n'y a pas dans les accords de Maastricht, et là je fais aussi de la politique et je m'intéresse au débat de ratification. Il y a dans Maastricht, c'est un mot barbare, un mot que nous devons comprendre, même si nous devons être capables de le traduire à l'extérieur, c'est le mot subsidiarité.
Subsidiarité, c'est quelque chose de simple, quand on y a réfléchi un petit peu, ce qui veut dire que le mot tel quel n'est probablement pas abordable.
Cela veut dire que notre conception de l'Europe est une conception qui veut que soient transférées à la décision européenne les décisions et seulement les décisions qui peuvent être exercées plus efficacement à douze que tout seul.
Cela veut dire et vous verrez à quel article de journaux récents je fais référence, que la Communauté européenne n'a pas vocation à s'occuper des problèmes du maintien de la qualité des fromages de France. Cela veut dire que la Communauté européenne n'a pas vocation à s'occuper des problèmes des règles de chasse en dehors de la préservation d'un nombre très limité d'espèces menacées. Cela veut dire que la Communauté européenne n'a pas vocation à s'occuper des maternelles, j'entends dire dans mon département de Seine Saint-Denis, et je ne sais pas très bien si c'est le Front National ou le Parti Communiste qui véhicule ce discours que parce qu'il n'y a pas d'écoles maternelles ailleurs, demain il n'y en aurait plus en France.
C'est bien évidemment absurde, nous devons expliquer que notre vision de l'Europe est une vision qui a pour objectif de préserver notre identité nationale, et de ne mettre en commun - c'est déjà énorme - encore une fois que les décisions que nous pouvons exercer plus efficacement ensemble qu'isolément.
La Communauté de demain ne sera pas non plus une Europe allemande. Je vois très bien à l'extérieur de nos rangs, mais peut-être même, et je le déplore, parfois dans nos rangs un certain nombre d'interrogations sur ce sujet et qu'il nous faut savoir répondre. Je crois que là encore bien sûr on peut se demander quel sera le poids de l'Allemagne dans l'Union Européenne de demain, mais la vraie question n'est pas celle-là.
La vraie question est la suivante : nous avons le choix entre une Allemagne, certes unifiée et plus lourde dans la Communauté européenne, ou une Allemagne unifiée, plus lourde qui n'appartiendrait pas à une construction comme la Communauté européenne.
Je vais m'exprimer avec brutalité devant vous, plus que je ne le ferai à l'extérieur. Je préfère une Allemagne au sein de la Communauté européenne, même plus lourde aujourd'hui qu'elle ne l'était hier, qu'une Allemagne flottant

Fondation Jean Jaurès

toute seule, dans je ne sais quel "Middle Europa" et soumise peut-être de nouveau à des tentations historiques dont nous pensons bien qu'aujourd'hui elles sont dépassées, que personne ne peut imaginer de les voir renaître et à cet égard l'unité allemande n'a pas entraîné une renaissance immédiate de nationalismes que l'on aurait pu craindre.
Mais ne jouons pas avec l'histoire, la meilleure façon d'éviter les bégaiements de l'histoire, c'est que l'Allemagne soit liée au sein de la Communauté européenne, comme nous le sommes nous-mêmes, ni plus, ni moins, avec les mêmes risques et les mêmes obligations.
Mais je crois que s'il venait de nos rangs, pendant ces mois, où l'on discutera de Maastricht, quelques discours sur le risque d'une Union Européenne, qui serait l'union allemande, je crois que cela serait dommageable et je crois par ailleurs que cela serait faux.
Un exemple : aujourd'hui, une concentration d'entreprises, au-delà d'un certain seul seuil, demande l'aval de Bruxelles, s'il y avait eu cette règle entre 1918 et 1989 il n'y aurait pas eu la possibilité de reconstitution d'une industrie militaire allemande. Aujourd'hui, plutôt demain, après la ratification de Maastricht, il y aura des nécessités de définitions d'une politique étrangère commune, qui fera, qu'y compris ce que nous avons vécu avec difficulté, c'est-à-dire cette espèce de cavalier seul allemand de reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, un peu avant le reste des autres pays de la Communauté, cela ne se reproduit plus. Entre nous je le dirai, je ne le dirai pas non plus à l'extérieur, le chancelier Kohl a payé très cher, son pays a payé très cher, en termes monétaires, car il est vrai que la situation d'aujourd'hui est une situation où la situation monétaire européenne est en réalité sous décision allemande, demain il y aura co-décision des 12. L'Allemagne a payé un prix sur ce terrain. Le chancelier Kohl a voulu contrebalancer en terme de politique intérieure, en allant plus vite que nous ne le souhaitions, sur le dossier Yougoslave. Ce prix monétaire, après la ratification de Maastricht, cela ne sera plus possible. Je crois encore une fois que l'Allemagne dans la communauté, et dans une communauté forte, c'est la meilleure réponse à beaucoup d'interrogations.
Enfin, dernière question : le risque de l'Europe libérale, chers camarades je ne me cacherai pas derrière mon petit doigt, ce risque existe, il est majeur, mais ce risque c'est le même que nous connaissons au niveau national.
Aux camarades, ou aux amis qui me disent : peux-tu me garantir que l'Europe ne sera pas libérale ? Je réponds : peux-tu me garantir que nous gagnerons toujours les élections ? Le risque est le même, la réponse à cette question dépend de notre engagement, dépend de notre capacité, et notamment ce sera mon dernier point de notre capacité à unir les forces syndicales et politiques de la Gauche européenne.
L'Europe c'est un cadre, c'est des règles du jeu, c'est le risque de la démocratie, il peut nous être favorable, ou défavorable, comme en France.
Mais le résultat, comme en France, dépend de notre capacité de mobilisation politique et sociale.
Il y a aujourd'hui un groupe Socialiste au Parlement européen, c'est le premier

groupe de ce Parlement. C'est un groupe dont le poids politique est reconnu, c'est un groupe grâce auquel commence à s'élaborer la politique sociale européenne que nous appelons de nos vœux depuis des années.
Il y a une union des Partis Socialistes et socio-démocrates de la Communauté européenne : 15 partis aujourd'hui. Cette union des Partis, elle n'est pas encore assez forte, à mes yeux, et j'ai été très heureux d'entendre Laurent Fabius, dans son premier discours de Premier secrétaire, évoquer la perspective - ce n'est qu'une perspective - mais évoquer l'idée d'un Parti Socialiste européen.
Nous devons renforcer la coopération entre les forces Socialistes et progressistes européennes et quand je dis "progressistes" je pense aux anciens Communistes italiens, je pense à tous ceux qui sont aujourd'hui perdus, fort heureusement, pour les formes staliniennes du Communisme, qui s'interrogent sur la nécessité d'une construction européenne, et qui sont prêts à travailler avec nous sur ces terrains.
Alors, il nous faudra renforcer l'union des Partis Socialistes européens. Nous aurons une occasion unique de le faire, au mois de septembre de cette année, à travers un Congrès extraordinaire de cette union, nous y serons confrontés aux questions suivantes, et je souhaite que nos sections en débattent d'ici le mois de septembre.
Acceptons-nous certaines décisions à la majorité au sein de l'union ? La réponse, que j'ai déjà proposée au Parti, vous la connaissez, on décide à la majorité entre les ministres des 12 d'ores et déjà aujourd'hui dans certains domaines. Acceptons qu'au moins dans ces domaines les Socialistes européens acceptent aussi entre eux la décision à la majorité, même si cela implique - soyons nets - le risque, mais je crois qu'il faut le prendre, d'être parfois dans la minorité.
Est-ce que les décisions de l'union doivent, au moins dans certains domaines, lier les partis membres, ou est-ce que les rencontres des leaders Socialistes des 12 c'est simplement un club sans conséquence ?
Je crois que nous ne pouvons pas dire "nous sommes liés par tout" mais je crois que nous devons accepter l'idée d'être liés par certaines décisions dans certains domaines.
Acceptons-nous l'idée de campagnes communes aux Socialistes européens, au-delà du travail du Parlement, au-delà des rencontres de responsables internationaux du Parti ? Je crois que oui, il nous faudra conduire des campagnes sur l'Europe sociale, sur l'emploi, peut-être dans certains termes à mesurer avec précaution sur la réduction de la durée du travail, sur notre conception de la solidarité, et vis-à-vis du tiers-monde, du rôle et de l'accueil des réfugiés politiques, sur tous ces thèmes nous devons être capables en tant qu'union des Partis Socialistes européens de nous exprimer.
Enfin, il existe une confédération européenne des syndicats, je crois que cette confédération européenne des syndicats devra dans les années qui viennent jouer un rôle fondamental. Elisabeth Guigou nous dira que dans l'accord de Maastricht, dans le protocole sur l'Europe sociale, il est fait référence non seulement aux directives européennes, non seulement aux lois, mais aussi à la

possibilité offerte aux organisations syndicales, ouvrières, patronales, de conclure des accords et de les voir traduits en termes de loi.
Je crois que c'est aussi une façon d'avancer et qu'elle est importante.
Chers camarades, pour illustrer tout cela, nous aurons d'ici les régionales un tract du Parti, nous choisirons un moment politique pour qu'il ait le retentissement maximum - je n'en dis pas davantage aujourd'hui ! - nous aurons un argumentaire, nous commençons à l'élaborer, il devra traiter de bien d'autres sujets que ceux que nous pourrons discuter aujourd'hui, les sujets agricoles, d'environnement, des sujets un peu professionnels.
Je crois enfin que nous devrons tenir - nous en reparlerons avec le Premier secrétaire - une journée nationale du Parti au mois d'avril, particulièrement s'il apparaît à ce moment là que cela sera la voie du référendum et non pas la voie du Congrès, qui est choisie, pour les modifications constitutionnelles nécessaires.
Je termine, je crois que ce débat sur la ratification de Maastricht peut être pour nous une occasion politique exceptionnelle, une occasion d'être nous-mêmes, une occasion de diviser la Droite, une occasion de parler au fond, une occasion de sortir de cette période noire que nous traversons aujourd'hui. Je crois que cette chance doit être saisie. Bien la saisir dépend de nous qui sommes ici aujourd'hui, et de tous les militants du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Nous attendons un instant pour laisser entrer les télévisions...
Pour ne pas perdre de temps, je donne tout de suite la parole à Elisabeth Guigou en la remerciant d'être parmi nous ce matin. Elle va vous exposer la philosophie des accords de Maastricht et répondre éventuellement aux questions que vous pourrez lui poser.
Elisabeth tu as la parole.
(Applaudissements)

Elisabeth Guigou

Chers camarades, et chers amis, j'espère qu'il n'y aura pas trop de redites par rapport à ce qu'a pu dire tout à l'heure Gérard Fuchs. Je suis sûre en tout cas qu'il n'y aura pas de contradiction, parce que nous nous voyons tellement sur ces sujets européens, que nous avons une certaine connivence de pensée, je dois le dire !
Je voudrais d'abord peut-être analyser devant vous ce que signifie pour la Communauté et quels changements après Maastricht pour la Communauté, pour l'Europe, ensuite quelle signification, quelles conséquences pour la France, et si vous le voulez bien quelques réflexions sur ce que pourrait être le rôle des Socialistes.
Quelle signification, quels changements pour l'Europe et la Communauté après Maastricht ? D'abord Maastricht c'est l'extension, l'achèvement de l'Europe économique, un progrès je crois décisif vers l'Europe des citoyens.
Compléter l'Europe économique qui est la nôtre, dans la Communauté, depuis le

Fondation Jean Jaurès

traité de Rome, s'est fait avec l'Union Economique Monétaire. Nous atteignons là la fin, l'état final d'un processus, je pense que nous avons avec cette Union Economique et Monétaire, qui a été décidée à Maastricht, quelque chose qui nous permet, qui nous permettra dans quelques années, au plus tôt à partir de 1996, au plus tard à partir de 1999, d'avoir un espace intégré sur le plan monétaire mais où sur le plan économique c'est très important, sur le plan des politiques économiques la responsabilité restera au Conseil des ministres de l'Economie et des finances sous les directives du Conseil européen, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

Il est très important de voir que même si la Banque Centrale européenne aura toute latitude pour fixer les taux d'intérêt, il devra nécessairement y avoir un dialogue parce que les politiques économiques resteront du ressort des gouvernements nationaux, en concertation entre eux bien entendu, ce qui veut dire que les Parlements nationaux resteront responsables de la politique budgétaire nationale, bien entendu, sous des contraintes de cohérence avec les grandes lignes qui seront définies au niveau communautaire entre les 12.

Union Economique et Monétaire.

Pour compléter cette Europe économique, nous avons demandé et obtenu un chapitre sur la politique industrielle. Vous savez qu'un tel chapitre n'existait pas dans le traité de Rome. Le traité de Rome n'envisage, au fond, l'industrie que sous l'angle de la concurrence et cela nous vaut des déséquilibres graves que nous avons à plusieurs reprises, à juste titre, dénoncés. C'est en grande partie à cause de cette lacune du traité de Rome que nous avons une construction européenne, dans ce domaine économique, qui penchait, je dirai, vers beaucoup trop de libéralisme, sans vraiment d'accompagnement par des politiques volontaires.

Alors, ce chapitre sur la politique industrielle, que nous avons introduit pour la première fois, est explicitement destiné (ce sont ses termes) à permettre une meilleure compétitivité de l'industrie européenne vis-à-vis de ses concurrents extérieurs. Il prévoit la possibilité de mettre en place des programmes spécifiques, que ce soit pour des secteurs qui ont des difficultés ou que ce soit pour des secteurs d'avenir, comme l'électronique, où il est évident que le marché et les initiatives individuelles des entreprises ne peuvent pas tout faire et où il est indispensable, nous le savons, d'avoir une stratégie industrielle, une stratégie sur le moyen et le long terme, et une stratégie qui combine les stratégies des entreprises et les stratégies des pouvoirs publics.

Je dois dire, pour être honnête, que nous aurions aimé que ce chapitre sur la politique industrielle puisse donner lieu à des décisions prises à la majorité qualifiée. Ce n'est pas le cas. Les décisions seront prises à l'unanimité. Mais le progrès est tout de même que ce chapitre existe, ce qui permettra aux pays comme le nôtre, aux ministres, au Conseil des ministres, à la Commission même, de faire des propositions pour une véritable politique industrielle.

Donc, compléter l'Europe économique dans un sens qui, je crois, est conforme aux intérêts que nous défendons.

Ensuite, un progrès décisif vers l'Europe des citoyens à travers deux chapitres

importants : d'abord, bien entendu, le chapitre social.
Vous savez qu'à Maastricht, nous nous sommes battus jusqu'à faire une condition, pour notre signature, de la présence de ce chapitre social et, au fond, pour la première fois nous avons la capacité de réaliser des politiques dans des domaines importants comme l'organisation du travail dans l'entreprise, la participation des travailleurs, l'égalité entre les hommes et les femmes. Parce que nous avons réussi à obtenir la majorité qualifiée sur ces politiques, je crois en effet que nous avons de bonnes chances de pouvoir enfin traduire dans la réalité la charte sociale qui avait été adoptée sous présidence française, en décembre 1989, à Strasbourg, mais qui, je dois le dire, était restée assez largement un cadre théorique jusqu'ici.
Cette Europe des citoyens, nous la complétons également par les dispositions sur la citoyenneté.
Je n'insiste pas davantage, elles font couler beaucoup d'encre, c'est un sujet qui est monté en épingle par l'opposition. Il s'agit de quoi ?
De garantir aux citoyens européens qu'ils pourront non seulement aller et venir librement, mais s'installer réciproquement chez les uns et les autres, que les diplômes seront reconnus, que les étudiants pourront voir leurs unités de valeur ou une partie de leurs études reconnues dans d'autres pays ou d'autres universités de la Communauté, et que nous avons le même système pour des formations de Bac + 2.
Evidemment, il y a également la disposition importante de la possibilité, pour des ressortissants de la Communauté, d'être non seulement électeurs, mais éligibles dans un autre pays. J'y reviendrai tout à l'heure.
Tout ceci nous donne une Communauté économique qui se transforme en une Communauté européenne, cette Communauté européenne étant elle-même complétée par deux domaines d'action nouveaux qui ne sont pas, en tant que tels, intégrés dans la Communauté parce qu'ils justifient de procédures inter-gouvernementales, c'est-à-dire qu'ils ressortissent davantage de la concertation entre Etats que de procédures où la Commission, le Parlement européen, intervient systématiquement.
Ce sont les deux grands domaines nouveaux que sont la politique étrangère et de sécurité commune et les affaires intérieures et judiciaires.
Pourquoi ces deux grands domaines nouveaux ? Cela a été une de nos priorités également, avec le social, dans les négociations de Maastricht.
Parce qu'au moment où les pays de l'est européen se tournent vers la Communauté, non seulement pour une aide économique, mais parce qu'ils pensent que c'est la seule organisation qui peut véritablement prendre en charge l'organisation future du continent européen et assurer la paix, eh bien, le drame yougoslave nous a montré que nous manquions dramatiquement des moyens de faire face à cette nouvelle mission, que nous ne nous donnons pas nous-mêmes mais qui, il faut le constater, nous est demandée par nos partenaires européens.
Les affaires intérieures, policières et judiciaires, c'est l'évidence. Elles sont nécessaires : dès lors que l'on supprime les frontières intérieures il faut bien entendu des contrôles aux frontières extérieures de la Communauté, que tout

ceci puisse se faire dans le respect des droits de l'Homme et, par conséquent, le traité de Maastricht prévoit un rapprochement en matière de droit d'asile, notamment, ou en matière, bien entendu, de visas.
C'est cet ensemble (la Communauté européenne économique, sociale, des citoyens, plus la politique étrangère et les affaires intérieures et judiciaires) qui constitue le traité de Maastricht, baptisé Union Européenne.
Je dois dire que l'Union Européenne ne concerne pas simplement les douze. Pour la première fois, je crois, depuis le traité de Rome, nous avons un nouveau traité qui se veut une préparation à l'organisation future du continent européen.
Je pense aussi que Maastricht est une garantie supplémentaire que la Communauté ne sera pas diluée dans une grande zone de libre échange. C'est un risque, parce que nous devons faire la grande Europe, nous ne pouvons pas nous désintéresser de ce qui se passe autour de nous, nous devons bien entendu être solidaires, y compris économiquement, des pays non seulement de l'est, mais du sud de la Méditerranée et, si nous faisons cela sans avoir des institutions suffisamment solides, nous aurons bien entendu une zone de libre échange.
Dernier élément très important : la démocratisation des procédures et des institutions.
Non seulement une augmentation du rôle du Parlement européen pour ce qui concerne les matières qui relèvent de l'Union Européenne (et tout ne relève pas de l'Union Européenne), mais bien entendu un rôle reconnu dans Maastricht aux Parlements nationaux, puisque nous avons fait adopter une disposition sur une conférence qui devrait réunir le Parlement européen et les Parlements nationaux. Je reviendrai sur le rôle des Parlements nationaux tout à l'heure.
Quelle est la signification de Maastricht pour la France ?
Je crois que le traité de Maastricht peut nous permettre de mieux maîtriser notre avenir.
D'abord, parce que nous avons évidemment intérêt à mettre en commun nos moyens avec ceux de nos voisins sur les problèmes où nous avons des intérêts communs. J'ai cité tout à l'heure la sécurité et la stabilité du continent. Il est clair, par exemple, que pour l'aide aux pays d'Europe Centrale et Orientale, qui représente des sommes considérables (pour l'ex-Union soviétique, c'est 60 milliards de dollars aujourd'hui, 80% donnés par la Communauté européenne), jamais notre pays ne pourrait faire face à des charges financières pareilles si nous n'étions pas intégrés dans cet ensemble.
Je le dis ici, passer par des contributions européennes, c'est aussi une façon de rentre notre aide bilatérale plus efficace et d'éviter un coût que nous ne pourrions pas supporter sur nos budgets nationaux.
J'ai parlé de la Yougoslavie. Nous pourrions y revenir, mais enfin je n'insiste pas, je crois que tout a été dit sur le sujet.
Je veux évoquer ici la réflexion sur notre stratégie nucléaire qui a été évoquée par le Président de la République lors des rencontres nationales sur l'Europe.
Ce n'est pas un débat qui sera tranché dans les mois prochains ou même peut-être les années prochaines, mais c'est certainement une question sur laquelle nous devrions commencer une réflexion approfondie.

Je cite (parce que c'est également, je crois, assez clair) l'environnement, la recherche, parmi les problèmes d'intérêt commun qu'à mon sens nous ne pouvons plus traiter qu'au niveau européen.
En matière de croissance, je voudrais souligner que nous avons veillé à ce que l'Union Economique et Monétaire soit orientée vers la volonté de retrouver les chemins de la croissance et de l'emploi.
Dans les travaux préparatoires, dans le traité de Maastricht, les objectifs de l'Union Economique et Monétaire sont bien définis ainsi. Bien sûr, il y a un objectif de stabilité des prix qui est certainement consubstantiel à une Union Economique et Monétaire qui fonctionne, mais il y a aussi la volonté clairement affirmée et souscrite par les douze de trouver le plus haut niveau de croissance possible et le plus haut niveau d'emploi.
Je crois, moi, que la monnaie unique, ce n'est pas la perte d'une souveraineté nationale, qui est d'ailleurs aujourd'hui théorique dans le cadre européen tel que nous le connaissons, car nous sommes soumis à l'hégémonie du mark allemand dans ce domaine. Je crois que la monnaie unique, ce sera un gain de souveraineté réel, parce que nous partagerons le pouvoir avec nos partenaires et, en particulier, avec les plus forts d'entre eux. On remarque d'ailleurs, a contrario, que les réticences allemandes auraient plutôt tendance à confirmer cette interprétation des choses...
Je pense aussi que, tout en nous permettant de mieux mettre en commun ces intérêts communs, le traité de Maastricht respecte les identités nationales.
Je veux parler ici du fameux principe de subsidiarité. Il est explicitement cité dans le traité à plusieurs reprises, non seulement comme un principe dans le préambule, mais à plusieurs endroits du traité.
Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ?
Cela veut dire que la Commission, avant de mettre une proposition sur la table du Conseil des ministres, sera obligée (car elle a un rôle de gardien des traités) de se demander si le texte qu'elle veut proposer est vraiment nécessaire et indispensable.
Je crois qu'avec ce principe de subsidiarité dans le traité, nous ne pourrons plus avoir des textes aussi absurdes que ceux qui concernent, par exemple, la chasse à la palombe, ou des textes qui réglementent des questions qui sont beaucoup mieux traitées à un niveau proche des citoyens et en tenant compte des traditions locales... (applaudissements)... Je vois qu'il y a quand même quelques sujets encore populaires et qui éveillent l'intérêt lorsqu'on parle d'Europe ! Cela me rassure !
Le traité prévoit également qu'il n'y aura pas d'harmonisation automatique. On n'harmonise pas pour le plaisir, on n'harmonise pas pour harmoniser.
Par exemple, les chapitres sur l'éducation et la culture ne cherchent pas à créer un moule unique, mais à compléter et à rendre plus efficaces les coopérations entre Etats membres dans ces domaines. Je crois que c'est un élément important parce qu'en France, en particulier, toutes les enquêtes d'opinion le montrent (et celle que j'avais fait réaliser pour les rencontres nationales notamment), on est très attaché à la spécificité de notre modèle d'éducation et de notre modèle

Collection Jean Lecanuet

culturel.
Quel rôle enfin, pour terminer, pour les Socialistes dans cette Europe qui se construit ?
D'abord, je crois, un rôle fondamental d'explication, parce que Maastricht, c'est tout de même plus de droits politiques pour les citoyens, c'est par conséquent plus de démocratie.
Le droit de vote des ressortissants de la Communauté aux élections municipales et européennes concerne d'abord ces deux types d'élection seulement.
Ensuite, le pourcentage des ressortissants communautaires chez nous et dans les autres pays n'est pas tel qu'il soit susceptible de bouleverser fondamentalement le résultat des élections. C'est un problème qui peut exister, par exemple, au Luxembourg, mais qui, je crois, n'existe pas chez nous.
Enfin, il faut savoir, parce que ce n'est pas encore compris, que seul le principe du droit de vote et d'éligibilité a été fixé dans le traité. Ce principe n'est pas d'application directe, c'est-à-dire que les modalités pratiques de ce principe doivent encore être arrêtées. Elles devront l'être avant la fin 1993 pour les élections européennes, elles devront l'être avant la fin 1994 pour les municipales.
Ceci veut dire qu'à l'occasion de la définition par les douze, par les ministres concernés, des modalités pratiques du droit de vote, nous pourrons faire valoir notre point de vue sur la durée de résidence nécessaire, sur toutes sortes de conditions qui nous paraissent nécessaires, avant de permettre à des étrangers d'accéder à ce droit.
Ensuite, nous pourrons faire valoir, si cela nous semble nécessaire, des dérogations.
Je signale d'ailleurs qu'il y a un projet de texte communautaire qui est sur la table depuis plusieurs années et qui a envisagé le problème qui serait posé, par exemple, pour l'élection au Sénat français, puisque le collège d'élection des sénateurs est constitué par des élus municipaux. C'est une question qui a été envisagée.
Je ne sais pas dans quel sens nous la prendrons, je ne veux pas me lancer là dessus aujourd'hui puisque je mène une réflexion approfondie qui bien entendu doit être précisée juridiquement, mais je ne vois pas de raison pour que l'opposition monte ce problème en épingle. C'est un problème que nous pouvons traiter et que nous traiterons.
Je crois que nous pouvons expliquer davantage aussi en France que l'Europe, c'est plus de droits sociaux. Je veux dire ici clairement, parce que c'est un point sur lequel il me semble qu'il faut insister, qu'il n'y a jamais eu en Europe et qu'il n'y aura jamais de nivellement par le bas en matière sociale.
C'est une crainte de tous, je crois. Moi la question m'est souvent posée.
D'abord disons nettement qu'il n'est pas envisagé d'harmoniser le système de sécurité sociale, parce que nous avons des systèmes trop élaborés par rapport à des pays pauvres comme le Portugal et la Grèce, et d'autre part, il est dit explicitement dans les traités que ce que nous fixons, ce sont des règles communes, mais que l'on peut toujours faire mieux et que cela ne remet en

cause à aucun moment les législations plus favorables. C'est-à-dire que l'Europe sociale, c'est une incitation, quelquefois une obligation pour les pays les plus pauvres qui n'ont pas encore, notamment en matière de droit du travail, des législations aussi élaborées que les nôtres, de nous rattraper, et quelquefois pour nous, c'est un progrès par rapport à notre législation. Je pense à des directives, par exemple, sur le travail sur écran.

Je pense aussi que nous pouvons expliquer, et c'est très lié à des problèmes brûlants aujourd'hui, que ce que nous faisons dans le domaine des affaires intérieures et judiciaires, c'est plus de sécurité intérieure pour l'Europe.

Je voudrais ici vous dire quelques mots de ce que nous avons fait dans le cadre de Schengen.

Dans le cadre de Schengen, nous avons réalisé bien sûr une coopération dans des domaines sensibles comme les visas, par exemple. Mais ce que nous avons fait dans Schengen, nous le faisons aussi dans le respect des droits de l'Homme et notamment dans le respect des règles imposées par la Commission informatique et libertés.

Si j'insiste là dessus, c'est parce que nous avons des controverses, y compris internes, chez nous, sur ces sujets là. Je crois que grâce à Schengen, nous avons orienté les travaux communautaires à mon avis dans un sens qui devrait respecter un équilibre entre la nécessité bien entendu d'avoir des contrôles aux frontières extérieures de la Communauté, mais de le faire dans le respect des droits de l'Homme et des libertés individuelles.

Alors c'est vrai que toute réalisation nouvelle, et en particulier celle-là, suscite des questions et des peurs. Je pense que nous pouvons expliquer que l'Europe ne menace pas l'identité française. J'ai donné quelques éléments là dessus tout à l'heure.

Je pense aussi qu'il ne faut pas craindre d'aborder franchement le problème de l'Allemagne.

L'Allemagne est un pays que nous imaginons tout puissant dans tous les domaines. Ce n'est pas vrai ! L'Allemagne a ses faiblesses comme nous avons les nôtres, mais nous avons nos atouts comme elle a les siens, et en particulier dans le domaine industriel, si l'Allemagne est forte dans les secteurs classiques, nous le sommes bien davantage dans les secteurs de pointe.

Sur le plan de l'organisation de la société, l'Allemagne est un pays qui est infiniment plus éclaté que le nôtre. Alors le côté évidemment positif, c'est plus de décentralisation, plus de responsabilité pour des collectivités locales qui sont sans doute plus entreprenantes et dynamiques que les nôtres. Mais il y a une mauvaise face de la médaille qui est que c'est un pays qui a une très grande difficulté d'abord à se trouver lui-même, à s'unifier autour de certaines valeurs. Je crois que c'est un pays qui doute profondément de lui-même, et nous devons savoir cela. Nous ne devons pas craindre de dire aux Allemands : lorsque vous vous comportez d'une certaine façon, nous ne sommes pas d'accord.

Je plaide pour un dialogue adulte avec l'Allemagne, pour un dialogue qui nomme nos craintes et nos peurs, qui dise à l'Allemagne : lorsque vous relevez les taux d'intérêt sans nous en parler, nous sommes contre et nous voulons que

cela cesse dans l'Union Economique et Monétaire. Qui dise à l'Allemagne : lorsque contrairement à des décisions communes en matière de politique étrangère, vous vous précipitez largement pour des raisons de politique intérieure, pour des reconnaissances hâtives, alors que nous, nous sommes d'accord sur un calendrier pour la Croatie et la Slovénie, ce sont des choses qui ne sont pas bien.
Nous devons parler de cela. Moi je pense que nous aurions tout intérêt à avoir un langage très clair là dessus, parce que c'est la seule façon d'éviter les malentendus.
Je pense que nous pouvons dire à l'Allemagne : c'est votre responsabilité à vous, à cause de ce qui s'est passé dans votre histoire, de nous démontrer que nous n'avons plus de raison d'avoir peur de vous.
Si je vous dis cela, c'est parce que ce sont des Allemands qui le disent eux-mêmes, et je pense que les Allemands attendent de nous que nous leur parlions avec franchise et que nous arrêtions de nous comporter davantage par l'expression de fantasmes. Je crois qu'il faut nommer ces craintes et leur dire : voilà ce que nous attendons de vous.
La peur se combat par l'information. Le rôle du PS, Gérard Fuchs en a longuement parlé tout à l'heure, puisqu'il y aura ces journées nationales en avril.
Il y a beaucoup de parlementaires parmi vous, et je voudrais dire une chose sur le rôle de notre Parlement, Assemblée Nationale et Sénat.
Le gouvernement est disponible, mes collègues me l'ont confirmé. Il faudrait que les Commissions spécialisées de l'Assemblée Nationale et du Sénat, qui ont à leur disposition tous les documents et les propositions de la Communauté avant leur adoption, demandent à auditionner les ministres compétents sur ces sujets. On ne peut plus laisser le traitement des Affaires européennes uniquement à la délégation parlementaire aux communautés européennes, ou même à la Commission des affaires étrangères, parce que la quasi-totalité de l'action gouvernementale est maintenant concernée par l'action européenne.
Je suis, moi, disponible, et je le dis clairement, je sais que mes collègues du gouvernement seront disponibles pour ce travail là aussi. C'est la condition pour que le Parlement national se sente en effet associé, puisse donner son avis sur les décisions qui sont prises au niveau européen, car il est faux de dire que les décisions sont prises à l'extérieur de nous. Les décisions sont prises par le Conseil des ministres, la Commission des communautés ne fait que proposer et appliquer. Par conséquent nous participons à la décision. Cette décision ne nous est pas imposée par une bureaucratie extérieure, nous pouvons toujours l'influencer.
Notre problème en France, parce que nous sommes un pays de droit écrit et que nous sommes cartésiens, c'est de trouver dans cette nouvelle Europe les moyens et les procédures pour influencer et davantage participer à la décision.
Je pense aussi que nous aurons une occasion d'explication au moment du débat de ratification. Il est sûr qu'après les élections cantonales et régionales, la grande affaire sera la ratification de Maastricht entre le mois d'avril et le mois de mai.
La Droite est extrêmement divisée sur ce sujet, il n'y a aucune raison de ne pas

Fondation Jean Jaurès

en profiter. Il n'y a aucune raison de se laisser intimider par le Front National qui, à côté de l'immigration, a fait de l'Europe un de ses principaux chevaux de bataille.
Nous pouvons au contraire expliquer, à l'occasion en particulier des élections régionales, que nous pouvons trouver les moyens de défendre nos villes et nos régions mieux que nous le faisons aujourd'hui dans l'Europe, en nous organisant, mais comme le font les régions allemandes, les régions espagnoles, ou même les régions italiennes, ou même les collectivités locales britanniques.
Alors on dit : évidemment nous avons un système politique qui est trop peu décentralisé. Je trouve que c'est une excuse un peu facile. Je pense qu'il y a énormément à faire, sur le plan économique en particulier, pour pouvoir tirer davantage parti de ce que nous pouvons faire au niveau européen.
Je vous citerai juste deux exemples. Dans la région Provence Côte d'Azur, le monde agricole est tétanisé par la réforme de la politique agricole commune. Eh bien la réforme de la politique agricole commune ne concernera que modestement les agriculteurs de la région Provence Côte d'Azur... Je vois que Louis Mermaz m'écoute avec attention.
Elle les concernera modestement, et même elle risque de les concerner de façon positive, si nous augmentons les aides à la personne par rapport aux aides au produit.
Eh bien j'ai découvert avec stupéfaction que ce travail d'explication n'était pas fait ! Et que de surcroît on n'utilise pas les moyens de travailler qui existent sur place et les réflexions pour essayer d'affiner l'analyse, sans remettre en cause la nécessaire cohérence de nos positions nationales. Je suis persuadée qu'il y a un chemin qui est à trouver entre la cohérence de nos positions nationales et un certain affinement de la réflexion, des actions et des propositions au niveau local.
Je suis sûre pour ma part, et j'espère que je ne serai pas démentie, que si les régions et les départements affinaient leurs propositions en direction du ministère de l'Agriculture, nous pourrions, dans une concertation plus large avec les professionnels, trouver une meilleure façon de procéder.
Autre exemple, nous avons l'Europe de l'environnement qui est tournée vers les préoccupations de l'Europe du nord. Nous avons des incendies de forêts qui sont dramatiques dans le sud de notre pays, c'est la même chose au Portugal et en Espagne : qu'est-ce que nous attendons pour nous mettre ensemble, avec ces régions, pour précisément définir ensemble et proposer aux gouvernements et à la Communauté une politique européenne des feux de forêts ?
On peut tenir le même raisonnement sur les problèmes d'environnement de l'Europe du sud.
Alors je ne dis pas qu'il y a des solutions miracles, je ne le crois pas. Je dis simplement que nous avons, avec Maastricht, une Europe qui peut être mieux admise par tous, parce que c'est une Europe plus politique par opposition à l'Europe des bureaucrates.
Parce que c'est une Europe qui est moins dogmatique, qui ne se mêlera pas de tout, qui n'interviendra que sur les sujets qui sont véritablement communs, en

Fondation Jean Jaurès

laissant l'espace nécessaire aux responsabilités nationales et locales.
Parce que c'est une Europe plus concrète. J'ai cité le social et l'industrie, il y a encore beaucoup de progrès à faire, mais quand même nous avons amorcé une évolution.
Parce que je crois aussi que c'est une Europe tournée vers l'extérieur, notamment vers le reste de notre continent.
Alors je voudrais vous proposer, moi, une piste de réflexion.
Nous disons : il faut reconstruire, refonder la Gauche. Nous avons des réflexions là dessus. Moi je voudrais vous proposer que cette réflexion là, on l'insère dans le cadre européen. Pourquoi ? Ce n'est pas simplement pour placer cela par souci intellectuel, c'est parce que qu'on le veuille ou non, l'espace européen est notre espace de vie et que les Français le savent, et qu'on ne peut plus envisager les problèmes indépendamment de cela, parce que cela commence à être un espace vécu comme cela. Ce qui intéresse les gens dans l'Europe, c'est la possibilité d'aller circuler en Europe.
Je pense aussi que nous pouvons très bien faire coïncider cette réflexion avec des valeurs traditionnelles des Socialistes. L'ouverture vers l'avenir d'abord, par opposition au repli sur soi d'un conservatisme frileux. Le dialogue et la participation : l'Europe, c'est aujourd'hui la capacité à écouter les autres, et je pense, là, à une phrase de Jaurès : un peu d'international éloigne de la nation, mais beaucoup y ramène.
Et puis, je pense aussi que nous pouvons, dans ce cadre de réflexion européen, faire davantage prévaloir les valeurs de générosité qui sont les nôtres. Il faut savoir que c'est l'Europe de la Communauté qui donne 80% de l'aide aux pays d'Europe Centrale et Orientale et aux Républiques de l'Union soviétique. Il faut savoir que c'est cette Europe là qui aide les pays d'Afrique et les pays pauvres des Caraïbes et du Pacifique. Il faut savoir que c'est cette Europe là qui apporte l'aide la plus importante pour la Méditerranée et le Maghreb.
Face aux événements dramatiques qui se passent tout proches de nous, notamment en Algérie, je pense là aussi que nous avons une responsabilité nationale particulièrement importante en raison de notre histoire.
Je pense, là aussi, que nous avons une responsabilité particulièrement importante en raison de notre histoire et je pense que cette responsabilité, les mesures d'aide d'accompagnement que nous serons amenés à prendre, je pense qu'elles seront d'autant plus efficaces si nous arrivons à amener nos partenaires du nord de l'Europe à se préoccuper aussi du sud de la Méditerranée.
Je crois que j'ai fait, bien entendu, un plaidoyer pour ce à quoi je crois. Je n'ai pas d'illusions. On ne peut pas forcément adhérer à tout cela, mais j'ai une conviction, en tout cas, c'est que si nous, Socialistes, à cause de ces valeurs que nous représentons et que nous devons retrouver et retraduire, surtout dans une action politique parce que l'action politique, ce n'est pas seulement la gestion, c'est un imaginaire, une action politique, et l'Europe, de plus en plus, parce que c'est notre espace vécu, notre imaginaire aussi en bien et en mal, dans ses fantasmes et dans ses espoirs.
Je pense, par conséquent, qu'on ne peut pas faire l'économie, si nous

réfléchissons sur ce que nous sommes nous-mêmes, et sur notre projet, nous ne pouvons pas éviter de resituer ce projet dans le cadre du projet européen.
(Applaudissements)

Le président - Merci beaucoup à Elisabeth Guigou qui nous a donné des explications très claires, fondées sur ses convictions, comme elle vient de le dire, et sur une étude dont nous aurons besoin parce que c'est une affaire qui nous occupera dans les semaines et les mois qui viennent.
Je vous demande quelques instants, (entrée de la presse) Merci. Maintenant, vous nous laissez travailler, s'il vous plaît. La récréation est terminée.
Je vais immédiatement ouvrir le débat, en demandant à ceux qui souhaitent intervenir de me le faire savoir. J'ai déjà des demandes d'inscription et je donne la parole à Gilbert Roger, pour cinq minutes, suivi de Jean Le Garrec pour dix minutes.

Gilbert Roger

Mes chers camarades, je veux être assez bref. J'ai écouté le rapport de Lindeperg et il me paraît qu'il manquait quelque chose d'importance, de mon point de vue.: parler des élections cantonales et régionales. Je comprends tout à fait l'intérêt du débat qui est le nôtre dans les mois à venir sur la construction européenne, mais dans quelques semaines, nos sections, nos militants seront invités à tenir des bureaux de vote pour que nous participions à ces élections.
Je le dis avec d'autant plus d'inquiétude que, dans un département comme le mien, la Seine Saint-Denis, un des bastions tenus encore par le Parti Communiste, nous avons vu fleurir ses affiches qui, de mon point de vue, se rapprochent bien de celles du Front National. Le thème utilisé par le Parti Socialiste et collé donc en Seine Saint-Denis, est le suivant : "Jean-Louis Mons vous le dit : punissez-les, pour de bon".
Alors, mes camarades, quand on voit cela dans un département, quand on sait qu'il y a un Front National d'importance, effectivement, je me pose la question : est-ce qu'il ne faudrait pas qu'il n'y ait pas uniquement les Socialistes de la Seine Saint-Denis qui travaillent pour ces élections, et est-ce que notre Parti n'aurait pas intérêt à faire une campagne de niveau national pour examiner un certain nombre de thèmes qui nous sont communs pour les cantonales, pour les régionales ?
Est-ce que nous avons à faire passer un message en direction des salariés, des travailleurs ? Avons-nous un message à faire passer à la jeunesse qui a trop tendance à rester à l'extérieur ou à manifester contre le gouvernement Socialiste lorsqu'il se retrouve dans une manifestation ? Ce sont des questions qui m'interrogent et je souhaite que le Comité directeur et notre Direction m'apportent quelques réponses en la matière, quelques soutiens.
Une autre question m'interpelle aussi, c'est le débat, ce sont les relations que nous avons avec les mouvements qui tournent autour de la majorité présidentielle. Moi, je suis très mécontent des relations avec génération Ecologie, qui a un ministre... (applaudissements)... génération Ecologie passe

son temps à prendre tous ceux qui sont en froid un peu avec nous, militants qui ont envie de nous quitter, qui les récupère, en fait des candidats dont les seuls thèmes, là encore, ne sont pas des thèmes pour se battre contre les Verts de Waechter, mais pour critiquer l'attitude du Parti Socialiste dans nos cantons et dans nos départements.
Alors, jusqu'où devons-nous aller à supporter ce type de méthode, où d'un côté, on participe à un gouvernement, et de l'autre, on ne fait que de la récupération pour essayer de nous prendre des électeurs sur notre dos, j'allais presque dire avec notre complicité.
Voilà ce que j'avais à dire.

Le président - Merci, Gilbert Roger.
La parole est à Jean Le Garrec. Ensuite, Laurent Fabius.

Jean Le Garrec

Je vais demander à Elisabeth Guigou et à Gérard Fuchs qui nous ont fait deux rapports intéressants de m'excuser quelque peu de revenir à des problèmes plus au quotidien, en faisant remarquer que la manière dont nous sortirons des élections cantonales et régionales dans sept semaines ne sera pas sans influence sur le climat politique pour engager le problème de la ratification et du débat clé sur l'Europe.
Donc, nous sommes obligés aussi de traiter de ces problèmes et de la situation que nous vivons qui est un formidable décalage entre la manière dont est perçue l'action de nos élus sur le terrain, Conseillers généraux, Conseillers régionaux, les décisions y compris tout à fait positives du gouvernement. Je pense, par exemple, récemment, au vote du statut des élus et je pourrai évoquer d'autres problèmes, et l'influence du microcosme politique qui pèse terriblement sur la situation actuelle. C'est beaucoup de notre faute et c'est largement entretenu par les autres, c'est normal. Il est bien évident que si nous ne cassons pas cette dynamique, nous avons une vague dont nous avons bénéficié en d'autres temps, qui se retourne et qui risque de nous amener dans une situation telle après ces élections que la nature du débat politique, même et y compris sur l'Europe, en sera profondément transformée. C'est cette situation que nous vivons et la nécessité de deux chocs - et c'est là où je voudrais faire des remarques par rapport au rapport excellent de notre camarade Lindeperg... (sourires)... c'est cette situation que nous devons changer. Je vais dire maintenant le numéro deux à la coordination. Comme cela, je ne me tromperai pas !
(Sourires)
Donc, à travers ce rapport excellent, quelques remarques. La première - et Roger vient de le dire - nous devons parler à notre électorat social. Nous avons peur, nous avons peut-être parfois oublié qu'il est de notre responsabilité de créer un climat microéconomique porteur pour les entreprises, mais qu'à l'intérieur des entreprises, il y a des salariés, il y a un rapport au travail, il y a des restructurations, il y a des licenciements et il y a un patronat qui se conduit trop souvent en toute impunité, en toute liberté, là, je crois, y compris - et j'ai vu les

Fondation Jean-Jaurès

moustaches de notre camarade Chérèque frémir - y compris dans les entreprises que nous avons nationalisées en 1981. Je crois qu'il y a là obligation très rapidement d'engager avec les organisations syndicales, à travers l'action que peut mener le groupe, une réflexion pour montrer que c'est au centre de nos préoccupations. Si nous n'avons pas un message clair, fort, précis, je dirai même parfois symbolique, nous n'arriverons pas à recréer un climat de confiance avec ce qui est quand même notre électorat de fond.

Deuxième remarque : nous savons très bien que ce qui a fait la force du Parti Socialiste depuis des années, c'est tout un tissu associatif, très humaniste, très complexe, parfois agaçant, souvent un peu torturé, mais que nous n'avions pas le droit d'oublier, et la manifestation du 25 est, à ce titre, parfaitement éclairante. Nous avons le devoir de poser des problèmes difficiles sur le contrôle des flux migratoires, sur le problème des situations de transit, et nous le faisions avant 1981, mais nous avons aussi la responsabilité de capacité d'écoute, et si nous ne conservons pas une capacité d'écoute, sur tout ce tissu, avec toutes ses complexités, même ses agacements, c'est tout un réseau d'animation qui nous a beaucoup portés et qui nous lâchera en cours de route. Si des deux côtés, nous perdons le contact, eh bien, mes camarades, on aura beaucoup de mal à casser une dynamique qui est en train de se créer, fortement à la baisse.

Dernière remarque, toujours sur ton rapport, Monsieur le Secrétaire à la coordination. Tu as évoqué le problème des affaires. Il ne faut pas avoir d'inquiétudes à ce sujet, l'opinion met sur le même plan tous les partis politiques, mais nous avons une autre image que la Droite en direction de l'opinion. Nous ne pouvons pas nous contenter d'être mis sur le même terrain. Nous devons sauvegarder ce qui faisait aussi notre force avant 1981, une image différente, un rapport à la morale républicaine, un rapport au pouvoir, un rapport à l'argent qui était différent, et c'est cela qu'il nous faut regagner, et non pas nous contenter d'être mis dans le même sac.

Or, nous avons suffisamment légiféré pour pouvoir être offensifs. Moi, je n'ai aucun état d'âme, par rapport à cette situation, hormis ce qui pourrait relever de quelques cas personnels, mais très limités. Encore faut-il le vouloir et ne pas avoir honte.

Et quand tu as fait ton intervention, tu as rappelé que cette Commission d'enquête sur les financements des Partis avait été présidée par un élu RPR. Tu aurais pu signaler que le rapport avait été fait par des Socialistes et que s'il n'y avait pas eu des commissaires Socialistes très actifs pour tenir le coup, jamais, nous ne serions allés au bout de cette Commission d'enquête dont il était évident que la Droite ne voulait pas qu'elle aboutisse. C'est une victoire, y compris la sortie de ce rapport. Il nous faut maintenant l'exploiter. Qu'est-ce que nous disons ? Il est public, il a cent pages, toutes les auditions sont publiques, c'est la première fois dans l'histoire républicaine en France.

Qu'est-ce que nous disons ?

Premièrement, nous avons complètement dédouané le financement de la campagne du Président de la République.

Vous n'en entendez plus parler... Nous avons créé des zones d'obscurité sur les

autres, y compris sur Le Pen. Qui en parle ?
Quand nous disons, dans ce rapport, que Le Pen a eu un chèque de 5 millions provenant des droites européennes, sans qu'il ait été capable de dire publiquement le nom de la Banque, est-ce qu'il n'y a pas là un élément de contre-attaque ?
Quand nous disons que le financement des meetings nationaux de Le Pen n'est pas compris dans le financement de sa campagne et que nous démontrons que les entrées ne peuvent pas équilibrer ce financement, pourquoi nous ne l'utilisons pas ?
Il y a là quand même tout un terrain où nous pouvons rebondir et être offensif.
De la même manière, et c'est dit dans l'excellent document qui va être distribué par le Parti Socialiste, il y a la comparaison des budgets.
Le budget du RPR est égal à celui du Parti Socialiste. Nous sommes les seuls capables de justifier son financement y compris avec l'effort des militants et de l'effort des élus. Ce n'est quand même pas mince !
500 Francs d'un côté par mois, et 7500 F par mois de l'autre. Qui le sait parmi nos électeurs ?
Enfin troisième point : pendant des mois, pendant des années, les milieux économiques nous ont agressés sur le thème du racket, sur le thème de l'exploitation en nous désignant souvent des situations de domination politique pour engranger de l'argent. Quand nous les avons interrogés publiquement - et c'est public - aucun d'entre eux n'a eu le courage de répondre à une seule question précise. Aucun d'entre eux !
On a aussi le bon droit pour nous en la matière. Je crois donc qu'il y a là tout un ensemble d'éléments qui nous permettent - et je suis heureux que le Parti Socialiste, et le Premier secrétaire aient décidé un tract national - de contre-attaquer.
Nous ne pouvons pas nous laisser enfermer dans une comparaison qui nous mettrait à égalité avec la Droite, car on attend de nous autre chose et c'est normal, parce que nous sommes à gauche, et que nous portons des vertus, et que nous portons des principes républicains.
Je crois, et ce sera ma conclusion pour rester à peu près dans le temps que le président m'a accordé, qu'il y a besoin, sauf à nous enfermer dans une situation politique, le lendemain des cantonales et des régionales, dont aucun d'entre nous ne peut mesurer les conséquences si le résultat n'était pas immédiat, mais très mauvais... il suffit d'ailleurs - et je vais m'arrêter là - de voir un peu quels problèmes d'ensemble cela posera. Nous ne pouvons éviter cette situation.
Il y a trois conditions, et je les résume.
- Premièrement, retrouver un climat d'écoute avec notre base électorale.
Nous ne pouvons la retrouver que sur un certain nombre de mesures sociales - symboliques y compris - concernant le rapport au travail, la protection de l'entreprise, qui sont des éléments clés.
- Deuxièmement, retrouver une capacité de discussion quels que soient nos différends, avec le tissu d'animation sociale.
Nous étions déjà en désaccord avec eux en 1981 mais François Mitterrand

Fondation Jean-Jaurès

n'hésitait pas, s'il le fallait, à aller dans un foyer Sonacotra même si nous disions des choses différentes mais nous y allions et nous le disions.
- Troisièmement, enfin, sur le problème de la morale républicaine, nous avons tous les éléments pour être au premier rang de ce combat.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Mes chers camarades, notre Comité directeur se tient à l'issue d'une semaine qui a été particulièrement éprouvante pour nous, marquée notamment par ce que j'appellerai les dissonances de la manifestation du 25 janvier, par les mauvais résultats aux élections partielles du 26, et par - je ne sais pas quel mot utiliser - disons l'invraisemblable faux-pas concernant Georges Habache.
Nous allons examiner bien sûr, dans ce Comité directeur, les questions de moyen et de long terme mais on comprendra que je ne puisse pas ne pas aborder d'entrée de jeu ces problèmes qui d'ailleurs ont aussi un aspect de moyen et de long terme.
Sur la décision prise à l'égard de Georges Habache, j'éviterai, si vous le voulez bien, la langue de bois. C'est, comme plusieurs l'ont dit, une faute grave.
Que Monsieur Habache se fasse soigner là où il se trouvait ou dans un pays de ses amis, très bien. Que des médecins français l'examinent et le soignent là-bas si nécessaire, très bien. Je ne vois pas au nom de quelle analyse accueillir quelqu'un qui est un terroriste notoire et un adversaire déterminé, déclaré du mouvement qui s'esquisse de paix.
Les responsables identifiés, administratifs, ont été sanctionnés. C'était nécessaire.
Le gouvernement l'a fait avec célérité : c'était indispensable.
Il reste malheureusement que le coup est porté, d'autant plus injuste d'une certaine façon, que le Président de la République, dont nous sommes totalement solidaires, a toujours affirmé et manifesté concrètement sa détermination contre le terrorisme et que cette décision le place, nous place, dans une nasse, dont il faut sortir le plus rapidement possible.
Je m'explique ce matin : c'est donc une erreur grave. On ne la supprime pas en la reconnaissant, mais au moins fallait-il la reconnaître et la sanctionner. C'est ce qu'a fait le gouvernement.
Le deuxième point, dont je veux dire quelques mots, après les propos excellents tenus par Jean Le Garrec, et par Gérard, c'est au sujet de la série d'affaires auxquelles on mêle les Socialistes et qui a une résonance considérable - même si ces derniers jours, d'autres événements l'ont chassée - et sur lesquelles il me semble qu'il faut expliquer, ré-expliquer, avec clarté, les faits.
C'est ce qui m'a poussé à adresser à chaque militant une lettre que vous avez trouvée dans vos dossiers, ainsi qu'un court argumentaire dont je remercie les camarades qui ont bien voulu s'en charger.
Comme vous le savez, encore faut-il le redire et nous aurons l'occasion les uns

Fondation Jean Jaurès

et les autres si vous partager cette façon de voir, de le redire sans cesse. Pendant longtemps, toutes les formations politiques se sont financées d'une façon parallèle. Il existait des dépenses mais officiellement très peu de recettes. Et les dépenses n'ont pas cessé d'augmenter à mesure que les campagnes politiques coûtaient plus cher.
Notre organisation, comme nos responsables l'ont souvent dit, a été pendant cette période aidée par URBA. Cette structure avait pour but de faciliter l'action collective du Parti Socialiste, et d'éviter le risque de détournements pour enrichissement personnel.
En 1988, puis en 1990, sous l'impulsion de François Mitterrand, et de Michel Rocard, des dispositions légales sont intervenues. Elles prévoient toute une série de limitations et de contraintes : limitation des dépenses, moralisation du financement, contrôle précis et sanctions sévères.
Elles ouvrent une période nouvelle. Cette période a correspondu avec la liquidation d'URBA, dont il a été décidé, alors publiquement, que notre Parti l'assurerait.
Bref, il y avait un "avant", ce que j'ai appelé la loi de la jungle, et un après, les lois de transparence et de moralisation de la vie publique, en précisant - et cela est important pour aujourd'hui et pour demain - qu'on est en train de remuer ce qui en réalité relève de la période passée.
C'est dans ce contexte qu'il faut rappeler - car il n'est pas connu - que sont évoquées avec souvent beaucoup de complaisance des affaires de nature diverse qui impliquent des Socialistes.
Ces soupçons et même ces attaques nous sont à tous extrêmement douloureux parce que - et je pense en particulier aux militants que nous rencontrons jour après jour - cela met en cause des valeurs qui motivent fondamentalement l'engagement du militant, c'est-à-dire la rigueur morale, la recherche de la justice, le renoncement à l'intérêt personnel au bénéfice de causes collectives.
Si on est honnête, chacun doit remarquer que dans le même temps, très peu de procédures concernent des élus d'autres formations, alors que ces pratiques ont été reconnues comme générales, la Commission de contrôle sur le financement des partis politiques l'a montré et démontré. Toujours est-il que dans ces affaires il me semble qu'il faut établir, pour que ce soit bien clair, mais ça n'est pas encore dans l'esprit de nos concitoyens, une double distinction.
D'un côté, il y a ce qui concerne le passé, et de l'autre il y a ce qui concerne la période postérieure aux lois de moralisation.
D'un côté, et c'est peut-être là l'essentiel, et c'est la règle que je propose de suivre, il y a tout ce qui vise les activités qui ont eu pour objet de servir le Parti et qu'il est souhaitable, légitime et même indispensable d'assumer.
Et de l'autre côté, il y a ce qui relève de l'enrichissement personnel et qu'il n'est en aucun cas question d'accepter. C'est là la distinction qu'il faut adopter.
Cette distinction est fondamentale parce que c'est la seule qui permet de bien montrer que la quasi-totalité des élus sont intègres et dévoués aux valeurs que nous défendons.
D'autre part, c'est la seule qui permette et qui permettra de répondre à

Fondation Jean Jaurès

l'utilisation politique de ces mises en cause.
Pour le futur, il me semble que ces événements impliquent de notre part transparence, vigilance, peut-être même renforcées si c'est possible.
Evidemment, il n'est pas besoin de souligner que la législation doit scrupuleusement être respectée.
D'autre part, nous avons déjà renforcé ces textes mais je pense, reprenant en cela une proposition faite par Pierre Mauroy, que nous devrons les compléter encore, en proposant notamment de voter dès la prochaine session parlementaire une loi assurant le contrôle de l'évolution des patrimoines des principaux élus. Mais ce n'est peut-être pas la seule disposition que l'on prendra.
Quant à notre organisation interne, nous devons évidemment être vigilants. Le budget de notre Parti a commencé d'être publié. Il faut en féliciter en particulier Henri Emmanuelli et tous ceux qui ont été à l'origine de cette décision. C'est une orientation juste. Il faudra la poursuivre et l'approfondir.
Quant au processus de contrôle, même si cela est un peu lourd, ils devront être, à chaque fois que cela est nécessaire, resserrés. Nous verrons au fur et à mesure si d'autres dispositions doivent être prises dans le même sens.
Bref, il faut souligner à la fois les efforts qui ont déjà été faits pour redresser une situation qui peu à peu s'était créée et, en même temps, la nécessité d'une attitude et de dispositions d'ensemble. C'est celle que j'ai essayé, en quelques mots, de décrire, afin que nous puissions surmonter cette période qui est et qui sera difficile, en nous consacrant entièrement aux tâches qui intéressent nos concitoyens, et également en réaffirmant tout notre crédit qui a été malgré tout, il faut le reconnaître, entamé.
D'autre part, je voudrais dire un mot de la manifestation de samedi dernier.
Avant d'y revenir rapidement, il me faut, comme d'autres camarades ont commencé de le faire, parler un peu de l'extrême droite.
Qu'elle ait le vent en poupe, quoi qu'on en dise, c'est évident. Encore faut-il ajouter que c'est le cas dans toute l'Europe ; les explications qui lieraient d'une façon trop étroite ce qui se passe en France à telle décision prise ou pas prise, alors que le phénomène est européen, passeraient tout de même assez largement à côté de la question.
En tout cas, je pense, sous réserve de ce que diront de plus spécialistes que moi, qu'elle progresse tout de même en intentions de vote, mais aussi et peut être surtout en influence.
J'ai lu comme vous une enquête publiée dans le Monde qui nous dit : en mai 1989, 20% des sympathisants UDF et 28% de ceux du RPR étaient globalement d'accord avec les idées de Le Pen, ce qui fait déjà beaucoup. En octobre 1991, 38% et 50%, c'est-à-dire un électeur sur deux du RPR et un sur trois de l'UDF.
Comment s'en étonner alors qu'on sait la façon dont certains responsables de la Droite dite traditionnelle ont levé toute une série de tabous et sont venus braconner sur les terres du Front National !
Aujourd'hui, d'après ce qu'on nous indique, 12 à 15% des personnes interrogées déclarent être tentées de voter pour le Front National, mais souvent ces chiffres, en ce qui concerne cette formation, sont sous-évalués.

Collection Jean Jaurès

Nous ne sommes pas dans les années 1930, les risques d'une victoire du Front National, même à long terme, sont extrêmement réduites, mais nous devons être inquiets par la montée de ces idées et par la dérive idéologique et politique qu'elle traduit, y compris au sein d'une partie de la Droite.
Alors, que faire ?
Je ne reviendrai pas en détail sur les choses excellentes qui ont été dites au cours des semaines et des mois précédents, mais je prendrai seulement quelques points.
D'abord, l'évidence, c'est que face à cette poussée de l'extrême droite, l'unité de la Gauche est indispensable et je dirai l'unité des forces qui vraiment mettent l'idéologie républicaine au fondement même de leur démarche.
Nous ne cherchons nullement à récupérer l'action des associations antiracistes, nous ne minimisons pas certains désaccords qui peuvent nous opposer à quelques unes d'entre elles. Nous sommes convaincus que si nous voulons réussir, notre politique d'intégration exige des actions de fond qui ont commencé d'être engagées sur l'école, le logement, sur l'emploi, sur la sécurité, mais aussi sur la maîtrise des flux et de l'accueil des immigrés. Donc - dans le respect des libertés - la lutte contre l'immigration clandestine et nous entendons en avoir les moyens, ce qu'il ne faut pas confondre avec le droit d'asile, fondamental en France, et qui doit être respecté, ou avec telle ou telle disposition qui serait attentatoire aux libertés.
Nous demandons à toutes les forces antiracistes de bien établir les différences entre les uns et les autres, de ne pas tomber dans des tentations qui seraient particularistes et de faire front dans l'unité, ce qui ne veut pas dire l'uniformité, à la poussée de l'extrême droite et de ses idées.
Pour être encore plus clair, mais cela va de soi, avec des gens comme Le Pen, Poniatowski, de Villiers et bien d'autres, nous n'avons pas seulement des oppositions sur les moyens, nous avons des oppositions radicales sur les valeurs et sur les fins.
Alors, la question est posée et a couru : fallait-il être présents à la manifestation du 25 janvier ?
Ce qui est sûr, nous parlons les uns et les autres d'expérience, c'est qu'être présents, c'était difficile, mais je considère qu'absents, cela l'aurait été plus encore.
(Applaudissements)
Et j'ajoute que quelles que soient les difficultés, qu'il faudra chercher à éviter dans le futur, il n'est pas question que notre Parti déserte le terrain fondamental pour notre conception de la société qu'est l'antiracisme, qu'est l'égalité des droits.
A l'occasion d'une réunion de presse, il y a de cela quelques jours, j'ai dit en votre nom qu'il fallait faire porter la mobilisation contre l'extrême droite à un niveau encore plus intense. Cela veut dire toute une série de décisions concrètes, elles ont été décrites à cette occasion.
Je voudrais insister ici sur, notamment, la nécessité de développer l'action locale contre l'extrême droite, afin que, selon les formes à définir qui ne seront pas les

mêmes selon les différentes démarches, dans le maximum de villes, de communes, se créent des structures de mobilisation dans les formes les plus appropriées aux conditions locales.
Notre Parti a publié un matériel de qualité, il en publiera d'autres et je veux en remercier les auteurs, mais pour utile que soit ce matériel national, il doit être complété par des matériels locaux, ciblés, personnalisés, faisant référence à l'expérience de chacun.
Dans ce domaine, nos sections doivent avoir un rôle très important pour élaborer, diffuser, avec d'autres, des tracts, des dépliants, des argumentaires en complétant cela par des actions nationales et internationales coordonnées, Gérard en a fait la liste tout à l'heure. A quoi il faut ajouter que manifester est nécessaire, mais que cela ne dispense pas d'expliquer, expliquer nos positions, expliquer les positions de nos adversaires. Mais qu'expliquer ne dispense pas d'agir. Il ne faut pas accepter la critique : vous manifestez, vous critiquez, mais où est l'action ?
Nous avons toujours dit que l'explication devait être accompagnée par l'action sur le terrain.
Enfin, ce n'est pas parce que nous menons une action contre l'extrême droite que nous dédouanons la Droite quand elle est complice de cette action, pas plus que nous n'entrons dans ce piège qui consisterait à cliver le débat politique français entre extrême droite et droite complice d'un côté, et tout le reste de l'autre. Ce clivage existe, mais il faut poursuivre, approfondir, enrichir le débat droite-gauche, sinon on tombe dans le piège qu'on est sensé contourner.
Tout cela ne fait, je le pense, pas de difficulté entre nous. Encore faut-il que les points soient mis sur les "i".
Disant cela, j'aborde la situation politique.
L'extrême droite, j'en ai dit quelques mots succincts.
La Droite, pour le moment, ne profite guère de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons. J'en profite pour féliciter Henri Emmanuelli de son élection à la fois parce que cela nous a fait plaisir et parce que les conditions dans lesquelles elle s'est faite ont été, à tous égards, positives.
Les divisions de la Droite sont manifestes, son usure aussi, mais il ne faut pas non plus que nous soyons myopes. Dès lors que la Gauche durablement n'arriverait pas à retrouver son crédit électoral, le terrain serait tout de même occupé d'une manière ou d'une autre, et on ne peut pas tabler sur le fait qu'en permanence, la Droite ne profitera pas de notre affaiblissement. En tout cas, aujourd'hui, c'est le cas.
Le Parti Communiste, son déphasage, ses divisions, nous en avons souvent parlé, nous en parlerons encore. Je disais simplement, même s'il est plus facile de faire la remarque orale que de traduire dans les faits, que par rapport à ce que disait Gilbert Roger tout à l'heure, les Communistes interrogés sur cette campagne disent : pourquoi vous sentez-vous concernés ? Tout de même, ils prennent les gens pour des sots et sans qu'il soit besoin que je donne beaucoup d'indications de ce point de vue, je crois qu'il faut prévoir des explications claires et nettes avec les responsables départementaux, parce que si on laisse

passer des choses comme cela, ce n'est plus possible.
Les écologistes bénéficient du climat, même s'ils n'en retirent pas nécessairement toutes les conséquences positives, notamment à cause de leurs divisions.
Le vote écologiste est, pour une bonne part, un vote refuge. Il semble que, par rapport aux perspectives cantonales et surtout régionales, il y ait là une montée importante qui évidemment nous pose problème.
Quant à nous, au Parti Socialiste, nous avons procédé l'autre jour à partir d'un rapport de Gérard Le Gall à un tour d'horizon au Bureau exécutif et l'une des conclusions très simples qui s'est dégagée, qui n'était pas contestée, c'est que notre Parti, affaibli sérieusement, a perdu des électeurs non pas au profit d'un vote à droite, sinon marginalement semble-t-il, à l'extrême droite, encore marginalement, mais d'une façon très nette au profit de l'abstention et au profit des votes écologistes. C'est-à-dire soit le refus de vote, soit le vote refuge.
Cette analyse simple nous donne une certaine ligne de conduite que j'aborderai dans un instant en parlant des élections régionales. Mais auparavant, une autre série d'observations sur le contraste entre la situation politique et psychologique qui n'est pas bonne, et les données réputées objectives de l'économie ou plutôt, ce n'est pas tout à fait la même chose, de la macro-économie.
Personne d'entre nous ne va négliger l'élément fondamental dans le bilan qui n'est malheureusement pas bon sur ce point, que constitue le chômage. Mais cette difficulté grave ne peut pas faire passer sous silence les résultats d'un assainissement économique qui, sur d'autres plans, porte néanmoins ses fruits.
Il faut, même si cela peut paraître un peu vieux jeu, rafraîchir les mémoires et faire les Français se souvenir de l'état où se trouvait le pays il y a dix ans, avec quand même une inflation cinq fois plus forte qu'elle n'est aujourd'hui.
Nous avons assisté depuis dix ans, mais parfois on a presque honte de le dire, à une phase d'expansion de la richesse nationale et de la consommation, à une croissance maintenue, parfois soutenue, à une monnaie renforcée, à une inflation maîtrisée, à des prélèvements stabilisés, à une compétitivité retrouvée, grâce à la reprise de l'investissement.
Par quel mécanisme étrange hésite-t-on, y compris dans nos réunions, comme si nous avions honte de ce que nous disons, à déclarer, à répéter, que nous sommes parmi les premières puissances économiques, et l'une des toutes premières en terme de protection sociale. Qu'on nous donne l'exemple, avec toutes nos erreurs, avec toutes nos lacunes, d'un pays qui, au cours de cette période, aurait obtenu des résultats comparables à la fois sur le plan économique et sur le plan de la protection sociale.
La France, quatrième puissance économique, quatrième exportateur, l'un des niveaux de vie les plus élevés du monde, avec un taux de chômage beaucoup trop élevé, mais qui reste inférieur à celui de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, du Canada, avec le taux d'inflation le plus faible des grands pays occidentaux. Les faits sont têtus, nous le savons tous, et il faut être aussi têtu que les faits.
A quoi s'ajoutent, dans les derniers temps, des décisions prises par le

gouvernement qui, pour une fois, aux yeux de l'opinion, semblent trouver un vrai crédit : les décisions de stratégie industrielle, les décisions que j'appellerai non pas de délocalisation, car je trouve ce terme épouvantable, mais de décentralisation d'une série d'administrations qu'il faut, bien sûr, préparer, accompagner de dispositions sociales mais qui, tout de même, dans la période, resteront comme une orientation positive.

Alors, on nous dit : l'assainissement économique, le retour à une certaine croissance... vous l'avez payé par l'immobilisme. C'est le terme favori aujourd'hui employé par la Droite. Là aussi, il faut dire les choses sans honte : la retraite à soixante ans, le RMI... Vous allez dire c'est l'antienne et la messe, arrêtons... mais si les croyants ne disent pas eux-mêmes la messe, qui restera-t-il ? J'ai bien dit "les croyants", encore faut-il faire partager sa conviction.

La décentralisation, l'explosion culturelle, le bond en avant européen, je pense qu'avec toute une série de lacunes, d'erreurs, collectivement, nous avons bougé notre pays, tout en restaurant sa compétitivité économique, et en préservant sa protection sociale. Si on veut aller plus loin, je souhaite que ceux qui nous critiquent puissent sortir leur propre bilan, ou même simplement qu'ils aient l'honnêteté de comparer sur tous les plans avec les exemples étrangers. Et à ce moment là, on verra que tout est loin d'être parfait chez nous, qu'il y a des difficultés graves, qu'il y a eu des erreurs, qu'il y en a encore, mais que la France a malgré tout avancé, qu'elle a au total une des meilleures situations du monde et que nous en sommes comptables.

Ayant dit cela, je veux maintenant venir à ce qui est moins du domaine de l'analyse et plus du domaine de l'action pour le futur.

En ce qui concerne notre Parti, depuis maintenant deux ou trois semaines que le Comité directeur m'a élu comme Premier secrétaire, un certain nombre d'actions ont été poursuivies, d'autres ont été engagées. Cela s'est fait dans un bon climat, et j'en remercie les camarades qui ont permis ce bon climat.

Nous avons terminé la constitution de nos listes, ou à peu près, on a cité quelques exceptions qui subsistent, Outremer, et dans un ou deux cas. Cela a été très difficile, parce qu'il y a une part d'injustice là-dedans, et parce que, pour les camarades qui ne sont pas retenus sur les listes, c'est extrêmement pénible.

Au moins avons-nous, à quelques exceptions près, mais qui restent marginales, terminé cette constitution. Encore faut-il souligner qu'il ne suffit pas d'avoir des listes gravées dans le marbre, et plutôt écrites au stylo, mais qu'après sur le terrain les choses n'y ressemblent pas. Donc il y a tout un travail pour que les décisions qui sont prises, au niveau national, comme on dit "au national", se retrouvent sur le terrain. Ce n'est pas la chose la plus facile, notamment si j'ai bien compris - mais j'accélère vite mon apprentissage - dans les régions du sud.

Nous n'avons pas tout à fait terminé les discussions avec les MRG, et France Unie, et là mes camarades il faut être aussi honnêtes entre nous. Avec France Unie ce sera très difficile, parce que l'agrégat est assez diversifié, il est difficile à contrôler ! Mais personne ne comprendrait, en tout cas pas nous, et donc n'accepterait, que d'un côté il y ait un accord et de l'autre il y ait des listes qui soient contre les nôtres. Nous devons avoir des rencontres dites au sommet, la

semaine prochaine, sur ce sujet, précédées de rencontres que nous avons déjà eues avec nos partenaires du MRG avec lesquels les choses sont quand même plus précises, et là je voudrais dire ma façon de voir.
Il y a eu, il y a déjà plusieurs mois, un accord national, ou un cadre d'accord national, avec le MRG prévoyant un certain nombre de concessions réciproques, pour arriver à un accord.
C'est dans ce cadre là, qui n'est pas largement popularisé, que nous avons travaillé. Maintenant on arrive au moment des décisions, et les décisions. Un accord avec le MRG, politiquement, me paraîtrait souhaitable, parce que je ne pense pas qu'au moment où nous sommes nous-mêmes dans la situation qui n'est pas la meilleure de notre histoire, il faille s'éparpiller entre trop de formations. Certains me diront : le MRG c'est 1% là, 2% là, si vous ajoutez 2% à 3%, cela fait 5%, et c'est un autre problème pour les élections régionales et cantonales. Donc je souhaite d'une façon très nette que cet accord puisse être bouclé. Les choses ont beaucoup avancé, mais pas tout à fait au point de pouvoir les boucler, et c'est ce qu'il faut faire la semaine prochaine. Cela nécessitera, je pense à Jean-Claude Petitdemange qui a suivi cela de très près, qu'il y ait des décisions difficiles, mais politiquement, du point de vue de l'intérêt général de notre formation, c'est tout de même ce qu'il faut faire.
Voilà sur le plan strictement électoral ce qui a pu être fait depuis trois semaines, la constitution des listes, et l'avancée des discussions avec nos partenaires.
D'autre part, il y a eu la réunion des Premiers secrétaires fédéraux et des présidents d'unions départementales d'élus qui a été intéressante. Il y a eu, avec le départ d'Henri Emmanuelli, dont je salue d'ailleurs le travail qu'il a fait, dans un poste fort difficile, son remplacement par Pierre Moscovici. Il aura une tâche très importante, et il sera assuré de notre confiance, et entouré de notre soutien et de notre sollicitude à tous.
Cela amorce évidemment - nous en avons parlé - un certain nombre de dispositions d'ordre administratif et financier.
Il y aura encore des ajustements à faire. Pour compléter le Secrétariat national, j'en parlerai dans un instant. Cela m'est une occasion pour remercier ceux qui bien sûr changent de poste, et leur dire que le Parti leur est très reconnaissant de la tâche qu'ils ont accomplie.
Sur un autre plan, comme je l'avais dit au Comité directeur d'il y a trois semaines, nous avons assuré la diffusion du projet, il y a d'un côté "le Poing et la Rose" qui d'ailleurs était quasiment prêt, et de l'autre le petit livre que nous sortons pour populariser notre projet, car il ne suffit pas d'adopter les textes, encore faut-il ensuite qu'ils soient connus et utilisés.
A partir de là, je pense que nous avons devant nous parmi beaucoup d'autres tâches, 4 séries d'actions à mener dans les semaines qui viennent.
Premièrement, tout ce qui concerne les régionales et les cantonales... Le Parti, au niveau national, ne peut pas se désintéresser, ce serait absurde, de ce qui se passe au niveau régional et cantonal. Il ne va pas se substituer aux candidats, d'autant qu'il y a certaines spécificités locales, mais le Parti doit épauler. Il le fait, par le travail d'argumentaire, il le fait et c'est là une tâche vraiment qu'il

faut amplifier dans les semaines qui viennent, par la popularisation de notre bilan, qui ne peut pas être un bilan compliqué, mais qui doit porter sur les points principaux. C'est tout de même le socle sur lequel nous pouvons demander confiance pour le futur. Encore faut-il le rappeler...!

La préparation des régionales et des cantonales a été marquée par la demande que le Bureau exécutif a faite - que les personnalités principales, dans chaque département, dans chaque région, acceptent de tirer les listes. Parce que dans la situation politique où nous nous trouvons, il est très important que nous puissions prendre ce point, ces deux points, ces trois points, ces quatre points, et parfois même plus, supplémentaires, qui sont assurés par la présence de personnalités beaucoup plus connues que les autres.

Ce n'est pas du localisme de dire cela. Ayant été entendu déjà par plusieurs camarades que je remercie, parce que cela représente un certain sacrifice, je souhaite relancer cet appel. Ce n'est pas encore le cas partout, je souhaite que ce soit le cas dans un maximum de situations régionales.

J'ajouterai d'expérience, voyant ce qui se passe dans ma région et dans quelques autres, je suis frappé - peut-être avez-vous le même sentiment que moi - par le côté très positif qu'a le porte à porte partout où il est mené à bien.

C'est difficile pour les camarades parce que dans une période où beaucoup de choses nous tombent sur la figure, c'est dur de sortir de soi-même et d'aller au devant de la population.

Parmi les gens qui nous accueillent, il y en a qui ne nous accueillent pas bien, mais en général, l'accueil est beaucoup plus positif que ce qu'on croirait entendre lorsqu'on lit tel ou tel journal ou lorsqu'on entend telle ou telle radio. Cela permet un dialogue indispensable entre la population et nous, et cela redonne du moral et de la force militante à nos camarades. Partout où cela est fait, c'est du bon travail pour aujourd'hui ou pour demain et que partout où cela est possible, cela devrait pouvoir être fait.

Faut-il aller plus loin dans la campagne nationale pour les régionales et les cantonales ? Vous le direz dans le débat. Si vous souhaitez qu'on aille plus loin, bien sûr ce sera fait.

Deuxième série d'actions que nous allons devoir mener : c'est tout ce qui concerne l'Europe. C'était une très bonne chose que successivement Gérard Fuchs et Elisabeth Guigou nous parlent de ces sujets, qui vont être de plus en plus au premier rang dans les semaines et mois qui viennent. Il faut partir assez tôt et d'assez loin sur les axes qu'ils vont développer. Je me permettrai d'insister sur un ou deux points, non pas en opposition avec ce qu'ils ont développé mais parce que je sens les choses ainsi. Le débat futur, sur quoi va-t-il porter ?

D'abord, il y aura une division nette entre ceux qui seront contre Maastricht et ceux qui seront pour.

On nous expliquera que la division n'est pas contre ceux qui sont pour l'Europe et ceux qui sont contre mais qu'elle est plus subtile que cela. Je ne le crois pas. Je crois que la division principale est entre le pour et le contre, entre ceux qui fondamentalement n'ont jamais accepté la construction européenne, et ceux qui pensent que sans dissoudre l'identité de la France, pour reprendre l'expression

Fondation Jean Jaurès

de François Mitterrand, l'Europe est notre avenir.
Là est la distinction principale, non pas en termes simplistes mais en tout cas en termes simples.
Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'autres distinctions, y compris au sein de ceux qui voteraient pour les accords de Maastricht. Je pense que les Socialistes devront entamer cette campagne avec leurs idées Socialistes sur la construction européenne, qui ne sont pas les idées de la Droite car même à l'intérieur de familles diverses, qui sont en théorie pour l'Europe, il y a plusieurs visages de l'Europe. Pour simplifier au moins deux visages de l'Europe, et c'est l'occasion où jamais, sur le terrain social, sur celui de l'intervention publique, d'affirmer notre vision de l'Europe.
A cet égard, la campagne de mars, avril, mai et juin, devra permettre de montrer que les Socialistes sont profondément européens, qu'ils ont fait ce choix, qu'ils n'y reviendront pas, et que l'Europe qu'ils veulent construire est une certaine Europe, qui est le vrai visage de l'Union Européenne, par rapport à je ne sais quelle zone de libre échange... Sur quels thèmes sinon ? Il me semble que l'un des thèmes qui sera le plus sensible aux Français, c'est celui de la stabilité et de la sécurité. Déjà le Président de la République a commencé de saisir ce thème.
Regardons ce qui se passe en Yougoslavie, même si l'histoire n'est pas exactement la même... Ce qui s'est passé en Yougoslavie - et que les historiens ne nous fassent pas de reproche - avait abouti en 1914 à la première guerre mondiale. Aujourd'hui, même s'il y a de grandes différences avec les drames qui se sont produits, personne ne pense que cela puisse aboutir à des conflits de grande portée au sein de la Communauté européenne. Pourquoi la Communauté est-elle préservée sur le plan de la sécurité et de la paix ? Je pense que, pour une grande part, c'est parce qu'elle est devenue une Communauté depuis plusieurs décennies. C'est un argument très fort, d'identifier la construction européenne à la sécurité et à la stabilité de notre continent. C'est, à mon avis, quelque chose qui, auprès des générations passées, auprès des jeunes générations, peut être d'un poids considérable parce que c'est prendre le thème de la sécurité du bon côté et non pas comme une espèce de nationalisme, à la manière qu'utiliserait, par exemple, Le Pen.
Il y a un deuxième thème sur lequel il va falloir insister, c'est tout ce qui concerne la monnaie, la croissance économique et les créations d'emplois.
On nous a démontré, faut-il le répéter, que le renforcement de la construction européenne, tel que nous l'envisageons, cela voulait dire des millions d'emplois en plus, une croissance plus grande. Puisque là est notre problème n°1, il faut que concrètement nous insistions là-dessus, de même que sur la dimension sociale.
Si nous faisons cela (et il faut déjà préparer nos arguments et nos argumentaires), alors l'enjeu européen peut être une façon positive de rebondir, non seulement pour l'ensemble des forces que nous incarnons, mais pour le pouvoir exécutif et indirectement pour nous. Encore faut-il le préparer et je rejoins tout à fait Elisabeth Guigou lorsqu'elle dit que les élections régionales sont une manière de le préparer, parce que les régions vont prendre une place de

plus en plus importante dans l'Europe.
Régionales et cantonales, enjeu européen, programme Socialiste.
Mes camarades, il faut que dans les semaines qui viennent nous nous mettions en situation de commencer la préparation de notre programme, que nous passions du projet au programme.
J'ai demandé à Michel Charzat, qui a brillamment réussi la première phase, celle du projet, de prendre en charge la deuxième, c'est-à-dire le passage au programme. C'est une tâche très lourde, mais il faut nous inspirer de ce qui a été fait d'excellent dans la première phase. C'est-à-dire le contenu, bien sûr, mais aussi la méthode, à partir d'un grand rassemblement, en étant à l'écoute des militants, en retrouvant ou en trouvant encore plus de rayonnement intellectuel.
Ce n'est pas pour les quinze jours qui viennent... Encore faut-il déjà définir la méthode, les thématiques, la façon dont les militants pourront s'exprimer. Il faut commencer ce travail sans tarder, il sera extrêmement utile pour nous et pour le gouvernement. Car c'est lorsque nous aurons très précisément à l'esprit quelles sont les clefs de notre programme que, par cette espèce d'exercice inverse, nous serons vraiment à l'aise pour cadrer notre action pour les mois qui viennent.
Michel, bien sûr, ne pourra pas, ne devra pas le faire seul. Il s'appuiera sur les Commissions d'études du Parti et c'est notre camarade Jean Germain qui va prendre la succession de Pierre Moscovici pour rassembler tout le travail d'études qui vise notamment le programme, et beaucoup d'autres choses.
Les délégués nationaux du Parti, que va coordonner Jean Le Garrec, seront certes aussi mobilisés sur des tâches ponctuelles, mais travailleront aussi dans la perspective du programme.
Et le groupe des experts (je tiens à cet égard à remercier Gilles Johanet qui a fait un travail magnifique et qui m'a demandé de prendre un peu de recul, compte tenu de ses fonctions actuelles) devra, bien sûr, aider toute la procédure selon des formes à définir.
Il y aura encore des ajustements à faire, mais nous aurons, au total, un dispositif qui permettra aux militants de faire valoir leurs idées et à notre programme, petit à petit, d'être élaboré comme il faut.
Dans ce cadre et revenant en arrière d'un mot sur les associations, je pense qu'il serait bon que, dès après les élections régionales, la direction de notre Parti rencontre de façon officielle les principaux partenaires économiques et sociaux, et écologiques, les grandes associations, les principaux mouvements de pensée et les forces spirituelles, pour que nous ayons une confrontation sur la façon dont nous voyons la situation actuelle et le futur.
Enfin, le quatrième terrain d'action, c'est tout ce qui concerne le dialogue avec le gouvernement, champ immense s'il en est et dont je veux dire deux mots.
Ce dialogue (et je dois dire que, comme c'était le cas pour Pierre Mauroy, j'ai rencontré chez Edith Cresson un souhait de travailler très étroitement en liaison avec la direction du Parti et avec nos Premiers fédéraux, selon des dispositions pratiques que je ne vais pas détailler ici mais qui, je le pense, seront utiles) ce dialogue est nécessaire.
Les uns et les autres, nous avons défini quel devrait être le travail respectif du

Fondation Jean Jaurès

Parti et du gouvernement. Je pense qu'on est tous d'accord sur les rôles des uns et des autres et nous avons un gouvernement qui est manifestement dans cet état d'esprit.
Ce dialogue doit s'exercer d'autant plus que cela permettra (je parle ici devant Jean Auroux et Claude Estier) de bâtir un programme législatif qui est souhaité par tous nos parlementaires pour que, disons (pour employer une formule pudique), un certain nombre de mécomptes soient évités. Non pas qu'on puisse toujours éviter les actions de dernière minute, mais qu'au moins on définisse ensemble les grands points sur lesquels nous souhaitons que portent les sessions qui vont venir.
Parmi ces grands points, je voudrais en citer deux, mais il est évident que la liste devra être établie par le gouvernement.
Dans "Socialisme", il y a "social". Cela commence même, d'abord, par cela !
Je pense que sur deux terrains nous devons pouvoir avancer.
D'abord, tout ce qui concerne les problèmes du travail et de la démocratie sociale, non pas que cela demande nécessairement des changements législatifs...
En ce qui concerne le changement du travail, sur lesquels on revient (en particulier Martine Aubry et beaucoup d'autres camarades), en ce qui concerne les licenciements (j'en dirai un mot dans un instant), en ce qui concerne la durée du travail, en ce qui concerne la retraite, je crois qu'il faut que nous ajustions les uns et les autres nos positions.
Nous savons tous que l'organisation du travail est aujourd'hui un élément-clef de la compétitivité, qu'on ne peut pas séparer le social et l'économique. A partir des bons éléments qu'ont été les lois Auroux, nous ferons prospérer davantage la société française et nous serons en conformité avec les idées qui sont les nôtres si nous sommes capables d'impulser un certain changement dans l'organisation du travail dans les entreprises.
Je ne pense pas que cela passe par des lois (j'en discutais hier encore avec Martine Aubry), mais encore faut-il que ce soit pour nous et pour le gouvernement une priorité et qu'on le sente.
Le deuxième point que je veux citer, ce sont les licenciements. Il y a au moins deux questions sur lesquelles il faut se pencher.
D'abord, on assiste de plus en plus non seulement à des licenciements de mauvaise santé, mais à des "licenciements de bonne santé" et cela devient incompréhensible pour beaucoup de salariés.
Comme chacun, je mesure ce que sont les exigences de la compétitivité et de la productivité, mais il y a là, tout de même, par rapport à ce que doit être l'évolution d'une société pour des hommes et des femmes qui partagent nos convictions, un problème sur lequel il faut s'expliquer. Sinon, on n'y comprend plus rien et on voit des mouvements sociaux se développer sur lesquels nous n'avons rien à répondre.
Je crois qu'il y a et qu'il y aura une attention très précise à porter aux licenciements (comment fixer la barre ? C'est toujours arbitraire) des personnes de plus de 45 ans, parce qu'on perd de plus en plus d'expérience dans les entreprises et on crée de plus en plus de l'exclusion. Il n'est pas vrai que si on

Fondation Jean Jaurès

est licencié à 48 ans, on retrouve un emploi ! Il y a là un phénomène qui se développe en France et qui, du point de vue de l'équilibre général de la société, est préoccupant.
Martine Aubry me disait qu'elle songe à étudier des dispositions financières pour pénaliser ce type de licenciement. Je ne sais pas si cela est possible. Il faut l'étudier. En tout cas, je crois qu'il faut que nous ayons une approche un peu plus précise de ces problèmes.
Le troisième aspect, c'est la question de la durée du travail, non pas pour proposer je ne sais quelle mesure unitaire (à mon avis impossible), mais pour dire, en regardant par exemple ce qui se passe en Allemagne, que selon des méthodes souples à définir, il y a là une évolution qui devra se faire d'une façon ou d'une autre.
Enfin, la quatrième question que j'aborde d'un mot, même si elle est essentielle, sur laquelle il faudra que nous prenions une attitude, c'est la question des retraites.
Faut-il l'aborder ? Comment l'aborder ? A quel moment ?
On ne peut pas laisser partir les choses et puis dire : "On verra..." On voit bien l'extrême difficulté du sujet, on voit bien les butoirs.

- Ne pas toucher aux retraites déjà liquidées.
- Ne pas démolir le système de répartition.
- Ne pas donner le sentiment qu'on va remettre en cause le droit à la retraite à 60 ans, qui est tout de même une conquête (peut-être la principale conquête) de ce que nous avons faits.

Mais ce que je pense d'abord nécessaire, au niveau de nos instances, et puis plus largement, c'est qu'on sache exactement quelle position l'on prend. On peut être ouvert sur les positions, mais on ne peut pas laisser les choses aller sans qu'on ait réfléchi à la stratégie à adopter.
C'est vrai pour le travail, c'est vrai aussi pour l'emploi.
Le gouvernement a lancé, en liaison avec les partenaires sociaux, des actions de fond dont chacun reconnaît qu'elles sont utiles et qu'elles sont justes. En particulier, il faut poursuivre ce qui a été commencé sur le traitement individualisé des chômeurs et, notamment, des chômeurs de longue durée qui, sur 2 800 000 à peu près, sont 900 000.
De même, il faut poursuivre et peut-être même amplifier la liaison entre la formation et l'emploi, la recherche de créneaux, en particulier dans les services où la France est plus faible que les autres pays, notamment les services qui améliorent la qualité de la vie.
Des initiatives ont été prises. On me dit que d'autres, en liaison avec la formation, pourraient être prises, que ce soit dans le secteur, disons, classique de l'économie, dans l'économie sociale ou dans d'autres secteurs encore.
Et puis, il y a la question souvent posée des grands équilibres de la politique économique.
Je pense que les grands équilibres de cette politique économique, nous ne devons pas les modifier. En ce qui concerne ce qui a été atteint en matière de commerce extérieur, ce qui a été atteint en matière de lutte contre l'inflation, je

Fondation Jean-Jaurès

ne vois pas (mais c'est un débat qui date de longtemps entre nous) qu'on puisse dire : "Eh bien ! Les grands équilibres, non, on s'assied dessus". Mais je pense qu'il est un secteur au moins dans lequel un soutien sélectif serait utile, parce qu'il est le plus diffuseur d'emplois et qu'il permet d'avancer dans le plus d'entreprises réparties localement, il s'agit du bâtiment et des travaux publics, dès lors que cela répond à de vrais besoins.
Ce n'est pas à moi d'entrer dans le détail, mais je crois qu'à un moment où ce secteur connaît des difficultés, nous le sentons tous dans nos départements, un soutien sélectif dans ce domaine serait utile, bien sûr sans mettre en cause ce qui me paraît nécessaire, qui est la bonne gestion des comptes publics.
Je pense que si nous sommes capables de montrer que nous avançons sur le terrain de la démocratie sociale, de l'organisation du travail et de l'emploi, bref, du social, sans mettre en cause les grands acquis économiques qui ont été les nôtres, à ce moment-là nous serons probablement davantage entendus.
Chers camarades, je conclus. Nos militants reçoivent des coups sur la tête, mais ils font front et la moindre des choses c'est que nous-mêmes, qui sommes les dirigeants du Parti Socialiste, nous nous montrions à la hauteur de leur courage.
Des coups durs arrivent, mais je suis d'avis de refuser tout ce qui pourrait être assimilé de près ou de loin à des jérémiades qui raviraient nos adversaires.
Sans nier les difficultés, sans dire "tout va très bien, Madame la Marquise", il faut que dans les semaines qui viennent nous soyons déterminés à mener la contre-offensive, chaque dirigeant, chaque élu, chaque militant, au contact de la population.
Au-delà de la conjoncture immédiate, quels sont les trois reproches principaux qu'on nous fait ? Les affaires, la situation économique et sociale et, paraît-il, notre conservatisme.
Cela dessine clairement quelques unes de nos tâches.
Sur le financement, populariser la vérité et dénoncer les hypocrisies.
Sur notre bilan, dire ce qui n'a pas été réussi, mais dire aussi ce qui l'a été, tout en encourageant le gouvernement à aller, s'il le souhaite, plus loin dans le sens de la réforme et de l'action pour l'emploi.
Enfin avancer nos propositions pour l'avenir. C'est ce que j'ai dit en parlant tout à l'heure du programme, qui va être une tâche centrale de notre Parti pour les mois qui viennent.
Le militantisme, ou tout simplement le courage politique, ce n'est pas prendre les trains en marche quand c'est facile. Ce n'est pas non plus, quand c'est moins facile, avoir la critique à la bouche. Je crois que le militantisme et le courage politique, c'est de dire les difficultés, mais les ayant dites, d'y faire face et d'agir.
Voilà ce que je voulais dire, et qui se résume en quelques mots. Nous sommes une organisation honnête, alors il faut le dire.
Notre bilan, malgré la conjoncture, reste positif, alors il faut le défendre. Nous sommes le Parti de la transformation sociale ou de la réforme, alors il faut le montrer.
Merci beaucoup.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je vous propose de suspendre nos travaux et de les reprendre à 15 heures.

Parti Socialiste
Comité directeur
1er février 1992

Séance du samedi après-midi.

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Chers camarades, nous reprenons la séance du Comité directeur.
Je donne la parole à Mohamed Mebtoul, ensuite à Marie-Thérèse Mutin.

Mohamed Mebtoul

Chers camarades, avant commencer l'intervention que j'ai préparée, je voudrais vous lire quelques extraits que vous avez sûrement lus comme moi dans la presse, dans le journal le Monde, par exemple un article d'Alain Touraine :
"Ceux qui ne peuvent pas se définir par ce qu'ils sont peuvent le faire par ce qu'ils sont par l'identité collective qui est la leur, ou plus précisément par leur conscience d'être en mouvement d'une société et d'une culture vers une autre. Il ne s'agit nullement de retomber dans les illusions du multiculturalisme en France ou en Europe, comme aux Etats-Unis. Il se vit aujourd'hui des millions d'histoires de mobilités pleines d'échecs, mais aussi de réussites.
Parfois une culture non occidentale se fait reconnaître une place dans les pays européens ou aux Etats-Unis, et exerce une influence considérable sur la culture populaire. Parfois c'est l'assimilation individuelle à la culture d'arrivée qui l'emporte, dans d'autres cas il y a combinaison de valeurs particulières et de valeurs universelles, comme ce fut le cas pour les juifs qui ont réussi d'une manière exemplaire cette association."
Un extrait, donc, d'Alain Touraine sur l'intégration.
Une phrase de Claude Santelli, que vous connaissez sûrement, qui est un grand auteur et réalisateur de la télévision française, président de la société des auteurs dramatiques et grand défenseur de la culture française.
"Nos hommes politiques, tous nourris par le livre, n'ont jamais acquis le vrai goût, jamais perçu les vrais enjeux de la télévision."
Encore un extrait de Dominique Wolton, sociologue, spécialiste des médias.
"La télévision n'est donc pas un frein à la démocratie, mais au contraire une condition de son exercice. Elle est d'ailleurs pour des millions de citoyens la principale pour ne pas dire la seule source d'information, de distraction et de

Fondation Jean-Jaurès

culture. Cela crée une responsabilité."
J'en arrive à mon intervention que j'avais préparée il y a déjà quelques jours.
Je disais : chers camarades, nous avons raison. Mais à quoi sert d'avoir raison contre ses amis ?
M'inspirant de ce que Michel Rocard disait le jour de l'élection de Laurent Fabius comme notre Premier secrétaire, à quoi bon un courant fort dans un parti délabré, je dis aujourd'hui : à quoi bon une politique de renfort dans un Socialisme perdu, perdu dans tous les sens du terme ?
Nous l'avons cessé, avec quelques camarades et amis, comme le sénateur Guy Allouche, d'alerter, d'essayer vainement de convaincre, avec fraternité, par l'émotion parfois, jamais par l'invective, et pourtant nous n'avons eu droit qu'au silence en guise de réponse.
Les luttes des infirmières, les manifestations des professions du spectacle et de l'audiovisuel étaient encore des appels au réveil du Socialisme. Une sorte de crise dans un couple où l'on s'aime encore. En revanche la manifestation du 25 janvier dernier nous a montré que cette crise s'aggravait et que l'un des conjoints demandait le divorce.
Chers camarades, ce conjoint, c'est le peuple de Gauche. Que peut devenir un Parti Socialiste coupé définitivement de son peuple de Gauche ? Une politique d'immigration, qui consiste avec une association bidon qui ne représente qu'elle-même, ou comme le disait très justement Julien Dray, dont l'assemblée générale tient dans une cabine téléphonique, à aller planter des arbustes ne réussira pour finir qu'à nous planter nous-mêmes !
Sommes-nous d'accord sur l'amendement créant les fameuses zones de transit ? Il faut le dire. Si c'est non, il faut vraiment le crier, car cet amendement est la cause majeure du divorce dont je parlais.
Combien de militants, de députés, de responsables Socialistes ont quitté le Parti depuis seulement quelques mois ?
Ce qui me fait beaucoup de peine, c'est que pour des politiques dont nous ne sommes pas les initiateurs, en tous les cas pour certains d'entre nous, nous allons quand même en être les victimes. Ce qui me révolte, c'est que dans les cabinets ministériels, les technocrates qui ont tiré les ficelles sont aujourd'hui déjà en train, comme des rats, de quitter le navire qui tangue et de se trouver des planques, comme on dit !
Paraphrasant Henri Emmanuelli, je dirai : chers camarades, à bas la technocratie, car elle est la cause directe de la mort du Socialisme.
Il nous reste encore quelques mois pour relancer les espérances déçues, mais à une seule et unique condition, c'est que le gouvernement applique une politique suscitée par les Socialistes et ne prenne des décisions qu'en accord total avec nous.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Marie-Thérèse Mutin, ensuite Didier Motchane.

Marie-Thérèse Mutin

Mes camarades, je vais faire un peu de nostalgie, sans doute mes cheveux blancs me le permettent-ils, et je vais rappeler un parti où la Direction nationale proposait un projet global aux militants, au moment des régionales ou de toutes les élections, mais laissait aux fédérations le choix des candidats, des hommes et des femmes, rarement des femmes, pour mettre ce projet en œuvre.
A présent, il faut bien le reconnaître, nous n'avons plus de projet global pour la région. Alors il devient possible de confier les intérêts du Parti à des personnalités extérieures sur lesquelles nous n'avons aucun pouvoir de contrôle, et c'est ainsi que nous assistons impuissants au show de Bernard Tapie dans la région PACA. Il devient possible à la Direction nationale d'imposer ses hommes et ses femmes, rarement ses femmes, aux fédérations, en éliminant les courants dits les plus petits.
C'est ainsi que pour le courant 2 que je représente ici, nous avions trois têtes de liste. Je dis "nous avions" parce qu'il y en avait une dans la Loire, avec Michel Debout, Secrétaire national aux entreprises : eh bien maintenant c'est Jean Auroux qui mène la liste dans la Loire...

Jean Auroux - Je ne savais pas !

Marie-Thérèse Mutin - Si Jean Auroux le découvre, je suis heureuse de lui apprendre cette bonne nouvelle !
Cela dit, nous étions d'accord parce que Jean Auroux représente les lois Auroux...

Jean Auroux - Nos lois !

Marie-Thérèse Mutin - C'est bien, parce que comme on est peu nombreux, on peut avoir un dialogue ! Il a donné son nom à des lois qui me sont chères. Voilà. Cela va comme cela ?
(Applaudissements)
En Haute Loire, nous avions, nous, courant 2, la majorité absolue dans la fédération, ce qui est quand même assez rare, même pour les courants dits "grands". Le candidat que les camarades ont choisi ne convient pas, si bien qu'on suscite des candidatures des uns, des autres, de gens qui ne sont pas non plus forcément candidats, comme Jean... je ne vais plus dire de nom parce que j'aurais peur d'annoncer à quelques uns qu'ils sont têtes de liste sans qu'ils le sachent ! Alors je vais m'arrêter là.
Dans le Var, notre camarade Janetti avait résisté à Bernard Tapie, ce qu'il faut quand même faire, c'est un des rares, et puis voilà, j'allais dire on bombarde... je dirai on parachute Alain Bombard ! Pour quelle raison ? Comment ? Est-ce qu'Alain Bombard sait qu'il est tête de liste ou pas ?

Alain Bombard - La liste ne me convient pas telle qu'elle est, il faudrait la changer.

Fondation Jean Jaurès

Marie-Thérèse Mutin - La simple particularité de tous les camarades dont je parle, c'est qu'ils sont – comme par hasard - du courant 5.
Alors nous nous sommes entendus répondre que nous étions, nous, courant 2, des marginaux. On parle de grands spécialistes des élections. Moi je crois qu'effectivement nous sommes des marginaux dans ce Parti dans la mesure où nous avons la prétention de proposer une stratégie politique et sociale à notre Parti. Alors, oui, nous sommes des marginaux.
Mais, mes camarades, je crains que cette façon d'éliminer les camarades des courants dits "petits" ne soit aussi une façon de marginaliser le Parti lui-même en ne faisant pas appel à toutes ses richesses.
Je crains que nous n'ayons, comme dimanche dans le nord, ou comme à Dreux autrefois, le choix d'être spectateurs entre le RPR et le Front National.
Alors j'en appelle au sens des responsabilités de la Direction nationale.
Laurent Fabius disait : nos militants reçoivent des coups sur la tête. C'est vrai. Ils se démobilisent. C'est vrai. Mais si en plus on ne leur laisse pas le choix des candidats et le choix pour mener la campagne, alors effectivement nous allons les désespérer encore.
Je fais donc appel au sens de la responsabilité de la Direction nationale pour éviter de provoquer des crispations qui n'ont pas lieu d'être dans les fédérations.
Bien sûr, pour notre part, courant 2, ici à Paris l'accord est fait, mais qu'en sous main on ne mette pas en cause les têtes de liste de notre courant dans la Haute Loire... Dans la Loire, je laisserai à Jean Auroux le soin de savoir ce qu'il veut faire, je ne veux pas l'inciter à prendre des décisions comme cela, sans réfléchir, on saura après, je dirai à Michel Debout ce qu'il en est... Le voilà qui arrive, donc il va le savoir !
Mes camarades, je crois que nous avons besoin de tous les militants, de quelque courant qu'ils soient, pour mener cette bataille difficile. Le courant 2 est prêt à la mener, mais à sa place, rien qu'à sa place, mais à toute sa place.
(Applaudissements)

Le président - Jean Auroux ayant été interpellé, a-t-il quelque chose à dire ?

Jean Auroux - Non, non, je m'en remets au premier fédéral.

Le président - Didier Motchane ?

Didier Motchane

Mes chers camarades, il y a un point sur lequel je suis parfaitement d'accord avec Gérard Lindeperg. J'aurais préféré qu'il y en eût davantage, mais enfin je crois que ce point n'est pas sans importance.
Gérard nous a rappelé que quand les choses sont difficiles, quand elles deviennent vraiment difficiles, il est important de ne pas perdre la tête et il est important de ne pas oublier que ces épreuves, nous les affrontons, nous les traversons et nous ne pourrons les surmonter qu'ensemble.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Cela dit, je crois qu'il faut être clair sur le sens que nous devons donner par notre pratique à ce que je viens de dire, à ce que Gérard a rappelé tout à l'heure. Cela ne veut dire en rien que nous renoncions au libre examen, à la discussion fraternelle des problèmes qui se posent, et je le dis parce que vous savez tous, les uns les autres, qu'en particulier dans des moments pareils, la tentation inverse existe. Un autre excellent camarade, Gérard Fuchs, n'a-t-il pas dit, et je pense que sa parole a dépassé sa pensée, mais justement, il y a des périodes où il y a beaucoup de paroles et où les paroles portent relativement peu de pensées, et vous savez que je ne dis certainement pas cela pour Fuchs que nous connaissons tous comme un camarade particulièrement intelligent, mais enfin, j'ai bien entendu de sa bouche : je suis inquiet quand je constate que nous nous interrogeons sur Maastricht, et plus précisément, c'est ce qu'il a dit sur l'Allemagne à propos de Maastricht.

Je suis un peu inquiet quand j'entends, comme je viens de l'entendre, comme vous tous, de la bouche du Premier secrétaire, que la question qui nous est posée, il ne faut pas chercher midi à 14 heures, c'est : "Est-ce que nous sommes pour ou est-ce que nous sommes contre l'Europe ?", parce que cela voudrait dire que l'Europe, c'est ce qui se fait en son nom, cela voudrait dire surtout que Maastricht, finalement, ce n'est pas tellement la peine de savoir ce que c'est, ce qu'il y a dedans, mais alors ! Alors que Gérard Fuchs et le ministre des Affaires européennes ont pris la peine, chacun, de nous en parler pendant une heure, c'est donc que regarder précisément ce dont il s'agit, ce n'est pas fuir la question !

En bref, la première chose que je voudrais vous dire, c'est qu'il faut poser les vraies questions et ne pas en poser de fausses. La question n'est pas de savoir si nous sommes pour ou contre l'Europe. Nous sommes pour l'Europe et je vous rappellerai, ce que vous savez sans doute très bien, pourquoi. Nous sommes pour l'Europe parce que c'est le seul moyen de donner une véritable efficacité aux politiques publiques. Nous sommes tous pour l'Europe parce que c'est le moyen d'assurer la paix dans une période qui vient où la paix va poser beaucoup de problèmes, en Europe précisément. Nous sommes pour l'Europe parce que c'est aussi à cette dimension-là que se pose le problème de la démocratie.

Puisqu'un traité, dont la rédaction sera définitive, si je ne me trompe, le 7 ou le 8 février, a été préparé et négocié en notre nom, que nous allons avoir à en parler, à comprendre ce dont il s'agit et à nous déterminer par rapport à lui, que l'on nous dit tous que ce traité, c'est quelque chose de considérable, c'est une nouvelle étape, c'est une nouvelle période dans notre histoire, dans l'histoire de la démocratie et dans l'histoire de la République, je crois qu'il n'est pas inutile de ne pas se contenter de le dire. Sommes-nous pour ou contre l'Europe ? Il n'est pas inutile de se poser ce qui me semble être les vraies questions, et les vraies questions, Gérard Fuchs en a donné, à sa manière, son résumé. Je ne suis pas forcément en désaccord avec ce qu'il pense, mais je dirai simplement que la question est de savoir si cette Europe-là, Maastricht, c'est la bonne réponse aux grands problèmes, aux grands défis qui se posent à nous tous, que je résumerai en trois mots.

- Le problème de la crise, c'est-à-dire le chômage.

- Le problème de la paix, c'est-à-dire le problème de la montée non seulement des nationalismes, mais déjà dans certaines parties de l'Europe des tribalismes.
- Et le problème de la démocratie, le problème des rapports entre les citoyens et ce pouvoir dont la dimension européenne grandit, le problème, comme on dit quelquefois, du contrôle des forces technocratiques et aussi, si j'ose hasarder ce mot, des forces capitalistes, des forces économiques qui traversent l'Europe de part en part et qui, d'ailleurs, ont dépassé ces dimensions européennes depuis longtemps, comme vous le savez.

Je vais donc, et ce sera le premier point de ce que je voulais vous dire, essayer de poser sereinement ces questions par rapport à ce qui se passe.

Le chômage.

Il ne peut venir à l'esprit de personne qui raisonne sereinement de penser qu'il est quelqu'un non seulement dans notre Parti, mais à la limite en France (sauf peut-être, nous le savons, la politique du pire), qui pense que quiconque veuille l'Europe du chômage. La question qui se pose, c'est : est-ce que Maastricht constitue la réponse, une bonne réponse, la meilleure réponse possible à la crise en Europe, au chômage ?

Je voudrais dire à ce sujet, après l'intervention intéressante du ministre des Affaires européennes, qu'il faut mettre quelque chose au point, parce qu'elle nous a dit quelque chose qui est tout à fait inexact, qui est tout à fait faux. Elle nous a dit : "Le traité de Rome, l'esprit du traité de Rome, c'était de faire l'Europe économique par la seule concurrence et ce que Maastricht nous apporte, c'est enfin et heureusement le fait qu'on mette la politique au poste de commande."

Mes camarades, rien n'est plus inexact car le traité de Rome, c'était des politiques publiques, même si, initialement, la France n'avait pu réussir à faire décider que la Politique Agricole Commune. Chacun d'entre nous se souviendra que, pendant des années, jusqu'à il n'y a pas très longtemps, un des points essentiels de la caution du Parti sur l'Europe, c'était des politiques communes pour faire une vraie Communauté, et que la construction de l'Europe politique, la dévolution progressive de compétences étatiques aux institutions européennes, devraient dépendre, être en phase, accompagner justement ce mouvement vers la démocratie européenne.

Or, ce qui s'est passé, c'est exactement l'inverse de ce que, malheureusement, le ministre chargé des Affaires européennes a cru voir. C'est que la mise en œuvre depuis 1985 de l'acte unique (celle qui a eu lieu, je ne dis pas celle qui aurait pu avoir lieu) a été le contraire. On ne parle plus de politique commune, au contraire, au nom de cette technique que l'on définit de ce mot pas tellement mystérieux de subsidiarité, on laisse chacun réglementer, légiférer, et on met en concurrence non plus simplement les marchandises, mais les capitaux et les réglementations... et que le plus fort gagne, l'arbitrage viendra du marché !

C'est contre ce mouvement que notre camarade Jacques Delors et les gens de son école de pensée essaient de faire comprendre que la réponse, c'est le fédéralisme. Mais c'est là aussi, mes camarades, qu'il faut regarder Maastricht,

Fondation Jean Jaurès

parce que la réponse du fédéralisme, on peut se demander si c'est une bonne réponse, on peut se demander si c'est très malin de faire comme si l'Europe était une nation, si la réalité, ce n'était pas de faire une réalité, un pouvoir politique européen, à partir de ce qui existe, de l'organisation existante de nos démocraties qui sont celles de nos nations.
Regardons la réalité de Maastricht, les textes et les faits.
Les textes, c'est qu'à Maastricht, le fédéralisme politique, on lui accordait toujours de bonnes paroles, on lui accordait quelques petites concessions. Si vous regardez ce qu'il en est, c'est très peu de chose, mais en réalité, on l'a laissé se réfugier, en quelque sorte, dans le fédéralisme monétaire.
C'est là où, à mon avis, nous devons poser la première question que je pose : est-ce que faire l'Europe, comme on continue de la faire et que Maastricht a prévu de la faire, c'est une réponse au chômage ? Parce que le fédéralisme monétaire, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il y aurait une monnaie unique et que cette monnaie unique serait gouvernée par une banque centrale européenne, indépendante, totalement indépendante des Parlements et des gouvernements.
Mais, mes camarades, est-ce que cela n'est pas quelque chose d'extraordinaire pour des gens de gauche ? Est-ce que ce n'est pas quelque chose de difficile à comprendre pour des Socialistes ? Est-ce que cette concession qui, dans la négociation, a été faite il y a plus d'un an, qui n'a donné lieu à aucun débat, n'est pas sans conséquences ? Quelles seraient ces conséquences ?
Ces conséquences, vous les connaissez si vous prenez les quatre critères que le Conseil européen devra constater pour qu'une monnaie puisse rentrer dans cette opération de transsubstantiation qui la fondera dans l'écu, dans la monnaie unique. Vous connaissez ces quatre critères, c'est dommage qu'on n'en ait pas parlé ce matin, mais je vous les rappelle : le taux de l'inflation, le taux d'intérêt à long terme, le déficit budgétaire de la puissance publique, ce n'est pas précisé, et le comportement de change de la monnaie intéressée. C'est une vue importante, très intéressante d'une partie de l'économie, mais quelle est cette vue, mes camarades ? C'est une vue complètement monétariste, complètement libérale, parce que des mesures de l'activité, donc des mesures de l'emploi, donc des mesures du chômage, donc des mesures de la capacité de la production industrielle, il n'en est pas question.
Alors, le Premier secrétaire nous a dit ce matin, et c'est la première des choses qui m'ait frappé, - il a dit d'autres choses qui sont naturellement frappantes... (quelques mouvements)... et je vous en citerai une seconde dans quelques instants.
Les idées Socialistes sur l'Europe, ne sont pas celles de la Droite. Je pense que nous n'avons pas de doutes là-dessus mais la vraie question qu'il faut se poser, mes camarades, ce n'est pas de savoir si les Socialistes ont des idées Socialistes sur l'Europe, mais c'est de savoir si la manière dont nous pensons faire l'Europe, correspond aux idées, aux exigences des Socialistes et je dirai à la situation où aux intérêts de notre peuple, des travailleurs et des chômeurs, Français et les autres.

Or, je me permets de vous rappeler - et vous le savez très bien - que pour obtenir ce qui a été une concession difficile de sa part, d'éviter le départ des Anglais, divorce avec les Anglais, pour un certain nombre de raisons, le chancelier Kohl a renoncé à l'essentiel du fédéralisme politique mais en revanche, si je peux le dire, les conditions du passage sont les conditions de la Bundeswehr.
Et franchement, il ne s'agit pas pour cette raison de se laisser aller à je ne sais quel réflexe anti-allemand. Si nous étions à la place des Allemands, c'est-à-dire une nation à qui nous avons donné depuis 1983 le pouvoir monétaire, puisque nous sommes mis dans les conditions ou pour tenir cette politique, nous devons les suivre... est-ce que nous accepterions facilement de le partager ?
Le chancelier Kohl est pour le fédéralisme politique, sans doute parce qu'il est sincèrement européen ? Je le crois... mais aussi, et là encore, ça n'est pas du tout une attaque contre lui, parce qu'il sait que l'Allemagne est, et sera la plus forte et ça n'est pas un reproche.
Et que lorsqu'on accepte de se priver collectivement du pouvoir égalisateur de la souveraineté, il est le plus fort et quasiment le seul qui a presque tout à gagner, et presque rien à perdre.
Est-ce que cela voudrait dire que par rapport à Maastricht, nous devons être contre le principe d'accepter des dévolutions de notre souveraineté ? Pas du tout, mes camarades, mais à la condition de savoir que ces transferts de souveraineté se font pour une politique qui puisse avoir notre adhésion, conforme à nos valeurs, conformes à nos intérêts, y compris, excusez-moi de le dire, électoraux, conformes à l'idée que nous pouvons nous faire des intérêts nationaux de la France.
Or, quelques jours après la rencontre de Maastricht, la Bundesbank a porté ses taux d'intérêts au plus haut niveau où ils ne sont jamais montés depuis la fin de la guerre pour des raisons qui, dans la vue qui est la leur, monétariste, des Allemands, et par rapport à leur raisonnement qui était allemand, sont parfaitement compréhensibles.
Mais si l'on avait - c'est dommage qu'on ne le fasse pas - porté à la connaissance de nos camarades et militants, à peu près tous les commentaires des journaux anglais, allemands, espagnols et italiens, qu'est-ce qu'on aurait vu ?
On aurait vu que l'Allemagne se règle sur des intérêts nationaux et je crois que quelqu'un l'a dit, ce matin, à propos de l'affaire de Yougoslavie... alors que l'Allemagne avait obtenu par une pression constante qu'en réalité la Communauté se range à ses propositions, sur la reconnaissance de la Croatie, et de la Slovénie, nous savons bien que si elle a tenu d'une manière presque provocatrice à montrer qu'elle faisait cavalier seul, c'était par une concession que le chancelier Kohl qui s'est trouvé très attaqué, quand il est rentré, a cru devoir faire à son opinion publique.
Par rapport à ce qu'a dit l'Allemagne, et j'en termine avec ce point, le ministre, chargé des Affaires européennes, je suis d'accord avec elle, que nous ne devons pas avoir peur de l'Allemagne... mais j'ai été frappé par le caractère extraordinairement défensif et partiellement inexact de ses arguments.

Fondation Jean Jaurès

Son argument c'était : l'Allemagne c'est un pouvoir, un Etat beaucoup plus éclaté. Notre atout c'est que nous avons un Etat autrement organisé.
Justement, mes camarades, nous partons dans un type de construction européenne, où nous portons atteinte, nous démantelons une conception du service public, et une organisation de l'Etat qui n'est pas sans défaut, mais qui est un apport, qui devrait être un apport de premier ordre pour une culture économique qui dépasse largement la France, pour une culture économique, pour une politique, pour une politique européenne.
Deuxième point : est-ce que Maastricht poursuit la construction européenne dans un sens favorable à la paix ?
En deux mots: qu'est-ce que cela veut dire concrètement et pratiquement ? Quelles sont les menaces ? Ce n'est pas de l'abstraction.
Les menaces qui existent, dont nous devons nous préoccuper pour les dix ou quinze ans qui viennent, sont des menaces qui pèseront sur la paix en Europe.
Vous le savez, mes camarades, on peut résumer ces menaces de deux mots : l'est et le sud.
L'est : c'est à savoir que si nous ne réussissons pas à contribuer à mettre progressivement à niveau, à un niveau de vie, de bien être, pas trop différent du nôtre, ces peuples qui sont libérés brusquement de la dictature, nous les livrons, vous le savez, à toutes les tentations et c'est souvent déjà plus que les tentations, des pires populismes, pour ne pas dire des national-populismes, aux tentations de nationalisme dont nous voyons déjà que presque au cœur de l'Europe, dans les Balkans de Yougoslavie, ils prennent les formes les plus archaïques et redeviennent de quasi-tribalistes.
Par rapport à cela, mes camarades, je crois qu'il est temps de se rendre compte que par rapport à cela, qui veut faire l'ange fait et fera la bête !
Je ne pense pas que les nations, et nous ne pensons pas que les nations ont été le commencement de l'humanité. Ce n'est pas la fin de l'humanité... je pense, comme la plupart d'entre nous, que le défi de l'Europe, c'est naturellement le dépassement des nations qui la composent mais ce défi n'a pas de sens.
Si on commence à nier la réalité, à nier le fait que les nations ne sont pas la seule forme de la démocratie, c'est historiquement - et aujourd'hui encore - le lieu principal du débat public, du débat politique, de la démocratie. C'est l'erreur de ce fédéralisme rhétorique que nous ne pouvons même pas tenir dans les faits.
Regardez les problèmes que cela pose lorsque la réunion allemande fait que les Allemands - et qui les comprendrait - demandent 18 députés de plus, si l'Europe était une seule nation... quoi de plus naturel ?
Mais l'Europe, c'est plusieurs nations qui doivent ensemble construire politiquement l'Europe, ensemble décider d'un dessein des peuples... c'est alors que je voudrais dénoncer - je le dis, ce mot est le mot juste - cette grande illusion que j'appellerai le complexe de Lilliput, c'est-à-dire - et l'argument a été repris ce matin par le ministre chargé des Affaires européennes - qu'il ne faut pas avoir peur de l'Allemagne.
On comprend tout de même qu'on puisse en avoir un petit peu et qu'alors c'est le bon sens de lier, de ligoter l'Allemagne dans un réseau communautaire.

Fondation Jean Jaurès

Mes camarades, j'en suis d'accord, c'est le bon sens, mais à une condition... que ce réseau soit porté par une pensée politique pas un dessein politique et que ce dessein corresponde au nôtre, en tout cas ne soit pas absolument le contraire du nôtre.
Enfin la démocratie. Nous sommes tous d'accord depuis longtemps que le développement non seulement inévitable, mais en soi, bienvenu, des institutions européennes, pose un problème à la démocratie et risque de comporter ce que nous appelons par une contamination du langage mercantile, qui est à lui seul un signal, "un déficit démocratique".
L'idée qui paraît également de bon sens, c'est de dire : ça n'est pas grave, on a un Parlement, le Parlement européen qui n'est pas vraiment tout à fait un Parlement, mais qui doit le devenir.
Seulement, mes camarades, je pense que si on prend au sérieux cette question, d'abord je remarquerai que ce matin, le ministre chargé des Affaires européennes a pris grand soin de rappeler - c'est ce qu'elle a dit à peu près au début - que les décisions importantes restaient celles du Conseil. Formule et forme confédérales... c'est-à-dire que la réalité parle !
La question est de savoir si nous acceptons de le reconnaître ou pas, le Parlement européen...
Le Parlement européen doit, se voit donner les moyens de mieux contrôler les institutions européennes, sinon on ne voit pas pourquoi on aurait fait un Parlement européen.
Je pense que c'est une erreur grave que de s'imaginer qu'on renforcera son rôle, et l'efficacité de son rôle en transférant des compétences des Parlements nationaux au Parlement européen.
En deux mots : la crise de la démocratie que tous les pays de la Communauté connaissent plus ou moins, ça n'est pas seulement une crise du système parlementaire. C'est aussi une crise des Parlements.
Or, ces Parlements, ils sont le produit d'une culture politique séculaire, nécessairement par construction, Il doit-être, lui, hétérogène, parce qu'il doit exprimer la diversité de nos nations.
Autrement dit, la bonne direction, elle est évidente. Le Parlement européen doit devenir un Sénat... c'est ce qu'il faut faire y compris dans la mesure du possible, et le plus rapidement possible d'une manière instituée. Il faut organiser l'articulation des Parlements nationaux et du Parlement européen.
J'en viens et je termine avec une autre idée, dont il a été un peu question ce matin, mais qui était au centre politique, me semble-t-il de l'intervention inaugurale du Premier secrétaire, il y a quelques jours.
L'idée était la suivante : nous avons un grand péril, c'était le Front National. La vérité, et la vérité qu'il faut faire comprendre partout à tous les Français, à tous les électeurs, qu'ils soient de droite ou de gauche, c'est que la réponse à Le Pen, c'est Maastricht.
Alors, mes chers camarades, je crois que si on pose simplement et clairement les questions que je rappelais sur Maastricht, il est difficile de penser que la réponse à Le Pen c'est la manière de faire l'Europe au nom de laquelle nous avons

Contribution Jean Jaurès

décidé, nous avons décidé de continuer la politique économique que nous tenons, car ce qui fait la force de Le Pen, vous le savez aussi bien que moi, ce sont deux choses : c'est la crise, plus le sentiment, juste ou non, que les gens, mais vraiment les gens, les citoyens, la majorité des gens, la majorité des citoyens, ont que la Gauche, notre gouvernement, ne répond pas comme il faudrait à la crise, n'apporte pas les réponses à la crise.
Donc je pense que c'est le point politique.
Je pense qu'il est très important que notre Parti joue pleinement son rôle qui est d'initier, de prendre l'initiative de développer le débat public... excusez-moi de vous le dire aussi simplement, en posant les vraies questions qui sont, et vous le savez aussi bien que moi, celles en tout cas, qui sont les plus importantes, que j'ai rappelées tout à l'heure.
Alors, au lieu de cela, j'ai bien entendu l'argument : on convaincrait les électeurs en leur montrant qu'il faut identifier la Communauté européenne à la sécurité. Si la Communauté européenne devenait une communauté, était en voie de devenir de plus en plus communautaire, sans doute, mais la communauté, sa réalité, vous savez ce que c'est, c'est une zone de libre échange pourvue d'une régulation de plus en plus forte de la concurrence interne et externe. Et sur la démocratie, il y a beaucoup de choses à dire, je n'en dirai qu'une : Maastricht comporte, vous le savez, la décision de séparer pour les ressortissants de la communauté résidant en France la citoyenneté ou une partie de la citoyenneté et de la nationalité, puisqu'elle comporte la décision de donner le droit de vote aux élections locales aux danois, aux anglais, aux allemands, etc. la Droite ou une partie de la Droite, attaque cette disposition du traité et je dois dire en général l'attaque pour de mauvaises raisons.
Mais je dois vous dire, mes camarades, que, malheureusement, il y a des raisons graves et des raisons sérieuses contre cette idée.
Comme un certain nombre d'entre vous en 1972, dans le programme "Changer la vie", j'ai voté pour l'attribution du droit de vote aux élections locales, aux immigrés répondant à certaines conditions de résidence et de présence en France, je pense et je vais vous dire pourquoi nous n'avons pas suffisamment réfléchi. On voit l'intérêt politique de cela, mais ce serait une décision qui se retournerait d'une manière qui peut être très grave contre nos intentions, car séparer la citoyenneté de la nationalité dans un moment difficile pour la conscience politique, c'est aggraver encore la confusion qui existe dans l'esprit de nos électeurs et dans l'esprit de nos concitoyens.
D'ailleurs, le Parti lui-même l'avait reconnu en disant : la solution, c'est une politique systématique, contrôlée, mais massive de naturalisations pour les gens qui sont chez nous. C'est cela la conséquence intelligente d'une politique d'intégration.
Mais si nous acceptions cette décision du traité de Maastricht, regardons au-delà des grands mots, concrètement ce qui se passerait, il se passerait, mes camarades, que le hollandais, l'anglais, l'allemand qui achète, qui a acheté ou qui achètera et il y en a beaucoup et à priori je ne m'en plains pas, une maison dans le Vaucluse...

Jean Poperen - Pourquoi dans le Vaucluse ?

Didier Motchane - Tu as raison, mais je demande au Comité directeur de me faire la grâce de me dispenser de nommer trente départements...

Le président - D'autant plus que je te demanderai de conclure Motchane

Didier Motchane - Je suis en train de conclure, l'anglais, l'allemand qui passerait deux ou trois mois de vacances dans sa circons... (mouvements)... dans sa résidence secondaire et sa circonscription locale, aura le droit de vote alors que le marocain ou le même ouvrier tunisien qui est là depuis vingt ou trente ans, dont les enfants sont français ou francisés, n'aurait pas le même droit de vote, c'est-à-dire que c'est une conception de l'Europe qui la coupe du sud et qui, par rapport à ce qu'est la France, à notre histoire est à notre responsabilité historique, tourne le dos avec un aveuglement, j'allais dire, incroyable, un aveuglement certain, à nos devoirs.
Alors, je termine par un souvenir cinématographique : cela se trouve dans un film très ancien qui s'appelle en français "Noblesse oblige". C'est une histoire vraie qui a eu lieu en 1907, ce sont les manœuvres de l'escadre britannique au large de Malte et à ce moment là il y avait beaucoup de cuirassiers, et l'amiral s'appelait George Crane. Son escadre était formée par deux lignes de cuirassiers parallèles et lui était sur un des bateaux de tête.
A un certain moment, sur sa passerelle, il a donné l'ordre à l'ensemble de l'escadre de faire demi-tour, mais par l'intérieur. C'est une manœuvre qui est commencée par les deux bateaux de tête et suivis par les autres. Les gens qui étaient autour de lui étaient frappés de stupeur, parce que ces gens se sont aperçus tout de suite que Sir George Crane, qui avait le goût de la belle manœuvre, avait tout simplement confondu le diamètre et le rayon, et ils ont mis longtemps, ils n'osaient pas le lui dire, ils ne lui ont pas dit, mais voyant leur mine et voyant son bateau qui se rapprochait à grande vitesse de l'autre, George Crane a donné ordre de faire machine arrière toute, mais c'était trop tard et l'autre bateau a coupé et le film vous montre (cela c'est le film, cela s'est peut-être passé autrement, je n'étais pas là) que le bateau s'enfonce et que Crane reste tout droit sur la passerelle, l'eau montant, jusqu'au moment où l'on ne voit plus que sa casquette qui flottait.
Sérieusement, mes camarades, je pense, et je regrette de ne pas avoir eu le temps, mais je ne veux pas abuser de votre patience… (rires)... de vous dire tout ce que je voulais, mais je pense que nous avons les moyens, parce que nous sommes effectivement européens, de peser pour ramener l'Europe à ce qui d'ailleurs, à mon avis, est sa possibilité, sa seule possibilité sérieuse, mais ce n'est pas en restant frappés de stupeur sur la passerelle du navire, en attendant une collision qui n'est jamais inéluctable que dans la mesure où nous n'avons pas le courage de nous en rendre compte et de le dire à temps, de discuter, de modifier, de proposer.

Fondation Jean Jaurès

Je pense que le Parti Socialiste, parce qu'il est Socialiste et parce qu'il veut rester un parti ne peut pas aborder l'échéance de Maastricht, dont j'ai entendu, on nous l'a répété, qu'elle était décisive, qu'elle était historique, sur le genre de rhétorique générale et malheureusement, je dois vous le dire, fausse que j'ai entendu jusqu'à présent ce matin
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Il est très bon, ça on le savait déjà. Moi, je ne vous parlerai pas de la bataille navale ni d'ailleurs de transsubstantiation, mais j'essaierai de livrer quand même quelques réflexions sur le moment, pas essentiellement bon par rapport à ce qui vient d'être dit, mais je tiens à dire d'entrée de jeu, même s'il l'a dit dans le ton qui lui est propre comme tout un chacun a son ton, beaucoup des choses qui viennent d'être dites par Didier Motchane sur l'Europe méritent pour le moins réflexion, mais j'en retiendrai, j'espère qu'il ne désavouera pas cette appréciation, le sentiment (d'ailleurs il me semble qu'il s'est exprimé clairement au début de son propos) que la démarche européenne qui, à notre avis, à l'avis du Parti Socialiste, doit commander, comme l'a rappelé ce matin le Premier secrétaire, l'ensemble de nos démarches politiques, il l'a prise comme telle, et son raisonnement s'inscrit à l'intérieur de cette perspective générale, je crois que c'est tout à fait essentiel.
Qu'à partir de là il souligne toute une série de difficultés de la mise en œuvre, y compris des accords de Maastricht dont nous parlons beaucoup, à coup sûr personne ici ne sous estime le nombre, ni l'importance de ces difficultés de la mise en œuvre, y compris avec leurs incidences sur la vie politique française.
Naturellement, sur le catalogue qu'il a fait autour d'un exposé d'une certaine longueur, mais toujours intéressant, sur le catalogue qu'il a fait, certains points recueillent mon approbation, puisque c'est moi qui parle sur le moment, d'autres moins, mais en tout cas, tous, je le crois, méritent grande réflexion, s'il est vrai que c'est en effet ce qui encadre l'ensemble de nos démarches.
Je voudrais dire aussitôt après que ce qui a été dit ce matin m'a paru dans l'ensemble, je ne suis pas là pour distribuer les notes, mais j'ai ressenti un parti dont nous savons les difficultés et même les douleurs en ce moment, m'a semblé bien. Nous avons eu un rapport complet, précis, de Gérard Lindeperg, exercice toujours délicat, naturellement, je parle avec une certaine expérience, mais vraiment qui a bien marqué comment pendant ces quelques semaines particulièrement difficiles, toute une série d'initiatives et déjà de résultats ont été marquées par le Parti Socialiste, et il est bon de le faire à un moment où vraiment une sorte de misogynie paraît la caractéristique dominante du comportement de beaucoup de Socialistes, heureusement, semble t-il, pas des membres du Comité directeur.
Et puis, les grandes directions de notre action telles qu'on peut les voir aujourd'hui, ont été exposées avec, je crois, beaucoup de force et de pouvoir de

conviction par le Premier secrétaire, Laurent Fabius, et rien de ce qu'il a dit, pour ma part, ne me paraît contestable. C'est bien ainsi que les choses se posent et c'est bien ainsi que nous devons essayer de surmonter les difficultés que nous connaissons en ce moment.
Je prends deux exemples.
Ce qu'il a dit, parce que cela a été en fait, il y a quinze jours, la grande question un peu estompée par d'autres tellement cela a été l'avalanche pendant deux semaines, ce qu'il a dit de ce qu'il est convenu d'appeler les "affaires", je crois que c'est bien comme cela, je l'ai d'ailleurs dit il y a deux semaines à 7/7, c'est bien comme cela qu'il faut aborder cette difficulté qui n'est pas mince, nous le savons, et qui d'après ce que l'on sait de la méthode de la procédure risque de durer, donc il faut se préparer à cette épreuve de durée, ses rebondissements, ses temps morts, etc. Je crois qu'il faut le prendre comme cela est avec la volonté, parce que notre dossier globalement et politiquement est bon, avec la volonté, non seulement de faire front, mais d'être là-dessus, c'est je crois l'expression qu'a employé Laurent Fabius, offensif, d'ailleurs, il le sait, je m'en étais entretenu avec lui.
Je crois que nous ne devrons pas là hésiter et donner le sentiment que nous sommes mal à l'aise, puisque nous avons, je le répète, un bon dossier.
Ce qui est survenu ces trois derniers jours, l'affaire Habache, accord aussi avec la façon dont il a posé les questions, une nuance seulement, non pas tellement par rapport à ce qu'il a dit ce matin, car je ne crois pas qu'il ait repris l'expression, qu'il avait employée hier, donc je crois intéressant qu'il ne l'ait pas, me semble-t-il, repris aujourd'hui, de l'erreur, de la faute administrative.
Il n'est pas possible que sur une telle question de cette importance la faute administrative n'ait pas une coloration et d'une certaine façon une motivation plus ou moins consciente politique, au vrai sens du terme, et lorsque par exemple on rapporte, sous la réserve d'exactitude des faits, c'est une des difficultés de ce genre d'histoire, que tel collaborateur du Premier Ministre dit : "Oui, j'ai appris cela à telle heure, mais le Premier Ministre avait un dîner important, et je n'ai pas voulu la déranger", cela c'est politique, parce qu'il n'a pu agir ainsi que parce qu'il a fait une certaine analyse de la difficulté qui était devant nous, et qui allait résulter d'une non intervention à temps du Premier Ministre. Et quelle est-elle ? J'ai vu quelques approbations, ce n'est pas sûr qu'elles vont suivre maintenant...
Moi je vous livre ce qu'est ma réflexion là-dessus, c'est que nombre de responsables, et disons-le nombre de Socialistes, considèrent qu'avec Habache nous avons à faire à un combattant, nous avons à faire à un combattant d'une juste cause, engagé sans doute dans des actions terroristes, mais comme ont pu l'être les résistants français, ou d'autres, ou les combattants par exemple au moment de la guerre d'Algérie.
C'est sous-estimer... non pas sous-estimer mais supprimer complètement la charge psychologique politique dans l'ensemble de l'opinion de ce pays et d'abord de l'opinion populaire, par rapport à ce qu'ont été un certain nombre d'actes de terrorisme ici, c'est-à-dire non pas là où se déroule en effet une lutte

entre deux peuples, pour que chacun puisse s'affirmer dans son droit à l'existence, mais ici, et donc c'est faire l'impasse alors pour le coup sur la donnée politique principale pour nous, et la traiter simplement en termes moraux, moralisants.
D'ailleurs dirais-je que c'est le sentiment que j'ai eu en entendant les explications de notre camarade et amie Georgina Dufoix qui dit : "Un homme, gravement malade... on doit tous les traiter, quelle que soit la couleur de leur peau, leur religion, etc.", mais camarade Georgina ce n'est pas le sujet, le sujet c'est que cet homme est perçu - et donc je ne conclus pas sur le point de sa responsabilité étant donné la situation d'un point de vue d'une non procédure à l'heure qu'il est - cet homme est perçu, et cela c'est une donnée de fait politique, que personne et en tout cas personne ici au niveau de la responsabilité où nous sommes du principal parti de la majorité ne peut escamoter, est perçu en l'état actuel par l'opinion comme ayant la responsabilité politique de toute une série d'actes qui ont révulsé le pays.
Et si donc il apparaît, en quoi que ce soit, que nous avons responsabilité dans ce qui s'est passé ces derniers jours, on comprend bien à quel point il peut y avoir rejet.
Pour le coup j'approuve pleinement ce qui a été dit hier par Laurent Fabius, et ce matin par lui-même, c'est-à-dire l'approbation des décisions rapides qui ont été prises au niveau des sanctions et de sanctions qui n'atteignent pas, permettez-moi de le dire, des hommes qui sont simplement dans l'appareil administratif, chacun sait bien qu'à ce niveau de responsabilité, directeur de cabinet, il s'agit là dans le cas de ces ministres d'une responsabilité politique, donc c'est bien qu'en effet une responsabilité politique a été engagée.
Mais nous devons poursuivre la réflexion là-dessus, moi je le disais rapidement à Laurent Fabius tout à l'heure, pendant ce mois de janvier où l'on a subi tant de coups, j'ai eu, il y a dix jours, des cérémonies, des vœux, dans ma commune, le climat n'était pas euphorique, mais finalement cela va, cela vient, on pouvait affronter. J'ai passé vingt quatre heures de jeudi à hier dans ma ville, alors là il y a un seuil qui a été franchi... je vois que plusieurs ont l'air... là il s'est passé quelque chose, là le sentiment finalement était : non, vous êtes des jean-foutre, ce n'est pas possible !
Cela, c'est une donnée un peu nouvelle, malheureusement par rapport à la situation même que l'on pouvait avoir il y a quelques semaines.
Il faut vivre avec, on ne va pas dans un Comité directeur simplement gémir, "co-gémir", il faut aller de l'avant, c'est ce qui nous a été demandé ce matin, et je le disais tout à l'heure, pardonnez-moi de me répéter, rien de ce qui a été avancé sur nos directions d'actions par notre Premier secrétaire ne me paraît devoir être négligé, tout cela il faut le faire - je me répète, mais il faut bien - notamment sur le plan social, il a beaucoup insisté là-dessus, je le dis d'autant plus que j'ai eu l'occasion il y a quelques jours de lui répéter, cela ne l'a pas vraiment surpris, dans ce que l'on peut appeler une stratégie sociale, avec une certaine perspective, notamment sur la question principale bien sûr du chômage, de l'emploi, pourrons-nous longtemps, évidemment cela va au-delà de l'immédiat

court terme, donc cela ne met pas en cause le bien-fondé auquel je crois beaucoup et d'ailleurs l'efficacité qui commence à se ressentir, à se comptabiliser des mesures qui viennent d'être prises, à l'initiative de Martine Aubry, mais est-ce que nous pourrons longtemps, au-delà de ces mesures, éviter de poser la question suivante : dès lors que la modernisation, et c'est vrai heureusement elle a beaucoup progressé dans notre pays, et continue à progresser, la modernisation de l'appareil économique production-échange a progressé, puisqu'elle signifie diminution du temps de travail nécessaire, et donc accélération formidable de la capacité de production, et de distribution des services, par conséquent que sectoriellement, secteur par secteur, elle est par elle-même non pas, et là je sais bien que c'est un fameux théorème dont j'ai cru à certain moment qu'on s'inspirait, le théorème de Barre et de je ne sais plus qui en Allemagne qui est mis en cause... d'Helmut Schmidt, merci mais la culture de Marie-Noëlle n'est jamais prise en défaut, dès lors qu'elle n'est pas créatrice de plus d'emplois, cette modernisation sectorielle, et bien au contraire facteur de suppressions d'emplois, comment pourrons-nous aborder en perspective la question de l'emploi, la question du chômage, dès lors que nous sommes devant de véritables bouleversements structurels, sans poser la question de nouvelles règles du jeu et donc de nouvelles règles qu'il faut négocier et pas au coup par coup ? Non, puisque c'est ce qu'on fait ou essaye de faire, depuis onze ans.

Je m'excuse, l'expérience a tranché, mes chers camarades, il serait temps que vous compreniez que ce n'est pas un argument de Congrès, il n'y en a pas à court terme, et je crois qu'on n'en est plus là, entre nous - je vais y revenir tout à l'heure - c'est la nécessité, vous appellerez cela comme vous voudrez, vous le mettrez en œuvre comme vous voudrez, mais vous n'y couperez pas, et plus vous attendrez, plus ce sera difficile. Permettez-moi de vous dire que cela aurait été plus facile, il y a deux ans, de la même façon, je le dis au passage, qu'il n'y a pas de stratégie sociale et pas de stratégie politique, c'est comme cela, dans la gestion qui a été menée du mouvement Socialiste - là je casse un petit peu les vitres mais il le faut bien, au point où nous en sommes, on ne va pas seulement se dire des amabilités, on commence par là, mais après il faut... (rire), c'est la réalité, c'est la vie, c'est comme cela.

Pas de stratégie sociale, mais pas non plus de stratégie politique, la grande structure de rassemblement, que vous avez applaudie quand j'en ai parlé au Comité directeur du mois d'août, mais après les applaudissements qu'on a mis dans les tiroirs, elle est plus difficile à faire aujourd'hui. Les derniers contacts, que j'ai pu avoir, au hasard de rencontres par exemple avec les dirigeants des mouvements écologiques et verts, me font dire que c'est plus difficile quand on est affaibli de se présenter en disant : on est prêt à se rassembler avec vous, ils sont moins prêts qu'ils l'étaient à l'époque, et si nous nous affaiblissons encore, ils le seront encore moins.

Le temps presse, on me dit : on verra après. Non, d'ailleurs je n'ai pas compris, et heureusement, que Laurent Fabius considérait qu'on pouvait tranquillement attendre ce qui se passerait dans deux mois, non ! Mais alors, il faut en tirer toutes les conséquences, avoir une stratégie sociale, avoir une stratégie politique.

Et en plus c’est le moyen de répondre à la difficulté que nous avons éprouvée, un certain nombre ici, et tous le lendemain en lisant la presse, il y a tout juste huit jours à cette heure-ci.
Cette difficulté pratique sur laquelle je souhaite, et d’abord dans ce Comité directeur - il y a encore un peu de temps- et dans les jours qui viennent, qu’on s’explique clairement. Comment battre le danger qui est devant nous, d’une montée du Front National ? D’abord, parfait accord sur ce point précis avec ce qu’a dit ce matin Laurent Fabius, on ne le battra pas par je ne sais quel front commun républicain, où on gommerait les différences entre la Droite et la Gauche. Cela, c’est l’évidence, parce que si on fait cela, on ne fait pas reculer le Front National, mais on fait monter la Droite modérée, et Chirac, qui n’est pas toujours un génie politique, mais cela il l’a "pigé", écoutez-le, regardez-les, regardez Sarkozy dimanche dernier, cela ils ont compris. Donc pas cela !
Mais dire "pas cela" cela ne suffit pas, alors là comment on va faire ? Comment faire reculer le Front National ? Mes chers camarades, le combat des droits de l’Homme évidemment, mais le combat des droits de l’Homme, comme cela, en lui-même, ne suffira pas, ne peut pas suffire.
S’il y a eu progression de ce Parti d’extrême droite et de ses idées, y compris leur pénétration dans d’autres secteurs que ceux qui influencent directement le Front National, enfin tout de même est-ce qu’on l’ignore ici - on l’a dit assez souvent - tirons-en les conséquences, c’est parce qu’une partie notable des couches populaires est en mécontentement - le mot est faible - parfois en colère à notre égard.
Si on ne veut pas admettre cela, mes chers camarades, on continuera à se "planter". Cela, c’est pour moi une certitude, une certitude ! Et je vous le répète, l’invocation des droits de l’Homme, cela ne fera pas le compte, parce qu’enfin il faut le dire, pour beaucoup de ces gens, qui sont les exclus, quelle que soit leur origine, leur couleur de peau, dans les mêmes quartiers, ils sont d’abord les exclus de la prospérité, relative certes, mais enfin pour les autres quand même, c’est de cela d’abord qu’ils sont exclus, d’origine française, maghrébine, ou autre. Là ils se retrouvent ensemble, seulement comme cela ne va pas, souvent ils s’affrontent, c’est bien connu, à l’intérieur de leur poche de misère, c’est cela le fond de l’affaire.
Tant que nous n’avons pas surmonté cela, croyez-moi, nous n’aurons pas apporté la réponse à cette menace, cela ne veut pas dire qu’il faut jeter par-dessus bord, au contraire, mais les droits de l’Homme pour eux, hommes ou femmes, c’est d’abord le droit de vivre dignement, avec l’emploi, avec la perspective pour leurs enfants, sinon si vous leur parlez des droits de l’Homme, ils disent : "Et moi, où sont mes droits, avec ce que sont les bulletins de salaire, ou de non-salaire, à la fin du mois, avec le logement où je croupis depuis dix ans, avec l’absence de perspective pour mes "marmots", où ils sont mes droits de l’Homme ? Foutez-moi la paix avec les droits de l’Homme des autres, les miens d’abord !"
Eh oui... Eh oui... Merci d’avoir l’air d’accord avec moi... D’ailleurs, je n’en doutais pas, mais cela fait toujours plaisir !

Cela veut dire que c'est par là d'abord (et là, je vais répondre un peu, cher camarade, à ton intervention de tout à l'heure) que nous réussirons l'intégration.
Je suis étonné qu'on ait assez peu entendu ce mot ! C'est notre politique (vis-à-vis de tous nos détracteurs qui, la semaine dernière, ont d'ailleurs plus manié l'injure que l'argument) et nous l'avons fait progresser (mais malheureusement, pas assez sur le terrain que je viens d'évoquer, c'est pourquoi le mal est toujours là), c'est notre politique, l'intégration ! Simplement, elle est difficile à faire, et c'est là que nous avons encore à nous expliquer, un certain nombre ici. Mais vous me connaissez, je suis plutôt de ceux qui recherchent l'explication, surtout que je crois qu'il y a franchement urgence !
La réussite, elle est tout de même conditionnée par le fait que nous soyons (comment dire ?...) économiquement, matériellement en mesure de la faire progresser.
Si de nouveaux flux trop importants arrivent trop vite (alors, je n'emploierais ni le mot de "seuil", ni celui de "tolérance", parce que là, je sais ce qui m'attend !... Donc, prenez les mots que vous voulez), si nous ne réussissons pas à ralentir ces flux, non, ce n'est pas vrai que vous réussirez la politique d'intégration et, notamment d'intégration sociale !
Seulement, vous comprenez, il faut savoir si on est d'accord là-dessus, si on est d'accord avec ce que deux Premiers ministres ont dit, par des formules dont je reconnais qu'elles sont terribles, difficiles à vivre, mais qui expriment ce qu'est la réalité, celle de Michel Rocard, puis celle, ces jours-ci, d'Edith Cresson : la misère du monde...
Est-ce que c'est comme cela, oui ou non ? Et si c'est comme cela, alors, mes chers camarades, est-ce que cela veut dire... (Marie-Noëlle, tu vas parler derrière moi, donc tout le monde entendra, ce sera mieux... ne bougonne pas ! Ne bougonne pas !)... (rires)... est-ce que cela veut dire, oui ou non, qu'il faut à certains moments des mesures de contrôle
Que telle disposition soit jugée, même une fois qu'elle a été votée (parce que maintenant, on est quand même devant cette réalité, je vous fais cette seule remarque de procédure...), c'est possible. Est-ce qu'elle doit être présentée autrement ? A coup sûr, on pouvait faire mieux. Et donc, étant donné la fonction que, pour le moment en tout cas, j'occupe, je prends ma part de responsabilité. Je la prends très volontiers.
Mais, mes chers camarades, ne rusons pas. Est-ce que c'est telle disposition précise, la manière ou autre chose, ou le fond de l'affaire qui est en cause ?
Vous le savez bien, avec un certain nombre de nos partenaires (je ne sais pas s'il faut dire d'extrême gauche... cela me semble discutable... en tout cas de nos partenaires qui défilaient en tête du cortège l'autre jour), c'est le choix de fond...

Marie-Noëlle Lienemann - Camarades...

Jean Poperen - ... Absolument, je les considère comme tels, ce qui n'est pas leur cas à notre égard, m'a-t-il semblé... (rires)... je crois que c'est le fond de l'affaire.

Collection Jean Jaurès

Et si c’est vraiment le choix de fond qui est en cause, alors, une bonne fois, sachons ce qu’ici (c’est-à-dire la direction du Parti Socialiste, le Parti Socialiste) nous estimons devoir faire !
Mais la pire des choses, sur ce sujet difficile, c’est de rester dans le flou, l’équivoque, l’ambiguïté, faire les deux choses à la fois, parce que, mes chers camarades, dans ce cas nous perdons des deux côtés !
En rentrant de la manifestation (comme aurait dit l’autre : "en revenant de la revue"...)... (rires)... c’est ce que j’ai éprouvé l’autre jour, que nous perdions des deux côtés, du côté de ceux qui sont toujours prêts, en effet, à partir en guerre contre tout ce qui est limitation (alors que nous, nous leur proposons et nous voulons leur faire accepter peu à peu la politique d’intégration, et on a progressé de ce point de vue), et du côté des autres aussi, puisque, vous l’avez vu, vous les avez entendus, ils nous ont agressés, injuriés, etc.
Alors, assez ! Assez ! Surtout que, là aussi, nous avons un bon dossier... étant entendu (je ne m’arrête pas là-dessus, mais c’est une dimension considérable, d’autant plus qu’elle vaut non seulement pour le sud, mais pour l’est, et d’ailleurs Didier y a fait allusion tout à l’heure) que naturellement la contrepartie de cette politique exigeante, c’est une accélération formidable à laquelle nous pouvons contribuer et l’Europe doit contribuer (tu as raison de dire que probablement le compte n’y est pas, mais Elisabeth Guigou rappelait ce matin que, même si le compte n’y est pas, c’est encore l’Europe qui fait le plus) à ce que ces pays du sud comme du nord "décollent", faute de quoi, nous le savons bien, effectivement, à la longue, rien ne sera résolu et nous ne tiendrons pas. Cela, c’est sûr.
Mais cela étant, nous devons affirmer notre direction ici.
Et j’en termine en disant que c’est peut-être comme cela que nous améliorerons nos rapports avec eux, parce que le constat de cette "manif", c’est quand même une formidable dégradation de nos rapports avec des forces qui (naturellement, je les considère comme telles, cela ne me gêne pas de les appeler tous des camarades) sont de notre côté, sont dans notre camp, sont dans le même combat que nous. Alors, voir qu’il y avait une telle rupture entre ce Parti Socialiste, avec tout ce qu’il a fait, malgré tout, dans ce domaine (même si on lui fait beaucoup de reproches) et ces forces, c’était quand même tout à fait, oui, tragique. Et cependant, nous l’avons ressenti, nous l’avons éprouvé.
Seulement, cela veut dire faire beaucoup dans les semaines et les mois qui. viennent, parce qu’une des choses qui me frappent, au hasard de telle ou telle rencontre, en même temps que ce que j’ai vécu à la manifestation, c’est de voir combien nos rapports avec nos alliés potentiels se sont formidablement dégradés, pour ne pas dire que nous n’en avons pas ! Nous n’en avons pas ! On ne peut pas parler actuellement de rapports d’alliance, ou de non-alliance, avec les Verts ou avec Génération Ecologie : pas de rapports !
Alors, comment faire ?
Mais, mes chers camarades, on a su faire en d’autres temps, et avec un partenaire qui était quand même un sacré partenaire dans ce domaine ! Je voudrais rappeler cela à quelques-uns de nos camarades. Quand nous avons

imposé notre vision de l'avenir de la Gauche au Parti Communiste de l'époque, formidable puissance en ce temps-là, nous nous sommes battus pour l'union avec eux, mais sans concession politique et idéologique dans les rapports avec eux ! Nous avons mené le combat politique et idéologique vis-à-vis d'eux et même, à certains moments, contre eux !
Oui, les circonstances ne sont pas les mêmes, les rapports ne sont pas les mêmes, mais vis-à-vis de ces groupements divers, notamment les quatre qui veulent engager une action sur une longue période, c'est-à-dire constituer un pôle non seulement à l'écart de nous mais, d'une certaine façon, contre nous, il faut rechercher des rapports d'alliance, mais en même temps il faut mener le débat de fond.
Leur ligne, telle qu'elle s'exprime actuellement (alors là, il faut savoir si tout le monde est de cet avis ici, ou si on a un autre avis, et je suivrai celui qui sera donné, mais je dis le mien), leur ligne n'est pas la nôtre. Il y a donc là un débat de fond à avoir avec eux. Il faut le mener.
Mais pour le moment, on ne le mène pas ! On a, dans ce domaine comme dans d'autres, une sorte de complexe. Dès que tel ou tel (la direction de "SOS Racisme", ou Madeleine Rebérioux) émet un avis, on doit "filer doux", sinon on se dit : "Qu'est-ce qu'on va prendre... et notre vertu Socialiste va être mise en cause !"
Eh bien, non ! Si on n'est pas d'accord vis-à-vis d'eux comme d'autres, on le dit, on s'explique, entre gens qui sont, je le répète, dans la même bataille, mais on n'avale pas tout ce qu'ils ont envie qu'on avale ! Parce que si c'est cela, alors cela veut dire que c'est une autre politique que celle sur laquelle, me semble-t-il, nous étions élus.
Voilà. Et bien sûr, il faut pour cela toutes les forces du Parti Socialiste. J'ai senti tout à l'heure (je ne dirai que deux mots) qu'on s'inquiétait, ici ou là, on s'irritait même, de certains propos de Marie-Thérèse... Ecoutez, ce n'est pas commode... Franchement... Moi, je suis bien obligé de constater, par tels propos émis ici ou là (pas publiquement, mais enfin quand même...) l'état d'esprit de ce qu'on a appelé les trois grands et les autres. D'accord, on ne va pas revenir là-dessus jusqu'à la fin des temps, on sait ce qu'ont été les résultats du Congrès il y a bientôt deux, mais mes chers camarades, ce qui me préoccupe, moi, ce n'est pas de savoir si je suis marginal politiquement (honnêtement, je n'ai pas de complexe, pas du tout, et au travers d'un certain nombre de manifestations auxquelles j'ai participé, ou même que j'ai initiées ces derniers mois, je n'ai pas senti cela du tout), mais si on en était encore là et à dire : "Ah, mais attention, vous, là., les petits... dégagez... maintenant, les grands, les sérieux, on fait l'avenir !", la crainte que j'aurais, c'est que ce soit le Parti qui soit marginalisé, et croyez-moi, le risque n'est pas nul !
Alors, agissons en conséquence, de grâce !
(Applaudissements)

Le président - Marie-Noëlle Lienemann, ensuite Gérard Le Gall, puis Gilles Martinet.

Fondation Jean-Jaurès

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, le week-end dernier, effectivement, nous avons pu observer une dégradation majeure de notre situation politique. Nous avons pu l'observer, d'une part, avec le décalage pour le moins important qu'il y avait entre le Parti Socialiste et les manifestants, ce samedi, et d'autre part, aussi, au vu des résultats électoraux, qui ont quand même atteint une ampleur qui ne procède pas de l'habitude de contester, dans les élections partielles, un gouvernement usé.

Non. Je crois que nous avons une crise politique grave, majeure, qui exige de nous autre chose que le discours que nous avons eu aujourd'hui, qui à mon avis sous-estiment l'ampleur des difficultés.

Je ne pense pas que nous pourrons continuer longtemps sur le thème : "On ne sait pas encore expliquer notre bilan... Il faut qu'on continue sur le front anti-Le Pen..." tout en faisant le contraire ! Je crois très nettement que l'écart qu'il y a entre nous et l'opinion publique, entre nous et les forces militantes de gauche, est devenu suffisamment important pour qu'il exige une réaction urgente et forte.

En effet, ce sont des réactions de sanction politique, tant à la manifestation que lors des votes, que nous avons eues. Alors, quand il y a une sanction de cette ampleur, eh bien ! Cela suppose une réorientation majeure de nos choix politiques, que ce soit ceux du gouvernement ou ceux du Parti.

Ceux du gouvernement. Je crois qu'il faut quand même que ce soit clair : on est un parti politique, on n'est pas là pour attendre... est-ce que le Président va bien réagir, au bon moment ? Est-ce qu'Edith va démissionner ?... etc. Un parti politique ne doit pas être spectateur en attendant un certain nombre d'actes ! C'est au Parti Socialiste qu'il appartient de fixer les directions et, pour ma part, j'estime qu'à ce Comité directeur nous devrions dire qu'un changement de gouvernement et d'orientation gouvernementale s'impose !

Nous allons attendre quel score ? Combien de défaites ? On espère quel miracle, après les élections régionales et cantonales que tout le monde suppute mauvaises ? On pense que le Président, éclairé, va trouver la solution-miracle tout seul, pour après continuer et finalement dire : il est quand même bien usé... est-ce qu'un septennat, ou un quinquennat...etc.?

On attend quoi ? Or, je ne vois, dans ce Comité directeur, aucune orientation qui nous permette de sortir demain en disant : nous avons compris le message de nos concitoyens et nous nous sommes mis en situation de réorienter notre politique.

Alors, je pense qu'il est important de faire le point sur le fameux dossier dit de l'immigration et sur la stratégie dite anti-Le Pen.

On peut toujours dire, Laurent, qu'on n'est pas pour le front républicain, mais quand le discours est d'une tonalité du genre : "Tous unis contre Le Pen" et qu'on cherche à le diaboliser, on ne veut pas affirmer la couleur, mais c'est quand même une stratégie de front républicain qu'on développe ! En plus, le gouvernement prend des décisions qui, je m'excuse, sont quand même profondément en décalage avec tout ce qu'a été la pensée Socialiste ! Vous me direz que les pratiques Socialistes n'ont pas toujours été conformes à la pensée...

C'était au même nom de la réalité qu'il fallait mettre les républicains espagnols dans des camps ! Cela, c'est clair ! A cette période-là, pour les mêmes bonnes argumentations de réalisme, il fallait le faire... pour combien de honte après ? Les camps de transit pour les immigrés sont du même ordre, dans la symbolique politique et dans l'orientation de fond. Il est, de ce point de vue, clair que c'est considéré comme autant de concessions faites non seulement aux thèses du Front National, mais à la Droite classique, pour la souder au nom de la diabolisation de l'extrême droite.
L'opinion publique de gauche ne s'y est pas trompée, car elle a bien vu à la fois le double langage et le sentiment de récupération politicienne, et elle a aussi sanctionné l'absence de politique positive pour l'égalité, qu'elle soit l'égalité des droits pour les immigrés ou l'égalité dans la société.
De ce point de vue, nous ne nous en tirerons pas par une pirouette, il n'y a pas d'autre alternative que de fixer notre politique d'alliance pour affaiblir Le Pen.
Le front républicain, c'est une stratégie suicidaire et grave, grave parce qu'elle renforce Le Pen. Quand Le Pen et l'extrême droite, avec tous les excès qu'on peut exécrer dans leur discours, apparaissent comme la seule alternative au cours des choses qu'on nous décrit comme inéluctable, il est clair que les sentiments de frustration, d'inégalité, d'injustice, inéluctablement il les capitalisera s'il n'y a pas d'autre alternative qui soit proposée.
Il nous revient la responsabilité de la construire, cette alternative, et c'est d'autant plus difficile que nous sommes au pouvoir.
C'est donc par une affirmation rigoureuse de ce qu'est la Gauche pour le 21ème siècle, et pas simplement le nouvel horizon dont franchement, à la lecture, vous ne voyez pas beaucoup d'éléments susceptibles d'attirer nos concitoyens.
Si nous ne sommes pas capables de la construire, cette alternative, Le Pen se renforcera et le front républicain ne fera qu'accroître le désarroi.
Deuxièmement, il est suicidaire pour le Parti Socialiste, parce qu'on fait des concessions en direction de la Droite et on s'éloigne de notre électorat et de la jeunesse. Nous perdons sur tous les tableaux, et c'est ce que nous sommes en train de vivre, sans l'avoir choisi, sans l'avoir collectivement élaboré, mais c'est in fine ce qui se fait tous les jours.
Il n'y a pas d'autre stratégie, et vous savez, Pierre Mauroy avait quand même posé la question, quand il a posé la question de la succession, mais nous n'avons pas réglé le débat sur les alliances que Pierre Mauroy avait soulevé, à savoir : est-ce que oui ou non nous choisissons une stratégie d'alliance rouge, rose, verte, c'est-à-dire d'alliance avec les Ecologistes et de rassemblement de la Gauche ? Et si nous ne le faisons pas maintenant, il sera trop tard après, parce que comme l'a très bien dit Jean Poperen, plus le temps passe, plus nous nous affaiblissons, moins nous sommes en mesure d'être au cœur de ce rassemblement.
Il est donc fondamental de le construire vite, et pour le construire vite, que faire ?
Premièrement effectivement, dans les changements d'orientation politique qui sont devenus urgents, et même dans une composition de gouvernement, donner

Fondation Jean Jaurès

des signes tangibles de cette volonté politique.
Deuxièmement, il est clair qu'il faut répondre maintenant et faire un peu ce que nous avions fait avec le programme commun sous une autre forme : il faut construire un manifeste pour l'alliance rouge, rose, verte à tous les échelons, local, régional, national, gouvernemental.
Mais il est clair que si on dit simplement : on va faire un manifeste pour dans cinq ans, mais qu'ici et maintenant les choses ne changent pas, notre crédibilité sera nulle après dix ans de pouvoir.
Il y a au moins deux sujets sur lesquels il faut que nous prenions clairement des orientations.
Premièrement notre politique face à l'immigration. Personnellement je crois qu'il nous faut revenir sur la fameuse idée des centres de transit de l'amendement Marchand. J'ai eu l'occasion de dire ce que j'en pensais tout à l'heure.
Mais il se prépare d'autres choses, car c'est toujours pareil, on nous dit : Ah ! Non, pas de front républicain, et puis des concessions se préparent dans les ministères. Il y a aujourd'hui un débat très important sur le Code de la nationalité, avec des joutes oratoires pas toujours très hautes entre les cabinets, celui de Matignon et celui de Jean-Louis Bianco. Vous verrez demain une déclaration gouvernementale, il va falloir prêter serment pour avoir la nationalité française, on va faire des grandes fêtes pour montrer qu'on est tous devenus de bons petits Français... etc.
Vous croyez franchement que c'est aujourd'hui le signe qu'attend l'opinion publique de Gauche ? Je crois que c'est tout le contraire, et qu'il continue de façon rampante à se préparer dans les ministères des orientations sur la politique de l'émigration qui seront vécues comme autant de concessions au Front National et de recul qui vont faire que le fossé, aujourd'hui important, deviendra quasiment insurmontable pendant des années.
Il nous faut donc clairement réaffirmer que notre politique d'intégration, c'est une politique d'égalité. Il ne s'agit pas de se trouver sous l'avalanche de l'émigration sauvage, mais la question centrale, c'est celle de l'égalité des droits, l'égalité dans la société, elle est seconde par rapport à la question de la répression et du contrôle des flux.
Or, sur ce terrain là, je connais, Jean, ton discours : soyons fermes, la naturalisation entre nous, bien Français, les immigrés bien limités dans leur nombre, et puis ensuite on va partager plus équitablement. Sauf qu'on n'a pas la politique de partage équitable, mais on a la politique de répression.
Moi je propose qu'on inverse les choses. Vous pouvez faire ce que vous voulez à côté de l'aéroport d'Orly, vous pouvez les mettre à l'Hôtel Arcade, moi je les vois passer à travers le grillage, ils arrivent à Athis-Mons, et alors là, vous savez, tous policiers confondus, ils sont submergés et ils ferment les yeux au bout d'un moment.
Donc cela, c'est le genre d'opération purement symbolique.
Par contre la politique d'émigration qui attend cette égalité, qui attend des signes concrets, on ne la voit pas venir.

Collection Jean Jaurès

Il faut aujourd'hui que nous réorientions notre politique économique et sociale.
Vous savez, je n'ai jamais été une fanatique du genre de dire: ce n'est pas important, l'économie. Si nous proposons aujourd'hui d'essayer de réfléchir à ce que pourrait être l'actualité d'un programme keynésien en France et en Europe, c'est que nous y avons réfléchi. Nous ne sommes plus dans l'ère Reagan. Plus personne au monde n'est en situation d'imposer économiquement son modèle à d'autres, car nous sommes dans une phase de grande incertitude partout, sur les politiques économiques et sociales macro et micro-économiques.
Nous avons quand même capitalisé nos efforts passés, et la rigueur a effectivement amené un certain nombre d'effets positifs dans la modernisation et dans le rapport de force qu'a la France économiquement dans le monde.
Si nous ne sommes pas capables de proposer à l'Europe de l'est et à l'Europe tout entière un équivalent de plan Marshall, C'est-à-dire quand même une relance keynésienne, il est clair que les inégalités s'accroîtront entre l'Europe de l'est et l'Europe de l'ouest et que politiquement les pires cataclysmes sont à craindre. Même avec Maastricht, les pires cataclysmes sont à craindre.
Deuxièmement, nous ne sommes plus dans la situation où la France peut être mise sous le joug du FMI brutalement, simplement parce que nous aurons creusé le déficit budgétaire. Ce n'est pas vrai.
Par contre nous savons que dans le chaos actuel du système économique, les pays qui seront dotés à la fois de force humaine, culturelle, sociale, de capacité de création, sauront créer les infrastructures, qui pour la plupart sont des infrastructures publiques, comme les communications, comme l'outil industriel, qui créent le dynamisme et le préparent. Si nous n'avons pas ces richesses là, nous ne seront pas capables de "surfer" dans un monde complètement incertain.
Nous avons donc l'opportunité de remettre la lutte contre le chômage au centre de notre politique économique, en re-dégageant des marges, en particulier à court terme, avant que l'Allemagne Fédérale elle-même ait pu tirer tous les profits de sa modernisation de l'Allemagne de l'est.
Il nous paraît donc tout à fait essentiel que nous disions franchement qu'on ne peut pas purement et simplement continuer notre politique économique telle qu'elle existe aujourd'hui, où on place le chômage comme la résultante d'une hypothétique croissance. Tous les jours, on entend : est-ce qu'elle a démarré aux Etats-Unis ? Zut, elle n'a pas démarré ! C'est finalement comme cela que se trouvent les Français, quotidiennement spectateurs de tas de décisions qui finissent par complètement les déposséder, en voyant la courbe du chômage qui continue à monter.
Il faut reprendre aussi le travail sur les 35 heures, car nous pouvons faire un certain nombre d'avancées dans ce domaine.
Je voudrais achever mes propos justement sur cette question de la capacité d'anticiper économiquement, en lien avec Maastricht.
Nos camarades du CERES nous disent : avec Maastricht, avec la monnaie commune, nous n'avons plus de marge de manœuvre du tout, on va subir purement et simplement... Je date, d'accord, Socialisme et République. Ils nous disent : Maastricht nous prive de nos marges de manœuvre.

Collection Jean Jaurès

L'analyse de Motchane est de dire : comme nous n'avons pas l'Europe politique qui est une illusion, le fédéralisme qui est une illusion, gardons l'Europe des nations. Il ne propose aucune stratégie, aucune alternative pour dire comment ici et maintenant on va être capable d'inverser la courbe du chômage.
Moi je pense que le déficit majeur de Maastricht est effectivement que d'abord nous n'avons pas été assez loin, et notamment nous n'avons pas été assez loin dans les modifications institutionnelles pour l'Europe politique, mais aussi, et c'est là qu'il y a un débat de fond à mener, la carence de Maastricht provient surtout de la faiblesse du mouvement Socialiste, c'est-à-dire de son incapacité à nourrir le débat politique que les institutions nouvelles ouvrent comme opportunité.
Nous sommes en déficit d'initiative, l'ensemble des Socialistes de la Communauté européenne, en terme de proposition, et c'est pourquoi aussi les propositions que nous faisons sur un type de plan Marshall ou de relance keynésienne nous paraissent mériter d'être débattues avec aussi les autres Socialistes.
Mais nous sommes un des rares gouvernements de Gauche, ce n'est pas parce qu'on est la France, que nous avons des responsabilités particulières... bien sûr, parce que nous sommes la France, mais aussi parce que nous sommes un gouvernement Socialiste, qu'aujourd'hui il faut que notre politique soit à l'image de ce que pourrait être le message des Socialistes dans une Communauté européenne en mouvement, qui a quand même beaucoup d'incertitudes, sur lequel nos concitoyens attendent des réponses, et nos concitoyens de toute l'Europe.
C'est pourquoi nous ne nous satisfaisons pas de ce Comité directeur. Nous avons le sentiment que le Parti est en train de subir une mort lente, attendant je ne sais quel miracle de je ne sais où, et se privant d'une capacité de faire des contre-propositions, et de prendre la mesure des tournants et des changements qui sont devenus nécessaires.
J'ai été très frappé de cette incapacité collective que nous avons à justement proposer aux moments les plus difficiles. Dans les couloirs, tout le monde nous dit : cela ne va plus, tout le monde nous dit : il faut que cela change. Et puis quand il faut qu'on délibère ensemble, tout est lisse, il n'y a plus d'aspérité, alors on a des petits débats de fond théologiques, théoriques, mais sur l'action concrète il n'y a rien qui nous est proposé au vote, aucune alternative ne nous est soumise.
Quand nous avons eu le projet, tout le monde dans les couloirs ne parlait que de cela : voter un texte unanime, et deux jours après la Direction changeait.
Alors si vous n'imaginez pas qu'en continuant sur cette voie, non seulement nous sommes en train d'accroître notre décalage avec l'opinion, mais nous discréditons pour longtemps l'idée d'appartenir à un parti politique, je crois très honnêtement mes chers camardes que l'heure est grave et que le temps nous est compté.
Quand je vois un à un les camarades, qui étaient les plus prompts à rappeler la discipline, quand on avait des désaccords d'idée, quand je les vois un à un à la

porte du Parti en train de se précipiter dans d'autres mouvements pour sauver leur siège pour je ne sais quel avenir meilleur, je me dis, chers camarades, que nous ne sommes pas à la hauteur des responsabilités qui sont les nôtres aujourd'hui.
(Applaudissements)

Le président - Gérard Le Gall, ensuite Gilles Martinet.

Gérard Le Gall

En écoutant Marie-Noëlle, et en écoutant les remarques de quelques camarades, après une communication que j'ai faite au Bureau exécutif mercredi dernier, je me dis qu'on est toujours le pessimiste ou l'optimiste de quelqu'un.
Mercredi, après mon intervention, et encore ce jour, on m'a dit que j'étais trop pessimiste dans mon appréciation de la réalité "réelle", mais en lisant un article dans un grand quotidien du soir, en tout cas la phrase introductive, et les propos tenus ici, voire d'autres propos, je me dis que je suis non pas optimiste, mais pratiquement dans la béatitude !
Mes chers camarades, ne noircissons pas à l'excès le tableau, et je n'utiliserai pas cette position médiane entre les uns et les autres, mais je crois qu'il faut regarder la réalité telle qu'elle est, sans la noircir, sans nous voir déjà dans la tombe, personne n'évoquant l'hypothèse d'un succès général aux élections régionales et cantonales.
En revanche, il y a un point commun à toutes nos interventions et je crois que le Premier secrétaire, Laurent Fabius, a évoqué la question dans son propos introductif... je ne sais pas s'il y aura un propos conclusif et de proposition à l'issue de ce Comité directeur, en tout cas dans son propos liminaire un certain nombre de lignes d'actions ont été données et je crois que nous y souscrivons.
Mais en plus de tout cela, de nombreuses questions se sont fait jour aujourd'hui, et dans les semaines passées, et pas simplement la question électorale. Mes chers camarades, l'élection du nord n'est pas pire que celle de Saint-Nazaire, où dans la 7ème meilleure circonscription de France à gauche Claude Evin a été élu avec 50,2%. En quoi l'élection du nord est-elle pire que l'élection qui a eu lieu il y a six ou sept mois ?
Je me souvenais de Belfort, où notre ami Jean-Pierre a été élu avec 52% il y a quelques semaines. Alors, n'intériorisons pas la logique journalistique qui veut que le journaliste met en synthèse des éléments qui sont survenus dans un espace de temps et en fasse un condensé. Nous ne sommes pas obligés de faire des éditoriaux, nous sommes ici pour analyser et proposer. C'est une logique différente pour beaucoup d'autres camarades qui se comportent en journalistes. Il y a une élection. On ne s'interroge pas sur les élections antérieures. Il y a eu une manifestation, on mélange tout cela, les relations journalistiques, médiatiques et politiques, leur capacité d'analyse et surtout leur capacité de proposition.
S'il y a un grand accord sur les lignes d'action proposées, il y a un besoin de clarification énorme. Il y a quelque paradoxe à demander une clarification deux

mois après un Congrès, qui a adopté un texte, un projet qui est d'ailleurs d'excellente facture, encore plus lisible désormais dans sa forme finale, sur des questions aussi essentielles que celles qui ont été soulevées par Poperen. Je dis tout de suite que je partage 90% de ses propositions. J'ai commis au CES d'Ile de France un long rapport sur l'immigration et quelques réflexions sur le sujet. C'est vraiment la logique d'intégration qui s'impose à l'esprit. Ne faisons pas de contradictions secondaires sur un sujet aussi essentiel que celui là comme étant la contradiction principale.
Les points d'accord entre nous sur ce sujet (j'ai envie de dire toutes sensibilités confondues): c'est au moins 70 à 80%. Naturellement, il y a toujours de petits points, ou des points importants dans la symbolique et dans les valeurs, convenons en, mais ne mettons pas cela au pinacle.
C'est la nécessité de clarification, je l'aborderai sur trois points.
La question du Front National, la question de l'immigration et de la lutte antiraciste, et de manière générique, la question électorale.
Sur la question du Front National, le jour où on arrêtera notre obsession par rapport au Front National, on le fera reculer.
Mes chers camarades, la lucidité et l'obsession, ce n'est pas le même chose. La lucidité, c'est la juste appréciation de la réalité d'une chose immonde que nous devons combattre : fascisme, anti-droits de l'Homme, éradication de toute la culture depuis des siècles, etc. mais cette espèce de doute obsessionnel quasi-névrotique fait qu'on croit se positionner désormais à gauche, parce que dans chaque déclaration, dans chaque intervention, il faut parler du Front National. Je vais vous faire une confidence : je suis convaincu que la totalité des français pense que nous sommes pour la lutte antiraciste et contre le Front National. Ce n'est pas parce que quelqu'un a parlé qu'il faut parler derrière lui en disant qu'on est contre le Front National. Je sais bien qu'on est en politique, ce n'est donc pas la raison pure qui commande, mais en toute logique, nous renforçons le Front National.
Il va falloir que nous trouvions un langage. Nous avons la manie de sonner le tocsin tous les jours, on connaît bien des fables sur ce sujet comme la Chèvre, a force de sonner le tocsin, nous banalisons le phénomène.
Il fut un temps où on disait : ne banalisons pas, ce n'est pas en le répétant tous les jours qu'on banalise quantitativement, alors trouvons là aussi un juste discours par rapport au Front National.
Si nous expliquons que la raison du Front National, c'est d'abord la question sociale, posons la question sociale au cœur de notre combat et non pas la question du Front National, sinon la logique devient folle. Si c'est la question sociale qui est la question principale, il y en a d'autres, la question européenne, l'identité, le rapport à l'altérité dans toute société humaine, etc. Très bien, mais si c'est la question sociale, posons là clairement et politiquement.
J'ai entendu, heureusement, dans la bouche du Premier secrétaire, qu'il ouvrait un espace sur cette question de stratégie économique, de positionnement économique et social. Cela ne résoudra pas tous les problèmes, mais ce que beaucoup attendent, c'est une ouverture et là on a de meilleures chances de faire

Contribution Jean-Jaurès

reculer le Front National, pas simplement électoralement (il est à 10, 12,15 ou 17% cela dépend de la mobilisation électorale) mais idéologiquement, là où il est à 35%.
Si nous ne mettons plus la question sociale au cœur de notre combat, c'est que la question sociale rassemble la Gauche, mais l'autre approche des choses la divise.
Mes chers camarades, ne trichons pas. Je ne veux pas abuser des études quantitatives ou des sondages, encore que, pourquoi pas, c'est encore implicite dans beaucoup de discours, mais quand on regarde les ouvriers, ce qu'ils pensent sur un certain nombre de sujets, si nous plaçons le combat sur une certaine thématique, ils se dissocient de nous.
On me dit: oui, mais ce sont ceux qui sont les plus attachés aux droits de l'Homme. Je voudrais connaître l'échelle de Richter d'attachement aux droits de l'Homme ! Je ne l'ai pas encore vue.
Il y a des auto-proclamations, c'est un exercice facile, mais c'est plus compliqué quand on met la problématique sociale avant le caractère central de la lutte contre le Front National ou d'autres questions.
Je demande, et Laurent l'a déjà proposé au précédent Bureau exécutif, que nous ayons au Bureau exécutif et dans le Parti la bonne ligne stratégique sur le sujet. Nous avons, non pas plusieurs lignes, parce qu'on abuse du concept de ligne, mais plusieurs approches du sujet qui sont cacophoniques. Comme tout le monde l'a perçu la semaine dernière, nous perdons, non pas sur quelques tableaux, mais nous perdons à tous les coups, puisqu'il y a des effets contradictoires.
Trouvons donc une ligne. Cela fait des années qu'on la cherche, il y a une logique d'intégration. J'en viens au deuxième point sur l'intégration. Il y a un impératif d'intégration. La philosophie de l'intégration, on la connaît. Est-ce qu'on la partage ? J'ai toujours été convaincu que 90% du Parti partageaient cette logique d'intégration. Des différentialistes, y en a t-il ? Gérard Lindeperg a fait d'excellentes brochures sur le sujet mais disons le, le paradoxe, c'est que nous ne sommes pas perçus pour ce que nous sommes à l'extérieur
On peut nuancer certains propos de Jean ou des miens, mais si nous disons ce que nous pensons dans les couloirs, il y aura peut-être 10 ou 15% de camarades qui ne seront pas d'accord, mais à l'extérieur on saura que 90% pensent un certain nombre de choses élémentaires sur le sujet et qu'ils sont de gauche.
Je n'ai pas l'habitude de me laisser culpabiliser. Ne culpabilise pas qui veut. Ce ne sont pas des instances qui ont des discours contradictoires qui vont nous culpabiliser. Nous, nous représentons des forces idéologiques et politiques respectons les, mais pour le moins j'ai envie de dire en préalable à des discussions ultérieures, qu'ils nous respectent. Récemment, cela n'a pas été le cas.
C'est pourquoi très rapidement une troisième question. Je ne ferai pas, rassurez vous, l'exposé ou la communication que j'ai faite au Bureau exécutif sur l'approche ou l'analyse de la réalité sociale, électorale, le lapsus étant lui-même explicatif du propos électoral. On ne va pas se battre sur des niveaux électoraux.

Fondation Jean Jaurès

Faut-il dire, ne pas dire ? Ne disons pas. J'ai dit que les élections récentes, malheureusement, n'étaient pas pires que les précédentes. On est dans un cycle électoral dépressif ou asthénique. C'est une réalité, on l'observe malheureusement dimanche après dimanche.
Nous sommes dans cette situation à la veille des régionales. Toutes les autorités de l'Etat, la direction du Parti connaissent cette réalité politique à un mois et demi des élections, c'est à François Mitterrand de décider. Elisabeth Guigou a dit que les résultats des régionales ont des conséquences sur le débat européen ultérieur. Les élections européennes n'auront pas de conséquences sur les élections législatives ultérieures ? La réponse est évidente, c'est l'équation électorale, n'en parlons pas.
Les régionales vont avoir lieu dans quelques mois, je parle des listes. Sur ce point Laurent a eu une approche, je pense qu'il le sait, un peu ironique, sur ce sujet de la constitution des listes. Le problème, c'est que le Parti est en crise, ce n'est pas d'aujourd'hui, ou depuis quelques semaines. Il est plus profondément en crise compte tenu du basculement d'autorité de la Direction, par rapport aux fédérations. Le secteur électoral est un lieu privilégié. J'ai compris ces choses lors de la négociation des élections municipales.
On a vu que le principe d'autorité de la Direction était largement remis en cause. Une direction ne peut pas fonctionner qu'à l'autorité mais à la persuasion. Nous sommes quelques-uns à connaître sur le bout des ongles le dossier de la négociation France Unie - MRG. Cela va être très dur dans certaines fédérations puisqu'il va falloir faire encore quelques sacrifices.
Pas de visions irréelles des choses. Il y va de l'identité même de notre Parti; C'est ce qui se passe dans la région sud, comme on l'a dit, avec métaphore, ou avec un positionnement plus géographique que politique. La question qui est posée l'avait déjà été il y a quelques mois avec une attente de réponse différente. C'est la réalité du Parti, dans un certain nombre de fédérations. Je dis cela sans aucun esprit de courant, de chapelle, ou de sous-chapelle... Dans une ou deux fédérations de PACA, nous ne savons pas quelle va être la règle de répartition de négociation. A moins d'un mois du dépôt des listes, j'ai envie de dire qu'il y a un impératif : la semaine prochaine, il faut que nous soyons clairs là-dessus et que la question de l'identité de l'existence du Parti dans le sud, ce n'est pas à la limite la question des places sur la liste. C'est important. C'est notre place dans le dispositif politique de la PACA. C est beaucoup plus important.
Si les fédérations, je les comprends, et je ne les en blâme pas, se sentent en difficulté, il faudra sur ce plan car cela relève de la négociation entre certaines têtes de listes prestigieuses à forte notoriété et la Direction du Parti, il faudra que ce soit, dans ce dialogue, que les choses soient vues.
Si les fédérations, encore une fois, je ne les blâme pas, ne réussissent pas à définir leur position dans le débat politique, il faudra la prothèse de la direction du Parti et là-dessus, je demande que la direction, au plus haut niveau, clarifie les choses sur le sujet.
Il est important que nous définissions notre position sur le Front National, que nous mettions la juste place du combat du Front National, mais cela mérite un

débat préalable.
La question de l'immigration : je n'ai pas parlé du combat antiraciste, qui est un peu différent, il faudra des bases théoriques du combat antiraciste. Il est facile de dire que le combat antiraciste, nous le menons depuis des années.
Les Socialistes le dénoncent, mais sur quelles bases théoriques le faisons-nous ?
C'est un vaste débat, il est ouvert. J'aimerais que, sur ce point, nous ayons une position conclusive et que sur ce point, comme sur d'autres, la position par rapport au Front National, la définition d'une position à la fois théorique et pratique sur l'immigration fait que nous devons avoir des idées plus claires dans les semaines à venir.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci Gérard Le Gall. La parole est à Gilles Martinet, dernier orateur inscrit.

Gilles Martinet

Ce qui m'a frappé, dans un certain nombre d'interventions, c'est la différence dont nous savons toujours qu'elles existent bien sûr, entre ce que j'appellerais une logique de gouvernement et une logique de Parti.
Il est normal et naturel même nécessaire que le Parti Socialiste apporte son soutien à un gouvernement Socialiste ou dirigé par des Socialistes.
Si nous pensons nous en tirer en nous dissociant de ce gouvernement, nous nous trompons.
Mais nous ne nous en tirerons pas davantage si nous ne savons pas présenter des arguments, tenir l'engagement, et mettre en avant des objectifs qui ne sont pas nécessairement ceux du gouvernement.
Je voudrais illustrer ce propos par deux exemples : l'Europe et la lutte contre Le Pen. Je suis d'accord avec ce qui a été dit ce matin par Laurent Fabius. Si nous nous battons à propos du traité de Maastricht, battons-nous sur le thème pour ou contre l'Europe.
J'ai regardé l'autre jour, dans son état actuel, parce que la mise au point va encore demander des semaines, les textes du traité de Maastricht. Ils font un très gros volume, d'une complexité extraordinaire sur un certain nombre de points. Et bien entendu, quand on les regarde, on voit qu'il y a des choses très positives, du moins à mon point de vue, sur l'union monétaire et même sur ce qui a été amorcé sur la défense. Il y a des choses très floues... il y a des choses un peu inquiétantes... et il y a des choses qui sont sans doute à revoir. Et si on livre une bataille sur le texte lui-même, alors bien entendu nous verrons nos adversaires relever les points difficiles, et nous mettre en difficulté.
Non, il faut se battre effectivement, comme l'a dit Laurent Fabius, sur la position pour l'Europe, contre les anti-Européens.
Il y a un front du refus en ce qui concerne l'intégration européenne et la constitution de l'Europe. Un front du refus qui va de l'extrême droite à l'extrême gauche mais avec laquelle nous ne pouvons pas, à mon avis,

Fondation Jean-Jaurès

composer.
Ceci dit, est-ce que nous devons tenir le même langage que tiennent nos ministres sur cette question ?
Bien sûr, eux ne vont parler que des aspects positifs de Maastricht... nous, nous devons tenir compte des réticences qui existent dans la population et qui ne sont pas toutes infondées.
Nous ne devons pas nous battre sur le détail des accords de Maastricht. Nous devons nous battre sur un certain nombre de problèmes qu'il faut expliciter très clairement et je pense - je le dis - que pourquoi ne ferions-nous pas ici de critiques de la politique du gouvernement ?
Je crois que le gouvernement, en politique internationale, depuis un an et demi ou deux ans, tient un langage qui ne correspond pas aux énormes changements qui sont intervenus.
On parle encore de l'Europe et de l'entente franco-allemande, comme avant la chute du mur de Berlin... comme avant l'effondrement du Communisme, comme avant le changement formidable de rapport de forces qui est intervenu dans le monde.
Et si nous n'évoquons pas le problème allemand, non pas pour réclamer je ne sais quoi - ce qui serait un suicide - mais pour montrer que nous savons qu'il y a un problème, que nous pensons seulement à l'aborder, mais à voir comment l'Europe peut être équilibrée, je crois que si nous ne nous posons pas ce problème, alors nous ne répondrons pas aux craintes, aux attentes, aux interrogations d'une grande partie de la population, et nous ne convaincrons pas.
Nous devons avoir, en politique internationale, là où jusqu'à présent nous soutenions 100% de l'action gouvernementale, un langage non pas contradictoire non pas opposé mais différent du langage du gouvernement.
Je voudrais en venir maintenant à la lutte contre Le Pen. Il me semble que nous ne lui donnons pas sa véritable dimension historique... peut-être parce que dans cette salle nous sommes peu nombreux à avoir commencé à nous battre politiquement avant la guerre, c'est-à-dire dans une période où la lutte contre la conception ethnique de la nation, et la conception universaliste de la nation étaient au centre de tout le combat politique.
Moi je me suis engagé dans le politique comme jeune étudiant, sur cette base, parce que le nationalisme ethnique existait depuis l'affaire Dreyfus, depuis 1890.
Je relisais l'autre jour les textes de Maurice Barrés de cette époque.
Vous savez ce qu'il dit par exemple :
"Je regarde Monsieur Zola et je constate que cet homme n'est pas français. Son père et ses ancêtres étaient vénitiens et il ne peut donc raisonner qu'en tant que Vénitien..." Sic... un peu plus loin il disait : "Un homme qui demande sa naturalisation peut être sincère, il veut vraiment jouer le jeu de la France, mais la loi du sang qui est la loi de la nature, l'emportera toujours".
On oublie que jusqu'en 1945, jusqu'à ce qu'il y ait la guerre, et l'effondrement de cette position nationaliste à travers la trahison de Vichy, on oublie que cela a représenté toute une partie de l'opinion politique française avec Maurras, avec

Coll. Fondation Jean Jaurès

Barrés, avec bien d'autres. Bien entendu, 1945 a étouffé tout cela mais nous le voyons aujourd'hui renaître. C'est une vieille tradition, eh bien à ce nationalisme ethnique, il faut opposer le patriotisme universaliste.
Il y a là une bataille fondamentale à livrer bien sûr, et je me réjouis que Motchane y ait fait allusion. La nation n'a pas toujours existé. Elle évolue et l'Europe nous pose le problème de l'évolution de la nation. Nous ne pouvons pas en parler comme dans le passé mais faisons attention.
Si nous voulons battre Le Pen, nous ne pouvons pas escamoter le problème national. Nous devons nous battre au nom d'une certaine idée de la nation, contre une autre idée de la nation. Et si nous voulons gagner, aux cris de "Vive l'Europe", nous devons ajouter le vieux cri de Valmy : "Vive la nation".
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gilbert Martinet qui était le dernier orateur. Cette exhortation est une fin aux discours et à cette série d'interventions. Je n'ai plus d'orateurs inscrits.
Je vais vous soumettre la résolution, le texte de la résolution qui vous est proposé.
Le Comité directeur a procédé à un examen de la situation politique. Il a notamment analysé les récents événements qui ont marqué ces derniers jours : manifestation du 25 janvier, résultats électoraux, affaire Habache, situation économique et sociale ainsi que les perspectives européennes.
Dans cette période difficile pour les Socialistes, le Comité directeur appelle au rassemblement pour faire face.
Notre bilan de ces dix dernières années est nettement positif même si, à l'évidence, bien des problèmes demeurent. Nous avons rétabli la compétitivité économique de la France tout en développant son système de protection sociale. Nous avons décentralisé, libéré les ondes, entrepris un vaste effort pour l'éducation, la formation et l'action culturelle. Nous avons fait avancer de façon décisive la construction européenne.
Nous devons aller plus loin. Elaborer notre programme politique à partir de notre projet. Repartir à la conquête de l'opinion, en nous appuyant sur de nouvelles actions de réforme, de démocratie sociale et en faveur de l'emploi, associer plus étroitement les citoyens à notre démarche et donner toute sa force à l'action militante quotidienne.
Le Comité directeur appelle les militants et les sympathisants Socialistes à se mobiliser pour la préparation des élections cantonales et régionales de mars, dont l'enjeu est de mieux utiliser les moyens de la décentralisation afin que nos départements et nos régions soient plus dynamiques et plus solidaires.
La Droite ou l'extrême droite ne peuvent pas et ne veulent pas apporter des solutions réelles aux problèmes de la France et des Français. C'est à nous de le faire, nous en avons la volonté et la capacité, dans l'unité et l'esprit de rassemblement. C'est à cette mobilisation que nous appelons toutes celles et tous ceux qui aspirent à plus de justice, plus de démocratie, et qui sont attachés à la recherche du progrès et de la paix.

Fondation Jean Jaurès

Voilà le texte de la résolution.
Y a-t-il des objections ?
Je soumets cette résolution aux voix.
Que ceux qui sont d'accord pour l'adopter veuillent bien lever la main ?
Merci.
Avis contraires ?
3.
Des abstentions ?
1.
La résolution est adoptée moins trois voix contre et une abstention.
Je vous remercie.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès